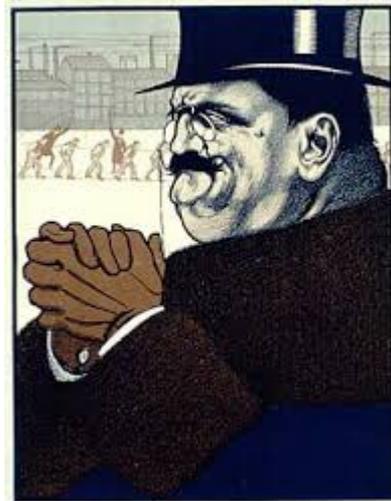


L'Économie de Marx pour les Anarchistes

Une introduction Anarchiste à la Critique de l'Économie Politique de Marx

Wayne Price

2015



Traduction à partir du texte original de Wayne Price, *Marx's Economics for Anarchists - An Anarchist's introduction to Marx's critique of Political Economy*, 2012.

Par Floran Palin, Alternative Libertaire, France (Chapitre 1 sur la base de la traduction de Jérôme – UCL, Canada)



L'Économie de Marx pour les Anarchistes de Wayne Price / traducteur Floran Palin est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

Sommaire

Chapitre 1 Introduction 5

Les anarchistes peuvent-ils apprendre de Marx? 5

Marx était-il un plagiaire? 6

Critique de l'économie politique ? 7

Chapitre 2: La théorie de la valeur travail 9

La méthode de Marx 9

Trois facteurs ? 9

Aliénation et Fétichisme 10

La nature de la valeur 10

De la Valeur au Prix 12

Une marchandise plus particulière 13

La liberté et l'égalité dans la société capitaliste 14

De la plus-value au profit 14

De la valeur au coût de production 16

La monnaie 17

Chapitre 3: Cycles, récessions, et la baisse du taux de profit 19

Les théories marxistes des cycles et des krachs 19

La baisse tendancielle du taux de profit 21

Les récessions comme forme de bonne santé 22

Contre-tendances à la baisse du taux de profit 22

Chapitre 4: L'accumulation primitive aux origines du capitalisme 24

Les femmes sous le capitalisme 25

Destruction de l'Écologie par l'accumulation primitive 26

Trois Époques 27

Chapitre 5: L'époque du déclin capitaliste 28

Le « Capitalisme monopolistique » 29

Effets de l'oligopole sur les capitalistes 30

Effets de l'oligopole sur la classe ouvrière 30

L'Oligopole et le taux de profit 31

Le retour de l'accumulation primitive 33

L'Impérialisme 34

La révolution permanente 35

Chapitre 6: Le boom de l'après-guerre et le capital fictif 37

Les causes de la prospérité d'après-guerre 37

Les limites du boom d'après-guerre 38

Le capital fictif 39

La consommation improductive 40

Chapitre 7: le capitalisme d'État 42

Engels et Marx 42

Le concept de capitalisme d'État d'Engels 43

Le capitalisme d'Etat en Réalité 44

Le capitalisme d'État et le programme socialiste 45

Avec le bénéfice de plus d'un siècle de recul, nous pouvons juger de qui avait raison. 46

Chapitre 8: socialisme ou barbarie? 47

La classe ouvrière ? 47

Le socialisme est-il inévitable? 49

Le choix moral 50

Chapitre 9: Ce que Marx entendait par socialisme / communisme 53

Programme du Manifeste communiste 53

Critique du programme de Gotha 54

Une révolution technologique 56

Chapitre 10: une critique anarchiste de l'économie politique de Marx 59

Les critiques de Kropotkine 60

Le problème avec le marxisme 61

Le Marxisme Libertaire 63

Lectures complémentaires 65

Lectures préliminaires 65

Sujets contestés dans la théorie économique de Marx 65

Crise : La Grande Récession et depuis : 66

Bibliographie 66

« Les transcriptions des réunions de 2006 [des gouverneurs du conseil de la Réserve Fédérale et des présidents des 19 banques régionales] ... Montrent clairement que certains esprits économiques pré-éminents de la nation n'ont pas bien compris les mécanismes de base de l'économie dont ils avaient la charge. Le problème n'était pas un manque d'information; il résidait dans un manque de compréhension, né en partie de leur profonde confiance dans les modèles de prévision économiques supposées avérées, et qui étaient en réalité brisées ».

New York Times (13 Janvier 2012); p. A3.

Chapitre 1 Introduction

Le monde fait face à des bouleversements pénibles dont les aspects sont politiques, militaires, écologiques, culturels et même spirituels. De toute évidence, cela inclut également une crise économique profonde qui s'ajoutera à tous les autres problèmes. Il nous faut comprendre la nature de la crise économique si nous espérons y faire face.

Parmi les théories économiques, les deux écoles principales sont bourgeoises, dans le sens où elles se positionnent en faveur du capitalisme. Tant l'école conservatrice et monétariste du libre-marché débridé que l'école libérale/sociale démocrate Keynésienne, existent pour justifier le capitalisme et conseiller les gestionnaires de l'économie capitaliste.

La seule théorie économique alternative est celle développée par Karl Marx. Sa théorie a été pensée pour amener la classe ouvrière à comprendre le système capitaliste dans le but d'y mettre fin (une des raisons pour lesquelles il a nommé sa théorie « critique de l'économie politique »). D'autres radicaux, en particulier les anarchistes, ont développé certaines idées relatives à l'économie, comme, par exemple, la forme que prendrait une économie post-capitaliste. Mais personne, à l'exception de Marx, n'a développé d'analyse générale sur le fonctionnement du capitalisme en tant que système économique. Je me suis donc concentré sur ses travaux, bien que je sois un anarchiste et pas un marxiste (ni un économiste, d'ailleurs). Je veux dire par là que je n'accepte pas la vision du monde développée par Karl Marx et Friedrich Engels, bien que je sois en grande partie en accord avec celle-ci.

Je ne revendique aucune originalité. Tout au plus, là où il existe des interprétations différentes de la théorie de Marx, je pourrais adopter une position minoritaire. Mais je me concentre sur la théorie de Marx, telle qu'exprimée dans les trois volumes principaux du Capital, des Grundrisse, et quelques autres écrits, ainsi que ceux de son proche collaborateur et camarade, Friedrich Engels.

Par ailleurs, je ne m'attarderai pas sur les théories « marxistes », ce qui inclut les commentateurs postérieurs de Marx, qui, dans certains cas, sont en désaccord avec divers points fondamentaux de l'opinion de Marx. Par exemple, de nombreux soi-disant économistes politiques marxistes rejettent la théorie de la valeur de Marx. Plus encore rejettent sa notion de baisse tendancielle des taux de profit. Beaucoup rejettent la possibilité d'un capitalisme d'Etat. La plupart sont de facto partisans du capitalisme d'Etat ! (La plupart des marxistes démocratiques/réformistes appellent à ce que l'État intervienne dans l'économie afin de renflouer le capitalisme. La plupart des marxistes révolutionnaires cherchent à renverser l'État existant pour le remplacer par un nouvel État qui remplacerait la bourgeoisie par la propriété d'État – tout en préservant la relation entre le capital et le travail). Tout au plus, je devrai aborder quelques marxistes postérieurs à Marx, lorsque j'aborderai l'impérialisme et l'ère de du capitalisme décadent.

Il y eu plusieurs versions des introductions à l'économie marxiste, à commencer par celles écrites par Marx lui-même, comme Salaires, Prix et Profits et Travail salarié et Capital, sans compter la vaste quantité d'œuvres plus sophistiquées sur le sujet. Mais celles écrites par des anarchistes, pour des anarchistes et d'autres socialistes libertaires, sont très rares. Je pense qu'elles seraient utiles aujourd'hui.

Les anarchistes peuvent-ils apprendre de Marx?

Pour commencer, comment les anarchistes peuvent-ils apprendre quoi que ce soit des marxistes ? La première Internationale fut déchirée par une lutte intestine entre les disciples de Marx et ceux de Michael Bakounine, le fondateur du mouvement anarchiste. La deuxième Internationale (socialiste) a refusé les anarchistes. Dans la foulée de la révolution Russe, le régime de Lénine et Trotsky a fait arrêter et fusiller les anarchistes. Durant la révolution Espagnole des années 1930, les staliniens ont trahi et assassiné les anarchistes. Plus généralement, le mouvement marxiste a mené, dans un premier temps, au réformisme social-démocrate et à l'appui de l'impérialisme occidental, puis, dans un second temps, au capitalisme d'Etat totalitaire et génocidaire (incorrectement appelé « Communisme »). En fin de compte, après l'effondrement, ce fut le retour au capitalisme traditionnel.

Pourtant, le marxisme et l'anarchisme ont tous deux émergé des mouvements ouvriers et socialistes du 19^{ème} siècle. Tous deux avaient les mêmes objectifs : fin du capitalisme, des classes, de l'État et de toutes les oppressions. Tous deux se sont concentrés sur la classe ouvrière comme agent de changement, alliée aux autres opprimés dans la population.

Les anarchistes ont cependant rejeté les concepts d'État de transition (la « dictature du prolétariat »), d'économie post-capitaliste nationalisée et centralisée, de stratégie de construction de partis politiques ainsi que la tendance au déterminisme téléologique. Au contraire, les anarchistes ont cherché à remplacer l'État par des fédérations non-étatiques de conseils ouvriers et d'assemblées communautaires, à remplacer la police et l'armée par l'organisation démocratique d'un peuple armé (une milice), et à remplacer le capitalisme par des fédérations de lieux de travail, d'industries et de communes autogérées et planifiées démocratiquement par le bas.

Mais beaucoup d'anarchistes, à commencer par Bakounine, ont exprimé leur appréciation pour la théorie économique de Marx. On observe cela encore aujourd'hui. Ceux-ci croyaient qu'on pouvait la disloquer de la stratégie politique de Marx. Par exemple, Cindy Milstein, une anarchiste américaine influente, écrivait dans *Anarchism and its Aspirations*, « Plus que tout autre, Karl Marx a saisi le caractère essentiel de ce qui est devenu une structure sociale hégémonique – articulé de manière particulièrement convaincante dans *Le Capital*... » (2010, p. 21).

Des radicaux ont soutenu qu'il y avait deux pans du marxisme (c'est-à-dire, du marxisme de Marx) – et je suis d'accord. L'un des pans était libertaire, démocratique, humaniste et prolétaire, et l'autre était autoritaire, étatique et bureaucratique ; L'un des pans était scientifique et l'autre déterministe et scientiste (pseudo-scientifique). De ce point de vue, les staliniens totalitaires ont utilisé les deux penchants du marxisme de Marx, pas seulement l'aspect centralisateur et autoritaire, mais aussi l'aspect positif, libertaire et humaniste, afin de peindre un portrait attrayant de leur réalité monstrueuse. C'est ainsi qu'ils ont trompé des millions d'ouvriers et de paysans, rassemblés dans des mouvements de masse, qui croyaient se battre pour un monde meilleur.

Mais cela signifie-t-il nécessairement que les socialistes libertaires devraient rejeter toute l'œuvre de Marx, en y incluant les aspects positifs ? Quelle est l'alternative ? Si nous rejetons le système de Marx, nous en sommes essentiellement réduits aux théories de l'économie bourgeoise, à la rationalisation d'un système social qui a aussi une histoire sanglante, de souffrance de masse, de tyrannie (incluant l'oppression raciale et le génocide Nazi) et deux guerres mondiales. Ce n'est pas un record supérieur comparé au marxisme.

Il a longtemps existé une tendance minoritaire au sein du marxisme, basée sur ses aspects humanistes et libertaires-démocratiques. Cela remonte à William Morris, qui a travaillé avec Engels alors qu'il était ami avec Pierre Kropotkine et se poursuit aujourd'hui avec les marxistes « autonomes ». La version de l'économie marxiste que j'ai apprise est fortement influencée par la tendance « John-Forrest » (C.L.R. James et Raya Dunayeskaya) et par Paul Mattick (des communistes de conseils).

Je n'affirme par ici que, contrairement aux marxistes-léninistes autoritaires, ces marxistes libertaires étaient « justes » dans leur interprétation de Marx. Je ne fais que souligner qu'objectivement, il est possible de combiner une partie de l'économie marxiste avec une politique qui est essentiellement identique à l'anarchisme. J'en suis venu à la conclusion qu'il était donc possible pour les anarchistes d'apprendre de la critique de l'économie politique de Marx.

Marx était-il un plagiaire ?

Voilà une autre plainte soulevée par les anarchistes au sujet de l'économie politique de Marx. Certains dénoncent Marx parce qu'il n'aurait pas inventé sa propre théorie mais l'aurait apprise d'autres intellectuels, incluant Pierre-Joseph Proudhon, celui qui fut le premier à s'identifier comme « anarchiste ». Ils dénoncent Marx comme un plagiaire.

Marx a, sans nul doute, étudié minutieusement les penseurs qui l'ont précédé, incluant des économistes politiques bourgeois et des auteurs socialistes. Ses écrits, publiés ou non, se lisent souvent comme des dialogues entre lui-même et des économistes qui l'ont précédé (par exemple,

Théories sur la plus-value, le « quatrième volume » du Capital). C'est un autre aspect du sens qu'il voulait donner à sa « critique de l'économie politique ». Tout en affirmant les dépasser, il n'a jamais nié qu'il se basait sur les penseurs qui l'ont précédé. Il respectait certains économistes politiques (en particulier ceux de la ligne d'Adam Smith et David Ricardo). Il en méprisait d'autres (les purs apologistes qu'il surnommait les « pugilistes »).

Lorsque Marx et Engels ont lu Proudhon, puis l'ont rencontré en France, ils ont été impressionnés. En tant que modeste artisan ouvrier, Proudhon avait développé une critique du capitalisme et un concept du socialisme. Les deux jeunes radicaux, issus de la classe moyenne, ont appris de lui. Dans La Sainte famille (le premier livre vraiment « marxiste »), Marx et Engels ont commenté l'œuvre de 1840 de Proudhon, Qu'est-ce que la propriété? :

« Et voici Proudhon qui soumet la propriété privée, base de l'économie politique, à un examen critique, au premier examen catégorique, aussi impitoyable que scientifique: C'est là le grand progrès scientifique qu'il a réalisé, un progrès qui révolutionne l'économie politique et rend pour la première fois possible une véritable science de l'économie politique. »

(http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/sainte_famille/sainte_famille.pdf).

Plus tard, Marx et Engels sont devenus des opposants politiques et théoriques de Proudhon. Marx a attaqué ses points de vue dans Misère de la philosophie et Engels dans La question du logement. Je n'entrerai pas dans les questions théoriques soulevées ici; je pense que Marx et Engels ont appris de Proudhon puis l'ont dépassé de certaines façons. Bakounine a dit, au sujet des théories de Proudhon,

« Dans l'impitoyable critique qu'il [Marx] en a faite il y a sans aucun doute beaucoup de vrai : malgré tous ses efforts pour se placer sur un terrain solide, Proudhon est resté un idéaliste et un métaphysicien. Son point de départ est la notion abstraite du droit ; il va du droit au fait économique, tandis que M. Marx, contrairement à lui, a énoncé et démontré l'incontestable vérité, confirmée par toute l'histoire ancienne et moderne de la société humaine, des nations et des États, que le fait économique a toujours précédé, et continue de précéder le droit politique et juridique. Un des principaux mérites scientifiques de M. Marx est d'avoir énoncé et démontré cette vérité. »

(http://www.theyliewedie.org/ressources/biblio/fr/Joyeux_Maurice_-_Bakounine_en_France.htm).

À part la théorie économique immédiate, Proudhon s'opposait aux syndicats, aux grèves, sans compter à la révolution de la classe ouvrière. Mais, Proudhon avait développé le concept d'un socialisme décentralisé et fédératif, ce qui était contraire au centralisme étatique de Marx. Ce concept a été important dans le développement de l'anarchisme révolutionnaire.

Dans tous les cas, toute cette discussion est futile. La question clé devrait être de savoir si oui ou non la théorie économique de Marx est une bonne théorie, utile pour comprendre l'économie capitaliste et utile pour le développement d'une réponse politique à celle-ci. Le fait que Marx ait appris des autres, ou à quel degré, n'a pas d'importance. S'il a retiré de bonnes idées de Proudhon, alors tant mieux pour lui.

Critique de l'économie politique ?

Il existe des polémiques quant au fait de savoir s'il faut se référer à « l'économie de Marx », « l'économie politique de Marx » ou « la critique de l'économie politique de Marx ». Concernant la première expression, Marx a effectivement traité de la production et de la distribution de biens et d'autres sujets qui sont des questions typiques abordées dans les textes sur « l'économie ». En même temps, ses motivations et objectifs étaient totalement différents de ceux des économistes bourgeois : son but n'était pas d'améliorer le fonctionnement du système, mais de le renverser. Quant à « l'économie politique », c'est un terme pris d'Aristote, qui distinguait entre « l'économie domestique » (du foyer et de la ferme) et « l'économie politique » (de polis — de la communauté en général). Les premiers économistes bourgeois ont récupéré le terme. Ils ont connecté leur analyse de l'économie avec le rôle des classes et de l'État. Les radicaux contemporains aiment utiliser ce terme

pour souligner qu'ils intègrent la production et la consommation avec le rôle de l'État et de la totalité sociale. Cependant Marx lui-même utilisait généralement « économie politique » comme synonyme d'économie bourgeoise.

Marx a préféré utiliser la phrase « critique de l'économie politique ». Ce fut le titre ou le sous-titre de plusieurs de ses livres (incluant *Le Capital*). Le mot « critique » signifiait « une analyse critique », c'est-à-dire l'examen des aspects positifs et négatifs de quelque chose, en tenant compte de leurs interactions. Bien qu'il en respectait quelques-uns pour leurs intuitions, il était l'ennemi des économistes politiques. Il était l'opposant du système qu'il examinait et exposait. Aujourd'hui, certains marxistes préfèrent dire qu'ils développent la « critique de l'économie politique ». Mais il s'agit peut-être d'une expression un peu longue et embarrassante.

J'ai utilisé les trois termes. Mais il est essentiel de garder en tête que ce que nous entamons est une attaque contre la théorie économique bourgeoise et contre l'économie capitaliste. De façon bien réelle, tout *Le Capital* de Marx était une justification de ce qu'il a écrit dans la conclusion du Manifeste pour le parti communiste : « Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! », et de ce qu'il a écrit comme première « règle » de la Première Internationale : « L'émancipation des classes ouvrières doit être conquise par les classes ouvrières elles-mêmes ».

Chapitre 2: La théorie de la valeur travail

La méthode de Marx

Avant d'affronter la théorie de Marx, il est important de parler de sa méthode. Je ne vais pas discuter du « matérialisme dialectique ». Au lieu de cela, je vais commencer par la croyance de Marx, selon laquelle ce que nous percevons de manière empirique, avec nos sens, n'est seulement que la surface de la réalité. Sur la terre ferme, le soleil semble vraiment se déplacer dans le ciel de d'Est en Ouest, et nous guider, à juste titre, quand nous voyageons, pour la plupart des distances – mais la réalité est plus complexe.

Quand je touche le haut d'une table, elle semble dure et solide, et elle l'est réellement (elle résiste à la pression de ma main). Mais il est également vrai que la table est principalement un espace vide composé de particules subatomiques tourbillonnantes. C'est donc aussi vrai concernant la société. Il y a une surface et une profondeur sous la surface. Toutes deux constituent des parties valides de la réalité.

Comment pouvons-nous déterminer, scientifiquement, ce qui se trouve derrière la surface d'évidence ? Nous ne pouvons pas faire de l'économie dans un laboratoire, et nous ne pouvons faire des expériences contrôlées (pas éthiquement, de toute façon). La méthode de Marx est *l'abstraction*. Mentalement, il fait abstraction (fait ressortir) les aspects de l'ensemble des formes apparentes (*gestalt*), tout en ignorant temporairement d'autres aspects de la réalité complexe. Le champ même de l'économie est une abstraction, car il sépare (dans nos esprits) des processus de production et de consommation d'autres processus sociaux, tels que l'art et la culture.

En utilisant des abstractions, il a construit les schémas mentaux de l'économie. Il a par exemple postulé une société uniquement composée d'une classe capitaliste industrielle et d'une classe ouvrière moderne, mais sans propriétaires, ni paysans, ni capitalistes marchands, ni banquiers, ni classes moyennes, etc. La création d'un tel modèle (d'un capitalisme qui n'existe pas et n'existera jamais), lui permet d'explorer son fonctionnement. Il l'a amputé et a observé la manière dont les choses se passaient. Peu à peu, il a ajouté de plus en plus d'aspects de la société réelle à ses modèles (comme les autres classes sociales). Avec un peu de chance, cela donne un aperçu de la façon dont la véritable société, complexe, désordonnée, fonctionne dans son ensemble. C'est cette abstraction qui a permis à la critique de l'économie développée par Marx de rester pertinente, après un siècle et demi. Le capitalisme survit encore et sa structure de base est toujours opérante.

Marx cherchait les aspects sous-jacents, récurrents, des modèles de comportement de masse qui sont appelés « lois économiques ». Mais ces lois n'apparaissent jamais à l'état pur dans la société actuelle, étant perturbées, médiatisées, contrées par d'autres forces. Elles apparaissent sur le long terme, dans l'ensemble, et sous une forme modifiée. Je vais vous le montrer en examinant la « loi de la valeur » et la « baisse tendancielle du taux de profit ». Par conséquent, Marx explique à plusieurs reprises que les « lois » économiques sont plus correctement considérées comme des « tendances ». Pour comprendre comment elles fonctionnent vraiment, chaque situation doit être analysée dans sa concrétude.

Trois facteurs ?

Dans l'économie bourgeoise, la production (comme dans chaque système économique) nécessite trois « facteurs ». Ce sont les terres (et pas seulement le sol, mais toutes les ressources naturelles), le travail (les personnes), et le capital (ici des outils, des machines, bâtiments, etc. sens). Chaque facteur doit être rémunéré : aujourd'hui cela signifie louer des terres, verser des salaires pour le travail, et des intérêts pour le capital. Lorsque ces trois facteurs contribuent à la production et sont tous rémunérés, il n'y a soi-disant pas d'exploitation.

Pourtant, si ce modèle à trois facteurs est appliqué à toutes les sociétés, il doit être interrogé concernant la féodalité, l'esclavage classique, et quel que soit le type de société qui existait dans la Chine ancienne. Toutes étaient des sociétés d'exploitation. Une minorité de personnes vivait sur le travail de la majorité. Une quantité minimale de travail de la population servait à se nourrir et à se vêtir et la plus grande part de leur travail était destinée à soutenir les classes dirigeantes.

Marx a affirmé que c'était également vrai pour la classe ouvrière moderne, le « prolétariat » (un terme de la Rome antique, où il signifiait « ceux qui [ne font rien d'autre que de se] reproduire »). Le capitalisme apparaissait, en surface, comme une société fondée sur l'égalité, mais Marx a cherché à démontrer (par sa critique) qu'il s'agissait tout autant d'un système d'exploitation que ne l'était l'esclavage – que la classe capitaliste vivait aussi sur la base du surtravail des travailleurs.

Aliénation et Fétichisme

Le concept d'*aliénation* (l'aliénation) était fondamental pour les visées de Marx. Comme il l'a constaté, c'était notre capacité à produire, à créer ce que nous devons pour sortir de l'environnement, à l'aide de notre travail physique et mental, qui a rendu les gens humains. Mais sous le capitalisme, en particulier, les travailleurs sont forcés de travailler, non pas pour eux-mêmes, mais pour quelqu'un d'autre, en réalité pour *quelque chose* d'autre, à savoir le capital. Plus ils travaillent dur, plus le capital qui les régit, les draine de leur énergie, et augmente son pouvoir, en raison de leurs efforts, devient fort et riche. Il s'agit là du travail aliéné. Toutes les institutions de la société sont aliénées, les pouvoirs règnent sur la classe ouvrière en raison de ce que la classe ouvrière leur a donné. Les gens sont réifiés (chosifiés) alors que les choses sont considérées comme vivantes.

Ce phénomène est similaire à « l'identification projective » (une forme de psychologie sociale de l'aliénation). Les gens se sentent vides, creux, et faibles. Ils projettent leur véritable force intérieure dans un symbole ou une institution : le drapeau, le leader, une nation, une équipe de football, ou leur version de Dieu. En s'identifiant (ralliant) cette image, ils peuvent accéder de nouveau à leur force et se sentir à nouveau réunis, pendant un certain temps.

Les fans se sentent bien quand « leur équipe » gagne, tristes quand elle perd. Les travailleurs américains patriotiques, souffrant dans leur vie quotidienne, applaudissent eux-mêmes par le chant en groupe, « USA ! USA ! Nous sommes numéro un ! ». Les personnes religieuses se sentent bien quand elles se rapportent à leur version de Dieu, peut-être en opposition au Dieu d'autres personnes. Les gens à la base de la société se tournent vers les dirigeants (sur la gauche ou sur la droite) qui prétendent être en mesure d'arranger les choses pour eux. L'identification projective peut être inoffensive (quand on applaudit une équipe de sport) ou vicieuse (lorsque l'on adore un dirigeant comme Hitler).

En 1905, le grand socialiste américain Eugene V. Debs, résumait le problème de ce culte aliéné des dirigeants : « trop longtemps, les travailleurs du monde entier ont attendu certains Moïses pour les faire sortir de la servitude. Je ne voudrais pas vous en faire sortir même si je le pouvais ; car si vous pouviez y être amenés, vous pourriez y être ramenés à nouveau. Je voudrais vous amener à décider qu'il n'y a rien que vous ne pouvez pas faire vous-mêmes ». Cette réflexion est similaire à la formule de Marx, selon laquelle « L'émancipation de la classe ouvrière doit être gagnée par les travailleurs eux-mêmes ».

En mettant l'accent sur l'économie politique, Marx a discuté du « fétichisme » de la marchandise. Les personnes de l'antiquité adoraient des idoles et des objets spéciaux (fétiches), les considérant comme des personnalités véritables et puissantes. Tout comme d'ailleurs les gens dans la société bourgeoise traitent les objets comme si ils étaient en vie et puissants. Ils traitent les marchandises comme des agents actifs qu'ils s'échangent entre eux. Ils traitent la « terre » et le « capital » comme des êtres subjectifs qui interagissent avec le « travail ». La critique de Marx perçoit, au-delà de l'aliénation, la réalité de ce que sont les gens qui sont en interaction les uns avec les autres, par leur utilisation de machines et d'objets, et non l'inverse.

La nature de la valeur

Les marchandises – objets produits pour la vente – ont deux aspects. Chaque produit est un objet spécifique. Il a sa propre utilisation, comme une balle de baseball ou un marteau, ou quoi que ce soit d'autre, et il a été fabriqué d'une manière spécifique avec des machines spécifiques et un processus de travail spécifique. Mais chaque marchandise vaut aussi une certaine somme d'argent. Ces nombres peuvent être rattachés à chaque objet, ne se référant pas à son poids, par exemple, mais à sa valeur : 1 \$, 10 \$, ou 1 million de dollars. Pour inventer un mot, chaque marchandise est de l'argent-fiable. C'est un fait important, parce que la gestion d'une entreprise capitaliste ne se soucie pas vraiment de l'utilisation (« valeur d'usage » ou « utilité ») qui est faite des marchandises qu'ils fabriquent. Elles ne vont pas jouer avec les balles de baseball ou construire des choses avec les marteaux qu'elles produisent. Elles ne se soucient que du fait que quelqu'un d'autre trouve la balle de baseball ou un marteau utile, et soit ainsi prêt à l'acheter. Mais, pour eux-mêmes, les capitalistes veulent seulement de l'argent. Ils produisent des balles de baseball et des marteaux afin de se retrouver avec plus d'argent que la somme avec laquelle ils ont commencés, quand ils ont embauché des travailleurs, acheté des machines et des matières premières. Autrement dit, ils cherchent à étendre la valeur totale qu'ils possèdent, non pas pour augmenter la part des biens utiles dans la société. Voilà pourquoi les capitalistes sont prêts à tuer les dernières baleines. Quand ils auront fini, ils pourraient utiliser leurs profits pour investir dans quelque chose d'autre, permettant de faire plus d'argent, par exemple couper des séquoias.

Quelle est donc cette valeur commune à toutes les marchandises, ce qui les rend capables d'avoir une valeur monétaire (un prix) ? *Elles contiennent quelque chose qui n'est pas de l'argent en soi, mais qui peut être exprimé en argent.* Certains prétendent que le prix correspond à l'utilité générale (valeur d'usage). Mais l'air est la substance environnante la plus utile, et ça n'a pas de prix. Des théories ont été développées pour contourner ce problème, mélangeant l'utilitaire avec la rareté et la satiété (la théorie de l'« utilité marginale »). Mais la valeur d'usage d'un objet (en dehors de l'air) est très subjective. Même en ce qui concerne la nourriture et la boisson, ce que tout le monde doit avoir, les goûts des gens varient énormément. Comment une société peut-elle alors développer un ensemble unifié de prix pour tous les objets ? Et, je le répète, les producteurs capitalistes ne sont pas vraiment intéressés par l'utilité de leurs produits, une fois qu'ils savent que quelqu'un d'autre en veut.

La rareté et l'utilité peuvent faire une différence à court terme. Il y a quelques années, s'exprimait un désir de masse soudain pour un jouet particulier pour des cadeaux de Noël : la poupée Tickle-Me Elmo. Malheureusement, les producteurs n'en avaient pas fait assez pour le marché. Le prix a donc grimpé. Mais au fil du temps, les producteurs ont constaté que quelque chose était recherché et il n'y en avait pas en assez grande quantité. Ils ont donc élargi la production des poupées jusqu'à ce que la demande corresponde (ou aille au-delà). Autrement dit, la tendance de la production capitaliste, au fil du temps, est de faire correspondre l'offre à la demande, de surmonter la pénurie.

Bien sûr, certaines choses restent rares, peu importe combien d'argent on est prêt à dépenser. Il n'y aura pas plus de Rembrandt (bien que la pression du marché inspire les faussaires). Les peintures ne sont pas une partie importante de l'économie, mais d'autres choses peuvent l'être. Je discuterai des monopoles plus tard (à la fois naturels – comme dans les Rembrandt – et artificiels – comme dans les diamants, qui sont délibérément soumis à la rareté). Le problème devient grave lorsque les ressources naturelles non renouvelables sont traitées par l'économie capitaliste comme si elles étaient des marchandises qui pourraient être produites, au besoin, en quantités plus importantes (comme des baleines ou de l'huile). C'est la façon dont fonctionne le capitalisme.

Marx expliquait que ce que les marchandises ont en commun est le travail. Des personnes travaillaient pour les produire. Les marchandises pouvaient être considérées comme des versions condensées du travail qu'elles contiennent. Il ne s'agit pas là de l'ensemble de son analyse de la valeur et des prix, mais simplement de son point de départ.

Marx n'a pas développé un argumentaire élaboré pour sa théorie de la valeur-travail ou pour la « loi de la valeur » (le fait que les marchandises à échanger ont des valeurs égales en raison des quantités égales de temps de travail qu'elles contiennent). À cette époque, il n'avait pas à le faire. Dans les notes qu'il avait déjà lu, presque chaque économiste développait une version d'une théorie de la valeur-travail. Il a construit sur ces bases, en y apportant des modifications importantes. À l'époque, contrairement à notre présent automatisé, le rapport du travail humain à des outils et des machines était lourd du côté de la main-d'œuvre. Il semblait intuitivement évident que le travail était ce qui créait

de la richesse. Et les théories de la centralité du travail humain dans la production de valeur ont été utilisées par la bourgeoisie pour attaquer leurs ennemis, l'aristocratie des propriétaires, comme étant des parasites inutiles.

Finalement, les capitalistes se sont établis en tant que classe dirigeante et la théorie de la valeur-travail avait été utilisée (par Marx et d'autres) pour les attaquer comme des parasites inutiles. (et le rapport des machines au travail s'est énormément élargi). Les économistes (bourgeois) professionnels ont donc abandonné la théorie de la valeur-travail, d'abord pour l'« utilité marginale ». Ensuite, la plupart l'ont abandonnée, développant toutes sortes de théories de la valeur. Ils se sont attachés au niveau du prix en surface et ont ignoré la question de la valeur sous-jacente. De toute façon, les hommes d'affaires n'ont jamais été intéressés par les théories de la valeur.

De la Valeur au Prix

La valeur, ensuite, est le fondement du prix monétaire. (Je me sers de « valeur » et « valeur d'échange » de façon interchangeable, bien qu'ils puissent être distingués, avec une valeur comme temps de travail pur, et la valeur d'échange en tant que valeur qui a aussi une valeur d'usage). Dans la détermination de la valeur d'une marchandise, ce qui compte pour le marché n'est pas combien de travail effectivement dépensé est contenue dans un objet spécifique, mais combien de *travail socialement nécessaire* est employé à cet effet. Le travail est principalement mesuré en temps, le temps qu'il faut pour faire quelque chose. Une usine avec des machines obsolètes dépensera plus de temps de travail pour faire une marchandise que ne le ferait une usine avec des machines mises à jour. Les marchandises fabriquées à l'ancienne manière, avec plus de travail, ne se vendront pas à des prix plus élevés (représentant plus de travail) que ceux réalisés à la manière moderne, avec moins de travail. Les clients ne pourront acheter des produits à un prix moins cher, et donc, les biens fabriqués à l'ancienne manière devront également être vendus à ce nouveau prix. La plupart des marchandises se vendront selon la moyenne de travail socialement nécessaire incorporée dans le produit moyen sur le marché. La main-d'œuvre supplémentaire utilisée par les anciennes méthodes de production sera gaspillé. En outre, si davantage de marchandises sont produites par rapport aux capacités du marché, le travail passé dans la fabrication des biens supplémentaires est également gaspillé et ne compte pas.

Il est observable, dans les faits, que les marchandises fabriquées avec de nouvelles méthodes, en utilisant moins de main-d'œuvre, ont tendance à être moins chères qu'avant. C'est parfois masqué par d'autres facteurs, tels que le monopole (temporaire) détenu par les producteurs les plus avancés (ce qui leur permet de faire grimper leurs prix), mais qui est finalement contré lorsque d'autres producteurs obtiennent la nouvelle machinerie. Aussi l'inflation générale soulève tous les prix. Les objets fabriqués avec les méthodes les plus récentes et les plus efficaces, tendent à faire augmenter le prix plus lentement que le taux d'inflation global.

Le travail contenu dans un produit a un double aspect. Le premier est le « travail concret » qui fabrique l'objet spécifique, avec ses usages spécifiques. L'autre est mieux connu sous l'appellation de « travail abstrait », une fraction du travail total utilisée dans l'ensemble de la société, qui se traduit par la valeur d'échange (exprimée en argent). Tout le travail a tendance à être transformé en travail abstrait par l'industrie capitaliste moderne, en tant qu'il déqualifie le travail individuel. Plus important encore, la tendance du capitalisme s'applique à chaque produit à fabriquer, non pas par un artisan sur un banc, mais par le travail d'un grand nombre de personnes, dans un sens, par la société tout entière. Il est impossible de vraiment dire exactement combien chaque travailleur ajoute à un produit qui a traversé toute une usine, à commencer par les matières premières qui avaient été travaillées par des masses d'autres travailleurs (un point soulevé par Kropotkine). Chaque produit représente réellement une fraction de la population totale des travailleurs collectifs de la société. Ce qui compte vraiment, pour les capitalistes, est la masse salariale de leur entreprise et le montant total de temps qu'il faut pour fabriquer leurs produits.

Lorsque les capitalistes industriels investissent dans ce qui est nécessaire pour produire des marchandises, par exemple, des balles de baseball, leurs achats peuvent être regroupés en deux catégories. La première est celle des matières premières, qui seront travaillées dans le produit final,

ainsi que les outils et les machines qui seront utilisés. Vient ensuite la force de travail des travailleurs qui sont embauchés pour fabriquer le produit.

La première catégorie (matériaux et machines) possède déjà une certaine valeur, car elle a déjà été réalisée par le travail. Lorsqu'elle est utilisée dans la production, elle transmet sa valeur aux nouvelles marchandises. La valeur du cuir ou d'un autre revêtement est entièrement transmise à la balle. 5 heures (ou 10 \$) de cuir devient une partie de la valeur de la balle. Ceci est également vrai pour l'essence qui est utilisée dans l'activation des machines ; elle transmet également de sa valeur totale aux balles. Machines et outils ne transmettent pas de leur valeur totale, car ils ne sont pas utilisés dans la fabrication de chaque balle de baseball. Mais ils sont partiellement usés (dépréciés) à chaque fois qu'ils sont utilisés, et cette valeur est transmise à la marchandise. (Les capitalistes vont ajouter un coût pour le prix des balles, pour créer un fonds destiné à l'achat de nouvelles machines, lorsque les anciennes seront usées). Cependant, cette traversée des valeurs ne crée pas de nouvelles valeurs, et ne peut certainement pas produire des profits. Par conséquent, cette partie de l'investissement est appelée « capital constant », car il ne crée pas de nouveaux capitaux. Le matériel et l'essence brute complètement utilisés sont appelés « capital constant circulant ». Les machines et outils, qui ne sont utilisés que lentement, sont appelés « capital constant fixe ».

Mais la force de travail des travailleurs est différente. Une fois engagé, le travail des ouvriers change les choses. Comme il transforme le cuir et le caoutchouc en balles de baseball, il ajoute de la valeur au produit, valeur qui n'a pas existé avant. Il jette les bases d'une production rentable. Par conséquent, il est appelé « capital variable ». La réunion du capital constant et du capital variable est appelé « coût de production ».

Une marchandise plus particulière

Avant d'aller plus loin dans la compréhension de la relation entre la valeur et le prix, je dois discuter de la marchandise inhabituelle qui est au cœur de la production capitaliste. Elle est le produit de la « force de travail », qui est la capacité du travailleur à travailler. Le « Travail » en tant que tel n'est pas une marchandise, car il s'agit d'un processus. Les travailleurs sont confrontés aux capitalistes qui achètent leur marchandise, leur capacité de travail, utilisent leurs mains et leurs muscles, leur cerveau et leurs nerfs, au service du capital. La force de travail est une marchandise inhabituelle de plusieurs manières. Elle est fixée, pour ainsi dire, à des êtres humains avec des esprits et des consciences, qu'ils doivent subordonner au processus de production. C'est seulement cela qui développe le travail humain, et c'est la seule façon de créer une nouvelle valeur.

Comment la valeur de cette marchandise est inhabituelle est-elle déterminée ? Suite à la loi de la valeur, sa valeur (exprimée en salaires) est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire qui va dans le produit. Les économistes classiques s'attendaient à ce que le capitalisme fasse baisser les salaires des travailleurs à un minimum biologique : quelle est la quantité nécessaire permettant de maintenir les travailleurs en vie et d'élever une nouvelle génération de travailleurs ? Ceci est le standard du niveau de prix minimal.

Marx a ajouté qu'il y a aussi des facteurs culturels, « moraux », que les capitalistes doivent prendre en considération. D'une part, l'industrie moderne requiert un niveau d'éducation et de culture qui était inutile quand le capitalisme a commencé. D'autre part, les personnes qui travaillent dans chaque société sont utilisées pour un certain niveau de nourriture, de vêtements, de logement, de soins médicaux, de culture et de divertissement. C'est basé sur l'histoire de leur pays, ce qui inclut les luttes passées pour se prévenir d'être rabaissés au minimum biologique.

Certains travailleurs sont beaucoup plus habiles que d'autres, c'est le cas généralement des travailleurs qui ont eu des années de formation. Cela comprend les travailleurs cols bleus qualifiés mais aussi de nombreux cols blancs « professionnels » qui, comme les autres travailleurs, travaillent collectivement pour les patrons qui leur donnent des ordres. Marx dit que l'économie traite la valeur de leur force de travail comme une valeur équivalente à plusieurs fois celle de la valeur générale de la force de travail non qualifiée, en raison de leurs années de formation. Leur travail correspond à une valeur multiple de travail des travailleurs non qualifiés. En tout cas, le marché du travail lisse toutes

les différences de salaires, les transformant en prix monétaires, en une partie des coûts globaux du travail de la société capitaliste.

Les capitalistes peuvent considérer le niveau de vie des travailleurs « trop élevé » (ce qui signifie trop coûteux en salaires et en taxes pour les services publics). Les capitalistes voudraient réduire le niveau de vie de la classe ouvrière, afin de redéfinir la valeur de la marchandise force de travail. Mais les patrons doivent être prudents, afin de ne pas provoquer la résistance des travailleurs, comme ce peut être le cas s'ils sont attaqués trop directement. Mais quand l'économie est frappée par une crise, la classe capitaliste peut sentir qu'il est nécessaire d'attaquer le niveau de vie de la classe ouvrière, c'est-à-dire, d'abaisser la valeur de la marchandise force de travail – s'ils le peuvent.

Cette attaque sur la valeur de la force de travail des travailleurs est en cours aux États-Unis et dans d'autres pays industrialisés depuis plusieurs décennies. Si elle ne peut pas être réalisée par des moyens pacifiques, « démocratiques », les capitalistes peuvent se tourner vers le fascisme pour attaquer le niveau de vie des travailleurs.

La liberté et l'égalité dans la société capitaliste

Contrairement aux travailleurs précédents, les travailleurs modernes sont « libres » de deux façons. D'abord, ils ne sont pas la propriété d'un maître ou d'un seigneur; ils ne sont pas esclaves. Ils sont aussi « libres » en ce qu'ils ne possèdent pas de terre comme les agriculteurs (ils ne sont pas la propriété de la terre comme l'étaient les serfs), pas plus qu'ils ne possèdent des magasins et des outils, comme c'était le cas pour les artisans de l'époque préindustrielle. Ils sont « libres » de refuser de travailler, mais dans ce cas, ils vont, ainsi que leurs familles, soit mourir de faim, ou, au moins, être entraîné vers le bas misérable de la société. Pour vivre, ils doivent vendre leur force de travail aux propriétaires des machines, des bâtiments et des outils. Ensuite, ils sont intégrés dans un processus collectif de travail qui ouvre la voie à de nouvelles formes de lutte et à une nouvelle forme possible de société.

En surface, sur le marché, les travailleurs libres répondent aux capitalistes comme égaux apparents. Les capitalistes vendent leurs marchandises vestimentaires ou autres pour les travailleurs, qui les achètent avec de l'argent. De même, les travailleurs vendent leur marchandise, la force de travail, pour les capitalistes, qui les paient en argent. Par conséquent les profits ne sont pas acquis par le « vol », mais par un échange apparent d'égalité. Tous sont égaux, comme nous pourrions nous y attendre de la démocratie bourgeoise où chaque citoyen est censé être égal à tous les autres, avec une voix dans les élections, indépendamment de la race, de la religion, du pays d'origine, ou du sexe. Cependant, cette égalité est seulement formelle. Comme Anatole France le disait en 1894, « *La loi, dans sa majestueuse égalité, interdit aux riches ainsi qu'aux pauvres de dormir sous les ponts, de mendier dans les rues, et de voler du pain* ».

Mais une fois que les travailleurs entrent dans le lieu de travail, même l'égalité formelle disparaît. Maintenant, les capitalistes (ou leurs gestionnaires) sont en charge, donnent des ordres, et les travailleurs sont subordonnés, suivant les ordres. Peu importe que les travailleurs puissent voter aux élections du gouvernement tous les deux ans, à l'intérieur du lieu de travail - pour l'essentiel de leur vie réelle – ils vivent sous le despotisme. Excepté pour quelques-uns grâce aux syndicats, ils n'ont aucun droit. Ils peuvent être licenciés pratiquement à tout moment pour une raison quelconque. (des milliers de travailleurs sont licenciés chaque année pour participation à une organisation syndicale, ce qui est illégal, mais difficile à prouver). Ici aussi, la critique de Marx de l'économie politique regarde, derrière la surface de l'égalité, la réalité du despotisme capitaliste.

De la plus-value au profit

Avant de poursuivre la relation du prix de la valeur sous-jacente, il est nécessaire de discuter de la nature de profit. D'où le profit vient-il ?

Du point de vue le plus commun, il vient du processus de vente. Chaque capitaliste essaie d'acheter les matériaux nécessaires à bas prix et de vendre les produits finis plus chers – à un taux plus élevé

que le marché ne peut le supporter. Les profits semblent donc provenir de la vente des marchandises au-dessus de leurs valeurs. Même si cela peut se produire pour les entreprises individuelles, il ne s'agit pas d'une explication pour toute la classe capitaliste. Pour chaque capitaliste qui vend un produit à un prix supérieur à la valeur, quelqu'un (un consommateur ou un autre capitaliste) perd de l'argent en payant un supplément à cet effet. Cela comprend le même capitaliste qui achète les matériaux nécessaires pour fabriquer ce produit final. *Tout le monde* ne peut pas vendre des marchandises à un niveau plus élevé que justifié. Les rapports entre les matières premières resteraient les mêmes. Le résultat serait l'inflation des prix, mais pas la création de profit. Le profit doit provenir du domaine de la production, pas de la circulation.

Une autre approche a été développée à la fois par les économistes bourgeois et les économistes radicaux non-marxistes. Leur réponse semble évidente : les profits viennent de l'expansion de la production. Il s'agit de combiner la terre, le travail, et les résultats en capital dans la production de plus de marchandises qu'il n'en existait précédemment. Ce « plus » est le profit.

Supposons que les travailleurs dans une usine produisent (arbitrairement) 100 balles de baseball en cinq heures, mais que de nouvelles machines leur permettent de produire 200 balles de baseball en cinq heures. Y-a-t-il création d'un profit de 100 balles de baseball supplémentaires (un taux de profit de 100%) ? Cela crée plus de valeurs d'usage en termes de plus de balles de baseball. Mais les propriétaires capitalistes ne s'intéressent pas à la création de choses plus utiles pour les gens. Ils veulent plus de valeur d'échange (sous la forme d'argent). Si deux fois plus de balles de baseball sont maintenant produites dans le même temps, chaque balle de baseball sera moins chère qu'avant, peut-être 50% moins chers. En ignorant les coûts de la matière première, alors que 100 balles de baseball demandaient une valeur de 5 heures de travail, 200 balles de baseball demandent une valeur de 5 heures de travail. Il y a plus d'utilité, mais pas plus de valeur d'échange, et donc pas de profit.

Pour Marx, le profit, comme les prix monétaires, est basé sur le temps de travail. Les travailleurs peinent pour un montant de temps convenu, disons 8 heures par jour. À un certain moment, ils ont produit des marchandises avec une valeur suffisante pour payer leurs salaires, soit l'équivalent de leur marchandise de force de travail. Après, disons, deux heures, ils ont produit assez de balles de baseball (ou quoi que ce soit d'autre) avec lesquelles, lorsqu'elles sont vendues, ils paieront la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation, et les besoins culturels de leurs familles. (Autrement dit, la valeur du produit qu'ils ont réalisés est égale à la valeur de leur marchandise force de travail). Mais ils ne cessent pas de travailler après deux heures. Ils continuent à travailler, avec une pause pour les repas, pendant 8 heures. Ces dernières heures ne sont pas rémunérés. Ce travail est effectué gratuitement, tout autant que des esclaves ou des serfs effectuaient un travail gratuit pour leurs seigneurs. La main-d'œuvre supplémentaire produit une valeur supplémentaire, décrite comme « plus-value » (en allemand de Marx, « Mehrwert »).

C'est de cette plus-value que les capitalistes déduisent les profits des entreprises industrielles, les profits des commerçants de détail, l'intérêt sur les prêts bancaires, le loyer foncier aux propriétaires fonciers, les frais de publicité, les taxes versées au gouvernement, etc. C'est de cette plus-value que provient le revenu de la classe capitaliste, qui doit être utilisé pour acheter des biens de luxe et surtout pour les réinvestir dans l'industrie – pour accroître le capital constant et variable pour le prochain cycle de production.

Il existe deux manières basiques à travers lesquelles les capitalistes peuvent augmenter la quantité de plus-value qu'ils pompent aux travailleurs. La première manière, appelé « plus-value absolue », est d'augmenter la longueur de la journée de travail. Puisque le travail nécessaire (ce qu'il est nécessaire de payer pour la valeur de la marchandise force de travail) reste le même, le montant de la plus-value va augmenter. Ce fut la méthode la plus utilisée au début du capitalisme industriel. Les travailleurs, y compris les enfants travailleurs, travaillaient 12 ou 14 heures, ou même plus, par jour. Le problème avec cette méthode est qu'elle tend à affaiblir physiquement la classe ouvrière, en les payant en effet moins que le minimum biologique. Cependant, cette méthode est encore utilisée, à travers les heures supplémentaires obligatoires, dans de nombreuses industries.

L'autre méthode produit de la « plus-value relative ». Sans abaisser le montant auquel les travailleurs sont payés, la quantité de temps qu'ils consacrent à la production de ce salaire équivalent est diminuée. Cela peut être fait par l'augmentation de la vitesse de la ligne d'assemblage, par des études

de temps et mouvements (taylorisme), par l'augmentation de la productivité grâce à de meilleures machines, ou par d'autres moyens. Il existe des limites aux deux méthodes. La limite basique est que la journée est limitée ; même Superman ne pourrait pas travailler plus de 24 heures dans une journée ! Les petits mortels atteindront leurs limites biologiques, par l'allongement des journées de travail ou l'augmentation des cadences, bien avant cela.

Par conséquent, la valeur d'un produit individuel est le coût du capital constant (précédemment créée par le travail, maintenant transféré au produit fini) + capital variable (nouvelle valeur créée par le travail et payée) + plus-value (nouvelle valeur créée par le travail, mais pas payé au travailleur). C'est aussi vrai pour la marchandise individuelle que pour la masse des marchandises (une balle de baseball ou des milliers de balles de baseball).

De la valeur au coût de production

Pendant, cette conception crée un problème. Le ratio d'exploitation est la plus-value rapportée au capital variable. Les capitalistes s'en soucient ; ils veulent obtenir des travailleurs autant de travail que possible. Mais ils sont davantage concernés par le rapport de la plus-value à leur investissement total, ce qui s'exprime par capital constant + capital variable. Ils ne se soucient pas, ils ne sont même pas au courant, du fait que seul le travail vivant (capital variable) peut créer de la valeur excédentaire.

Imaginez deux usines avec le même nombre de travailleurs, travaillant le même nombre d'heures, au même taux de rémunération (ce qui signifie qu'ils disposent du même taux d'exploitation, de plus-value rapportée au capital variable). Les deux usines produiront la même quantité de plus-value. Les propriétaires capitalistes obtiendront-ils les mêmes profits ? Pas nécessairement. Les deux usines produisent deux marchandises différentes, nécessitant différentes machines et matières premières. Par conséquent, chacun dispose d'un montant différent de capital constant (travail mort). Certains en ont beaucoup, d'autres en ont peu. Le « profit » est ainsi défini comme la plus-value en proportion de l'investissement total (coût de production, ce qui signifie capital constant + capital variable). Le capitaliste, avec la grande quantité de capital constant, disposera d'un profit total inférieur à celui de la moindre quantité de capital constant, même si le taux d'exploitation (de la plus-value rapportée au capital variable) reste le même.

Toutefois, ce n'est pas vrai. Les capitalistes industriels ne reçoivent pas de petits profits, car ils utilisent des machines plus efficaces et productives. S'ils le faisaient, ça ne paierait pas les capitalistes pour innover en investissant dans une machine meilleure et plus productive. L'économie stagnerait.

Marx résout ce dilemme de cette façon : la production industrielle, qui obtient des taux de profit élevés (en raison de plus-value supplémentaire produite ou pour toute autre raison) attire d'autres capitalistes. Ces nouveaux capitalistes investissent dans l'industrie rentable et accroissent la production de ces marchandises. Cette concurrence fait baisser les prix et donc les profits. Finalement, les profits ne sont plus particulièrement élevés ; ils s'alignent sur le niveau du taux de profit moyen. La même chose se produit, en sens inverse, dans les industries qui ont des taux de profit particulièrement faibles (en raison du besoin de grandes quantités de capital constant ou pour toute autre raison). Les capitalistes se retirent de ce secteur, ou vont tout simplement produire moins. Avec moins de matières premières disponibles sur le marché, le prix va monter et il en sera de même pour le taux de profit par article. Finalement, leur taux de profit sera également à peu près revenu au taux de profit moyen.

A la manière dont ça fonctionne, c'est comme si toute la plus-value produite était mise en commun et que chaque producteur capitaliste arrivait à se la partager, non pas en fonction de leur nombre de travailleurs, mais en fonction de leur montant de capital investi (capital variable + capital constant). Marx appelle cela le « communisme capitaliste ». Il y a un taux de profit moyen, qui est le rapport de la plus-value totale d'une société au total du capital investi par la société.

La valeur totale de la marchandise est reconceptualisée comme le « prix de production ». Il inclut le capital variable + le capital constant + *un profit moyen*. Les prix réels fluctuent en raison des multiples pressions de l'offre et de la demande sur le marché, mais ils fluctuent autour du prix de production. Les capitalistes ne vendront pas les marchandises moins chères que ce qu'elles coûtent à produire

(capital variable + capital constant) ni au-dessous du taux de profit moyen (au moins pas pour longtemps !). Et vendre au-dessus du taux moyen de profit conduit seulement les autres à concourir en vendant à des prix inférieurs.

Un autre facteur peut influencer les prix. C'est le monopole. Si une entreprise domine un secteur, pour une raison quelconque, ou si quelques entreprises le font, elles peuvent fixer des prix sans se soucier de leurs concurrents vendant à des prix inférieurs (dans les termes de l'économie bourgeoise, ils sont « faiseurs de prix » plutôt que « preneurs de prix »). Ils peuvent vendre au-dessus du taux de profit moyen, en prenant une part importante supplémentaire de la plus-value totale de la classe capitaliste. Il existe aussi des limites à cela. Je discuterai du monopole plus loin, dans un chapitre ultérieur.

Il s'agit, alors, d'une version simplifiée du concept de Marx, concernant la manière dont les valeurs arrivent à être exprimées en prix et dont la plus-value obtenue s'exprime en profits. Les économistes anti-marxistes se concentrent sur ce sujet comme s'il s'agissait d'un problème central. Ils appellent cela le « problème de la transformation », bien que Marx ne considère pas réellement les valeurs de temps de travail comme étant « transformées » en prix monétaires. Au contraire, il présente le prix et le temps de travail comme deux manières d'exprimer la valeur. Le « prix de production » est une reconfiguration des valeurs en temps de travail des marchandises, et non pas une abolition de leurs valeurs.

Comme il s'agit ici d'un texte d'introduction, je ne vais pas passer en revue les attaques contre la théorie de la valeur de Marx, et les réponses à celles-ci, développées par les marxistes (voir les références). Marx n'était pas vraiment intéressé par les prix spécifiques. Il n'était pas un « micro-économiste ». Il a conclu que le total des valeurs de toute la société, mesurée par le temps de travail socialement nécessaire, était égal au total des prix dans la société (un concept similaire au « produit intérieur brut »). Comme mentionné, il a jugé que le total de la plus-value était égal à la somme de tous les profits, et que cela pourrait être utilisé pour trouver le taux de profit moyen. Ce sont ses concepts clés.

Pour Marx, *l'essentiel, la définition, le concept* du capitalisme n'est pas la concurrence, la propriété privée, ni les stocks-et-obligations. *Il réside dans la relation capital/travail*. D'un côté, il y a le capital, la valeur auto-expansible, amenée (par les conflits de classe et par la concurrence) à se développer et à croître, pour accumuler toujours plus de valeur. (Si une entreprise ne se développe pas en permanence, elle finira par être battue par ses concurrents et fera faillite). Le capital est représenté par ses agents, la bourgeoisie et par leurs gestionnaires. De l'autre côté, il y a le prolétariat, ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur capacité de travail, à travers leurs muscles et leurs cerveaux. Ils vendent leur force de travail aux agents du capital, qui procèdent à pomper sur eux la plus-value, en les faisant travailler aussi dur que possible, tout en les payant aussi peu que possible (au niveau ou en dessous de la valeur de leur force de travail). Il s'agit là d'une relation ; sans capitalistes, il n'y a pas de prolétaires ; sans ces travailleurs modernes, il n'y a pas de capitalistes.

La monnaie

La valeur du cours, exprimée en prix, exige l'existence de la monnaie. La monnaie est à la fois une mesure de la valeur et une réserve de valeur. À l'origine, les humains utilisaient des choses de valeur pour monnaie : des bovins ou des ceintures de coquillages. Après une longue histoire, ils se sont installés sur l'or et l'argent. Ce sont des métaux rares qui sont découverts et déterrés par le travail. Ils avaient des valeurs d'usage originales en ce sens qu'ils étaient utilisés pour les décorations. Ils durent indéfiniment, sans rouiller. Ils sont facilement divisés en petites unités et facilement fusionnés de nouveau dans des grandes. Les petites unités peuvent représenter beaucoup de valeur. Puisque l'or et l'argent peuvent être falsifiés avec d'autres métaux, les gouvernements ont produit des pièces officielles, garanties dans le poids et le degré de pureté (puis les gouvernements ont commencé à tricher sur la valeur de leurs monnaies, ce qui a provoqué de l'inflation).

Dans les sociétés pré-capitalistes, la monnaie était marginale. La plupart des objets ont été réalisés en vue d'un usage familial ou ont été échangés avec les voisins. Seules quelques marchandises étaient vendues sur un marché. Mais sous le capitalisme, pour vivre, nous comptons sur l'acquisition de marchandises pour tout, pour tout le monde, partout dans le monde. Maintenant, la monnaie est un

intermédiaire essentiel, l'« équivalent universel », qui détient la totalité de la société unie dans un « lien de trésorerie ».

A mesure que le capitalisme se développait, il est devenu gênant pour les commerçants de trimballer de grandes quantités de métal. On a développé les banques, qui détenaient l'or. Elles fournissaient des billets de banque qui pouvaient être distribués et ensuite convertis en argent dur quand on le désirait. Ces notes étaient « aussi bonnes que l'or ». Aujourd'hui – en sautant une longue histoire – l'État émet de la monnaie fiduciaire, qui est, en fait, de la monnaie de papier non garantie. Elle n'est soutenue par rien d'autre que la confiance que des gens placent dans la santé de l'économie. Contrairement à l'or (ou aux bovins), elle ne dispose que d'une « valeur fictive », mais pas d'une valeur intrinsèque.

Quand la monnaie incarne une valeur réelle (les pièces d'or ou les billets de banque adossés à l'or), il y a parfois plus de monnaie disponible que nécessaire pour les besoins du marché, pour la circulation de la monnaie et des biens. Alors, la valeur de la monnaie retomberait à sa valeur minimale de temps de travail, tandis que le « surplus de monnaie » aurait tendance à tomber de la circulation dans les trésors privés ou collectifs. Mais maintenant, toutes autres choses étant égales par ailleurs, plus la monnaie fiduciaire est disponible en relation avec le même nombre (valeur) de marchandises, moins chaque unité (dollar, etc.) possède de « valeur ».

Chapitre 3: Cycles, récessions, et la baisse du taux de profit

Les économistes politiques classiques de l'époque de Marx, et leurs prédécesseurs, refusaient la fatalité des cycles économiques et de leurs culminations dans les krachs. Ils ont tenu le marché capitaliste pour un mécanisme si efficace qu'il était censé équilibrer ses entrées et ses sorties, la production et la consommation, l'achat et la vente, dans un processus qui fonctionne bien. Il pouvait y intervenir des dysharmonies momentanées, localisées, dans une industrie ou l'autre, mais pas de collisions d'ensemble. Lorsque les choses allaient mal, c'était due à des facteurs extra-économiques : le mauvais temps, les guerres, ou l'intervention du gouvernement dans le marché, ce qui était toujours une mauvaise idée.

Pourtant, depuis aussi longtemps que le capitalisme existe, il y a toujours eu des cycles. Il y eut des ralentissements entre le tiers et la moitié de l'histoire du capitalisme, du début du 19^{ème} siècle à la fin des années 30. (Ces replis ont été appelés « accidents » ou « panique » jusqu'à ce qu'un terme plus agréable ait été trouvé : « Dépressions ». Après les dix ans de la Grande Dépression des années 30, ils ont utilisé le terme, plus doux dans sa consonance, de « Récession »). Les économistes d'aujourd'hui n'en ont pas une grande compréhension théorique. Mais ils croient qu'avec l'utilisation de la manipulation monétaire gouvernementale, des modifications fiscales, et/ou des dépenses du gouvernement, il est possible de modifier les cycles, de minimiser leurs ralentissements dans l'insignifiance. Il est fort dommage que ça n'ait pas fonctionné aussi bien.

Les cycles vont de la reprise progressive à partir de la profondeur de la dernière récession, à une productivité accrue jusqu'à une nouvelle prospérité, au début d'une récession, et ensuite au krach suivant. Ensuite, ils recommencent.

En reconnaissant la réalité des cycles économiques répétées et des crises qui en résultent, Marx était très en avance sur son temps. Il n'a pas écrit une théorie complète du cycle d'affaires à un seul endroit, mais ses pensées à ce sujet sont apparentes, en particulier dans son analyse de l'accumulation du capital. Cependant l'absence, chez Marx, d'une déclaration complète et concentrée, a conduit les marxistes à proposer diverses théories des cycles et de leurs krachs.

Les théories marxistes des cycles et des krachs

Un des malentendus les plus répandus du cycle capitaliste est tenu par des gens qui ne connaissent pas bien l'économie marxiste. Il s'agit du « sous-consommationisme » dans sa forme la plus simple. Cette logique souligne que les travailleurs produisent plus qu'ils ne peuvent racheter. Par conséquent la production est supérieure à celle que le marché des consommateurs peut absorber. Les capitalistes ne peuvent pas vendre tous leurs marchandises, ce qui provoque prétendument l'effondrement du système.

Cependant, les travailleurs, toujours, en tout temps, produisent plus que ce qu'ils ne peuvent acheter en retour ! Leurs produits incarnent le capital variable + capital constant + résultat au taux moyen (de la plus-value). Les travailleurs ne peuvent acheter la valeur équivalente de la valeur de la variable, qui est égale à la somme de leurs salaires. Ils ne peuvent *jamais* racheter les valeurs constantes ou excédentaires. S'il s'agissait d'un problème, alors le capitalisme ne subirait pas simplement un ralentissement, il ne pourrait pas fonctionner du tout, pas même une seule minute. Heureusement, les valeurs constantes et excédentaires des marchandises trouvent des marchés, chez d'autres capitalistes. Ils se les vendent entre eux. Les capitalistes, qui produisent plus que ce qu'ils avaient avant (plus-value), peuvent vendre ce supplément à d'autres capitalistes. Ceux-ci ont également arraché de la plus-value à leurs travailleurs et possèdent donc plus de valeur que ce qu'ils avaient avant, avec laquelle ils peuvent acheter de nouvelles marchandises.

Les capitalistes qui produisent des machines et des matériaux pour la production (que Marx regroupe dans le « Département I ») vendent leurs produits à d'autres capitalistes, pour que ces derniers les

utilisent dans leurs lieux de travail (plutôt que d'employer plus de travailleurs pour utiliser les machines). Les capitalistes produisant des biens de consommation (ceux du « Département II ») utilisent leur équivalent de la valeur du capital constant pour acheter des machines, etc., pour remplacer les vieilles machines, et utilisent des équivalents de plus-value pour acheter de nouvelles machines, etc., afin de s'élargir. Les travailleurs des deux départements dépensent leurs salaires dans les biens de consommation (du Département II). Les capitalistes ne peuvent se développer en utilisant leur plus-value pour embaucher plus de travailleurs (qui peuvent maintenant acheter plus de biens de consommation). Les capitalistes et leurs familles achètent aussi des biens de consommation de luxe, une petite fraction des produits du Département II.

Bien sûr, cette expansion de la production et des ventes exigera une expansion de la monnaie. Dans les premiers jours du capitalisme, les propriétaires de mines d'or continueraient à produire plus d'or (il s'agissait d'embaucher plus de travailleurs pour extraire plus d'or). Ces jours-ci, le gouvernement travaille avec les banques pour faire sortir plus de monnaie de papier ou de crédit.

Un modèle plus sophistiqué du cycle est appelé « surproduction » (ou « suraccumulation ») : Dans leur désir de s'accroître, les capitalistes concurrents mettent plus d'argent dans le capital constant que dans le capital variable. Ils cherchent constamment à développer la productivité du travail, ce qui signifie plus de machines et de matériaux, et moins de travailleurs en proportion. (Autrement dit, le nombre de travailleurs peut augmenter, mais pas aussi vite que la quantité de machines.) En outre, les capitalistes sont amenés à augmenter la plus-value, qui exige maintenant la rémunération des travailleurs. Même en période de prospérité, lorsque les capitalistes sont (relativement) plus disposés à laisser les travailleurs augmenter leurs salaires (en raison des pénuries de main-d'œuvre ainsi que des niveaux élevés de profit), les patrons sont encore réticents à augmenter les salaires.

En conséquence, la production de biens de consommation (entre autres biens) tend à s'élargir plus et plus vite que ne le font les salaires des travailleurs. En d'autres termes, la production de marchandises de consommation se développe de plus en plus rapidement que le marché de la consommation. Et si les capitalistes producteurs de biens de consommation (Département II) ne peuvent pas vendre leurs biens, ils n'achèteront plus aux capitalistes producteurs de machines (Département I), qui, maintenant, ne pourront pas vendre leurs produits. Si les biens ne peuvent pas être vendus, alors leurs valeurs ne peuvent pas être « réalisées ». Au moins, jusqu'à la prochaine crise, lorsque les biens « excédentaires » seront soit vendus (souvent en dessous de la valeur) soit simplement détruits, et le cycle pourra recommencer.

Un autre point de vue incorpore cette hypothèse de surproduction. C'est celui que l'on nomme « disproportion ». Le système capitaliste est un système très complexe. Pour le travail, les différentes parties doivent correspondre avec les autres, non seulement la production des biens de consommation et le marché des consommateurs (surproduction), mais aussi chaque produit, doivent correspondre à ses besoins. Les matières premières, la production de machines, l'utilisation de machines, les bonnes quantités de tout, la bonne quantité d'argent pour les différents capitalistes pour acheter le bon produit à chaque étape de la production, les bons travailleurs dans les bonnes quantités avec les bonnes compétences et les bons salaires, le droit de distribution de marchandises, le bon montant du crédit, et ainsi de suite. Chaque produit est à la fois une valeur d'usage et une valeur, de sorte que chacun doit s'intégrer dans un processus complexe au bon moment et au bon endroit, même si il n'y a pas de plan global, juste un certain nombre d'entreprises capitalistes concurrentes. Alors que les économistes bourgeois parlent du marché comme d'un mécanisme qui fonctionne bien, en fait, il vacille de l'avant avec des mouvements syncopés-saccadés. *Bien sûr*, il produit des hauts et des bas, des prospérités et des récessions.

Bien qu'il y ait beaucoup de vérité dans la surproduction et les concepts de la disproportionnalité des cycles, comme tels, ils laissent de côté ce qui doit être au centre de toute analyse du capitalisme : la production de profit. C'est ce qui motive toute la production capitaliste, c'est tout le sujet principal, et cela fait toute la différence. Si la production de profit est très élevée, alors les capitalistes se développent, embauchent plus de travailleurs et sont (relativement) plus disposés à augmenter leurs salaires. Cela permettra d'élargir le marché des consommateurs. Pendant ce temps, dans le but de se développer, ils seront plus enclins à acheter du matériel et des machines aux autres capitalistes. Des profits plus élevés empêchent la suraccumulation (et la « sous-consommation »). De même, des profits plus élevés contrent les disparités. Ils graissent les rouages. Avec plus de profits, les choses

deviennent plus lisses et correspondent mieux. Inversement, une baisse des profits provoque l'effet inverse, en augmentant la « surproduction » et la disproportion. Il semble y avoir « trop » de certaines marchandises seulement parce qu'il y a « trop peu », à savoir, trop peu de plus-value.

La baisse tendancielle du taux de profit

Comme mentionné précédemment, chaque entreprise capitaliste cherche à augmenter ses profits en utilisant les technologies les plus modernes, les méthodes les plus productives. Cela signifie investir dans davantage de machines, et dans de meilleures machines, afin d'augmenter la productivité par personne de leurs travailleurs. Comme ils se développent, ils peuvent embaucher plus de travailleurs, mais ils achètent encore plus de machines et de matériaux destinés à passer à travers les machines.

En conséquence, les travailleurs de l'entreprise seront en mesure de produire plus de biens dans le même laps de temps, chaque bien devenant moins cher que la version des concurrents. Les propriétaires de l'usine seront en mesure d'inonder le marché avec leurs biens moins chers – bien qu'ils peuvent facturer une majoration plus élevée (un profit) que ne le font leurs concurrents. Ils vont gagner une plus grande part de marché et – ce qui est le point essentiel – un profit extra-large. (Par ces méthodes, leur plus grand investissement obtiendra une plus grande part de la valeur totale de l'excédent produit par toutes les entreprises capitalistes). Finalement, les concurrents vont les rattraper en installant également le nouveau type de machines. Ou les concurrents vont faire faillite. De toute façon, les initiateurs d'origine auront établi une nouvelle norme du niveau de productivité dans l'industrie.

L'usine, d'un point de vue individuel, fait un plus grand profit, mais en fait, elle contribue à produire une plus petite proportion de plus-value qu'avant. *Le profit n'est rien d'autre le travail non rémunéré des travailleurs.* Le but des machines est de déplacer la main-d'œuvre, d'utiliser moins de travail pour faire plus de choses. Les propriétaires d'usines peuvent s'accaparer plus de plus-value parce qu'ils embauchent plus de travailleurs, mais ils ont acheté encore plus de machines, de sorte que le ratio de la valeur de l'excédent à l'investissement total descend. Et quand l'ensemble de l'industrie adopte la nouvelle technologie, l'ensemble de l'industrie produira selon un rapport inférieur de plus-value.

Lorsque plus d'une économie a adopté une nouvelle technologie similaire, le ratio total de la plus-value aura diminué. Le montant total investi (incluant le capital constant) aura augmenté, mais le montant total de plus-value, pour toute la société, n'aura pas augmenté proportionnellement. La masse totale de plus-value peut avoir augmenté ou diminué, selon le nombre de travailleurs employés, mais son ratio du total investi n'aura pas augmenté. Ce qui veut dire que le taux de profit diminue. (Les économistes classiques avaient remarqué la baisse du taux de profit avant Marx, mais ils n'en ont pas donné une bonne explication).

Le rapport de base des machines et du matériel rapporté aux travailleurs est une « composition technique ». (On ne sait pas bien comment cela peut être mesuré. Peut-être en poids ?). Si elle est mesurée par la valeur du capital constant rapporté au capital variable (en fonction de combien coûte chaque composant, en argent ou en temps de travail), il s'agit de la « composition de valeur ». Mettez les deux ensemble et vous avez ce à quoi Marx se réfère (pour plusieurs raisons) en tant que « composition organique ». Plus il y a de machines, plus la composition organique – et plus le taux de profit réalisé, est bas.

Le fait est que l'augmentation de la part des machines dans la production entière fait diminuer la quantité de travail utilisée. Une productivité plus élevée exerce une pression sur le travail. Un bassin de travailleurs sans emploi est créé, un surplus de population, que Marx appelle « l'armée de réserve de main-d'œuvre ». Certains sont immédiatement disponibles pour travailler (les membres de l'armée « flottante » de réserve de main-d'œuvre). D'autres sont occupés ailleurs, mais peuvent être appelés si plus de travailleurs sont nécessaires (dénommée l'armée de réserve « latente »). Elle inclut les paysans pauvres et aussi des femmes au foyer. Les femmes peuvent être attirées (ou introduites de force) dans la population active quand il y a une pénurie de main-d'œuvre (surtout faiblement rémunérée). Mais elles peuvent toujours subir des pressions de retour dans les familles lorsqu'elles ne sont plus « nécessaires ». Ça a pour le moins été l'histoire jusqu'ici. Et certaines personnes sont tout

simplement enlisées dans la pauvreté et le chômage de longue durée : l'armée de réserve « stagnante ».

Les récessions comme forme de bonne santé

Le taux de profit affecte le cycle d'affaires. Comme l'économie se développe à nouveau, après la dernière récession, le taux de profit va d'abord vers le haut. Mais une fois que le cycle atteint son apogée, le taux descend. De nouvelles machines ont augmenté la composition organique du capital global, ce qui provoque le déclin du taux de profit. Pendant ce temps, les capitalistes ont été obligés d'augmenter le salaire d'au moins une partie de la classe ouvrière. Cela est dû à la pénurie croissante de travailleurs tandis que la production augmente, y compris les goulets d'étranglement causés par le manque de travailleurs qualifiés. Les travailleurs sont plus susceptibles de grèves pour de meilleurs salaires et conditions de travail, et les capitalistes sont plus disposés à céder. Ça réduit aussi le taux de profit.

Pour faire en sorte que les profits continuent d'arriver, les capitalistes empruntent de l'argent auprès des banques et s'en empruntent les uns les autres. Les dettes s'accumulent. Ils spéculent, investissent dans les régimes instables, et investissent dans des « bulles ». Cet investissement est rendu plus facile par la scission de l'économie entre les marchandises réelles, les usines, et d'autres choses qui ont été faites par des gens, et les morceaux de papier qui donnent la propriété des choses. La première est appelée par les économistes bourgeois l'« économie réelle » et elle comprend les biens et services qui incarnent la valeur. La seconde est appelée l'« économie de papier » ou l'« économie virtuelle ». Les certificats d'actions approvisionnent les capitalistes par des réclamations sur la plus-value. Ils sont achetés et vendus en relation étroite avec les lieux de travail réels et les processus de travail où la valeur est créée. Selon les termes de Marx, ce sont des « capitaux fictifs ».

Enfin, il se produit un accident. Et aussi une bonne chose. Les récessions sont essentielles pour la rentabilité de l'économie capitaliste. Les entreprises faibles, avec une technologie ancienne, vont faire faillite. Leur technologie sera soit mise au rebut ou rachetée à bas prix par des entreprises qui fonctionnent. Les machines, en général, seront dépréciées au cours de la récession. Il en sera de même pour la force de travail. Il y aura plus de chômeurs ; les travailleurs seront forcés d'accepter un salaire inférieur. Les biens « Sur-produits » seront vendus (ou détruits). Les dettes et les spéculations seront anéanties dans les faillites. Les entreprises les plus fortes vont acheter les ressources des plus faibles, créant de plus grandes sociétés. Tous ces facteurs ouvrent la voie à une économie plus rentable.

Et il y aura donc une nouvelle reprise, se déplaçant vers une nouvelle période de prospérité. L'effondrement lié à la crise était indispensable pour dégager du bois mort et préparer une nouvelle et plus grande reprise.

Contre-tendances à la baisse du taux de profit

Il existe des contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit. Le cycle d'affaires, en particulier le ralentissement, mobilise ces tendances contre-agissantes et restaure la rentabilité.

Il existe un certain nombre de contre-tendances. Par exemple, le taux de chiffre d'affaires, de l'investissement dans la vente de produits au réinvestissement, varie d'une industrie à une autre. En soi, cela peut provoquer une disproportion. Mais plus le chiffre d'affaires est rapide, plus le taux de profit est élevé.

L'impérialisme, sous ses diverses formes, augmente également les profits. Il apporte des matières premières à moindre coût et des profits plus élevés que ce qui peut être produit localement.

Les principales tendances contre-agissantes sont causées par la productivité très élargie qui (en raison de la composition organique du capital augmenté) provoque tout d'abord une chute du taux de profit. La productivité élargie rend les matières premières moins chères (elles ont moins de valeur). Si ce phénomène se généralise, alors le capital constant acheté par le capitaliste industriel (les

machines et les matériaux) devient moins cher. Indépendamment du fait que le capitaliste s'en sorte et achète les machines moins chères, celles que les capitalistes gardent perdront leur valeur, deviendront moins chères. Si le capitaliste fait les mêmes profits que précédemment, ceux-ci sont maintenant comparés aux coûts d'investissement moins cher, et donc du taux de profit augmente.

C'est encore plus vrai pour les autres coûts du capitaliste industriel, les salaires des travailleurs. Comme l'augmentation de la productivité en général, les biens que les travailleurs achètent, pour se maintenir et se reproduire eux-mêmes, deviennent moins cher. La nourriture, l'habillement, le logement, les loisirs et l'éducation, qui constituent le coût de la marchandise force de travail, tout coûte moins en travail à effectuer (coûte moins de valeur). Il est maintenant possible de baisser les salaires des travailleurs, ce qui permet pourtant de maintenir leur niveau de vie. La valeur d'usage des biens qu'ils gagnent reste la même tandis que la valeur de change de leur salaire descend. (Cette baisse de rémunération peut être faite directement par une amputation sur le salaire ou – de manière moins provocatrice pour les travailleurs – par l'inflation). Les valeurs d'usage que les travailleurs peuvent acheter restent les mêmes – ou même augmentent ! – tandis que la proportion qu'ils reçoivent de la valeur qu'ils produisent diminue. Les valeurs excédentaires augmentent donc, sans abaisser nécessairement le niveau de vie des travailleurs. (Cette tendance rend également difficile le fait de savoir si les travailleurs dans un pays plus industrialisé, avec un niveau de vie plus élevé, sont plus ou moins exploités que les travailleurs dans un pays plus pauvre).

En outre, les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus grandes, de plus en plus concentrées (voir ci-dessous). Cette concentration ne neutralise pas directement la chute du taux de profit. Mais elle produit de plus grandes quantités de plus-value en un seul endroit. C'est efficace pour contrer les effets immédiats de la baisse du taux. (D'autre part, les grandes entreprises obtiennent le surplus de capital nécessaire pour que l'on y investisse, qu'une baisse du taux de profit rend plus difficile à acquérir).

La tendance à la baisse du taux de profit est un facteur majeur dans le cycle d'affaires, derrière la disproportion et la surproduction. Historiquement, elle est contrée et située juste dans la phase de ralentissement du cycle, qui restaure le capitalisme à la rentabilité. Ainsi, le système vacille vers l'avant.

Est-ce à dire que le fait que les effets contre-agissants peuvent donc compenser la baisse du taux de profit sur le long terme, devient vide de sens ? Non, il est observable qu'au fil du temps, la composition organique du capital (y compris la composition en valeur) a augmentée, en dépit de tendances contre-agissantes. John Henry peut avoir utilisé un marteau, mais il a été battu par le forage de vapeur, qui a depuis été remplacé par l'équipement minier automatisé gigantesque. Les pelles ont été remplacées par des machines de terrassement grosses comme des maisons. Les fonderies d'acier par les usines presque automatisées. Les chevaux par des camions, des chemins de fer, et des avions. Le papier et les crayons par des ordinateurs. Certes, la différence de valeur entre une pioche et un engin de terrassement peut être inférieure à leur différence de poids. Pourtant, le tracteur coûte beaucoup plus cher que la pelle. Et le nombre de travailleurs qu'il faut pour creuser le même trou de la même taille a diminué. Cela devrait conduire, à long terme, à une tendance à la baisse du taux de profit.

Chapitre 4: L'accumulation primitive aux origines du capitalisme

Pour Marx, le capitalisme a un début, un milieu et une fin. A quoi ressemblait ce commencement ? Pour les économistes classiques, lorsqu'ils traitent de la question jusqu'au bout, le capitalisme a commencé avec de petites entreprises dans les coins et recoins de la féodalité. Peu à peu, elles ont rapporté plus d'argent à leurs propriétaires, jusqu'à ce que ces derniers puissent se permettre d'embaucher certains employés. Les premiers travailleurs étaient disponibles pour être embauchés parce qu'ils n'avaient pas été aussi laborieux que les hommes d'affaires d'origine. Comme dans la fable d'Esopé, les travailleurs étaient des sauterelles paresseuses tandis que les capitalistes originaux étaient des fourmis du travail manuel. Finalement, les capitalistes sont devenus assez riches pour déplacer les seigneurs féodaux.

Pour commencer, cette jolie histoire surplombe les violents bouleversements de la révolution de l'Angleterre de Cromwell, la révolution américaine, la Révolution française, celles d'Amérique du Sud et des Caraïbes, et de la révolution européenne échouée de 1848. Mais une partie de cette histoire était vraie, sans aucun doute. Il y avait des forgerons et des artisans qui ont fait construire leur capital initial ; il y avait des marchands qui transportaient des biens entre des marchés largement séparés jusqu'à ce qu'ils décident d'investir directement dans la production ici ou là. Cependant, il manque la principale dynamique du début du capitalisme. « Dans l'histoire réelle, il est notoire que la conquête, l'esclavage, le vol, le meurtre, la force brièvement, ont joué un grand rôle » (*Le Capital I* 1906 ; p. 785).

Les débuts (que je vais appeler une « époque » pour laisser de la place à plusieurs périodes en son sein) ont été décrits par Marx, dans *Le Capital I*, comme une « phase pré-historique du capitalisme ». Emprunté à Ricardo, Marx l'a appelé « accumulation primitive » (en allemand, « ursprünglich »). Cela pourrait tout aussi bien se traduire par l'accumulation « primaire », « originale », « initiale » ou « vierge ». Pour que le capitalisme commence sur une grande échelle, même dans un seul pays, il fallait deux choses : l'accumulation de masses de richesses dans les mains de quelques personnes qui pourraient l'investir (capital), et d'autre part, des travailleurs libres qui étaient disponibles pour travailler dans les usines et les champs sous la discipline capitaliste.

En Europe, ces deux choses ont été atteintes par la violence, légalement et illégalement : paysans déplacés hors des terres, en les remplaçant par des moutons; emportant les pâturages communs qui avaient été ouvertes à tous les paysans et les donnant aux seigneurs ; forçant les gens pauvres à errer sur les grandes routes ; coupant les avantages pour les pauvres et les chômeurs, et ainsi de suite. Sur une échelle mondiale, les dirigeants européens ont saisi les continents et les sous-continentaux – les Amériques, de l'Inde, d'autres parties de l'Asie, de l'Australie et de l'Afrique. Les Noirs ont été contraints à l'esclavage loin de leurs foyers tandis que les Amérindiens ont subi un génocide. Les peuples européens ont été réglés sur des terres appartenant à d'autres. L'économie indo-asiatique a été détruite par les importations étrangères, alors même que les ressources naturelles (de l'or au coton) leur ont été dépouillés.

« La découverte de l'or et de l'argent en Amérique, la disparition, la réduction en esclavage, et la mise au tombeau dans les mines de la population autochtone, le début de la conquête et le pillage des Indes orientales, la transformation de l'Afrique dans un dédale de la chasse commerciale aux peaux noires, signalèrent l'aurore de l'ère de la production capitaliste. Ces procédures idylliques sont les principaux moments de l'accumulation primitive » (*Le Capital I*, 1906 ; p. 823).

Marx était pleinement conscient de l'interaction de la classe, de la nationalité et de la race dans les origines du capitalisme.

Parfois, les marxistes, et même Marx lui-même, ont critiqué les anarchistes pour leur prétendue sous-insistance sur le rôle des forces économiques et leur tendance à trop mettre l'accent sur le pouvoir de l'Etat. Mais lors de l'examen de l'accumulation primitive, Marx était tout à fait clair quant rôle clé joué par les formes de violence étatiques organisées et autres. Alors qu'il peut être dit que le capitalisme aurait créé l'Etat moderne, il est aussi possible de dire que l'État aurait créé le capitalisme.

Dans *Le Capital I*, Marx écrivait que « ... le pouvoir de l'Etat, la concentration et l'organisation de la force de la société, ont hâté, le processus de transformation du mode de production féodal au mode capitaliste ... La force est ... elle-même un pouvoir économique » (Marx, 1906 ; pp. 823-824).

L'anarchiste Kropotkine a écrit, à propos de la même période, que « Le rôle de l'Etat naissant dans les 16^e et 17^e siècles, en relation avec les centres urbains, était de détruire l'indépendance des villes ; pour piller les riches guildes de marchands et d'artisans ; pour concentrer dans ses mains ... l'administration des guildes ... La même tactique a été appliquée dans les villages et contre les paysans ... L'Etat ... s'est mis à détruire la commune des villages, à ruiner les paysans dans ses griffes et à piller les terres communes » (Kropotkine, 1987 ; p. 41). S'il ne développe pas exactement le même concept d'accumulation primitive que Marx, il décrit le même processus.

Les femmes sous le capitalisme

Marx n'a pas discuté directement des effets de l'accumulation primitive capitaliste sur le genre. Cependant, le concept d'accumulation primitive de Marx est directement utile pour comprendre l'histoire des femmes – et le rôle des femmes est essentiel pour comprendre les origines du capitalisme.

Les historiennes féministes, ainsi que des spécialistes de l'histoire religieuse et médiévale, ont étudié la persécution des « sorcières » en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. Ces études se sont concentrées sur les périodes du 16^e et 17^e siècles, et un peu avant et après. Dirigées par l'église, mais incluant les autorités de l'Etat, une clameur a été soulevée contre les femmes qui ont été accusés de suivre une secte hérétique, composée presque uniquement des femmes, censées adorer le diable. Des tribunaux spéciaux ont été mis en place, les méthodes de torture ont été normalisées, et des manuels de chasse aux sorcières ont été publiés.

Le nombre de femmes persécutées est inconnu. Certaines estimations s'élèvent à des millions, mais la meilleure estimation est que, durant plus de trois siècles, environ 200 000 femmes ont été accusés de sorcellerie, dont 100 milliers ont été tuées (Federici, 2004). Il est impossible de savoir combien de ces gens étaient des femmes que quelqu'un n'aimait pas, combien étaient des sages-femmes ou les herboristes, combien étaient pratiquantes de religions pré-chrétiennes, et combien ont été de véritables adoratrices du diable. Si toutes l'étaient.

La chasse aux sorcières constituait une attaque contre la moitié de la population, principalement axée sur les femmes pauvres dans les villes et les campagnes. La campagne contre les sorcières supposées faisait partie des sentiments misogynes généraux promus par l'Église et l'État. Elle fouetta l'hystérie, les craintes et les colères des gens mal acheminées vers les riches au profit d'autres personnes pauvres (semblables à la montée de l'antisémitisme de l'époque). Elle a divisé les travailleurs, entraînant les hommes à s'accrocher à des privilèges masculins alors même que leurs conditions générales étaient minées. Elle a poussé des femmes sur le marché du travail traditionnel. Elle a préparé les femmes à devenir des « femmes au foyer » modernes, mais aussi à devenir une partie de la classe ouvrière.

Bien que Marx ne discute pas du rôle des femmes dans l'économie capitaliste, ce dernier est implicite dans sa théorie. Bien sûr, les femmes peuvent travailler dans des emplois rémunérés, comme le font les travailleurs de sexe masculin, et Marx décrit leurs conditions réelles dans les usines et les mines. Dans ce cas, elles ont été moins bien payées que les hommes pour le même travail, étant plus vulnérables. Les femmes salariées, ainsi que le travail des enfants, étaient communs à l'époque de Marx, dans l'industrie britannique du 19^{ème} siècle. Le travail des femmes rémunéré est maintenant commun. (Le fait que les travailleuses soient directement exploitées ne supprime pas le fait qu'il puisse y avoir également des effets positifs, tels que l'augmentation de l'indépendance individuelle).

Mais il y avait quelque chose d'autre, un rôle plus fondamental pour les femmes, qui ne s'applique pas pour les femmes comme travailleuses salariées, mais en tant que membres non-salarié de la classe ouvrière. (La classe ouvrière – *en tant que classe* – est plus large que ceux qui sont immédiatement employés ; elle comprend les enfants, les chômeurs, les retraités, les épouses et les mères qui travaillent à la maison). La marchandise force de travail des travailleurs (surtout des hommes) inclut

ce qui était nécessaire pour les récupérer, les laisser se reposer et être capable de travailler le jour suivant. Ce rôle est tombé sur les femmes en tant que « femmes au foyer » pour veiller à ce que les hommes puissent récupérer. Et le prix du salaire (le « salaire familial ») a également servi à élever une nouvelle génération de travailleurs. Ce travail a été attribué aux femmes. (Il comprenait la transmission de la psychologie sociale nécessaire et de l'idéologie aux enfants).

Dans tout cela, les femmes au foyer ne créaient pas *directement* de valeur mais produisaient (reproduisaient) la marchandise force de travail nécessaire de leurs maris, de leurs enfants et d'elles-mêmes. Si nous définissons par capitaliste le « travail productif » seulement cette valeur directement produite (comme Marx l'a fait), alors ce travail ne fut pas « productif » (au sens étroitement technique), mais c'était (c'est) un travail essentiel pour la production de la plus-value – en bon français, de la main-d'œuvre hautement productive !

Dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Engels décrit le travail de reproduction des femmes comme faisant autant partie de la « base » de la société que la production industrielle (par opposition à la « superstructure »). Il suppose que la société de classe prend son origine dans l'oppression des femmes.

Ce qui figure ci-dessus ne constitue pas du tout une analyse adéquate de la façon dont les femmes sont opprimées ; mais il est clair que l'oppression des femmes, dans la famille et dans le milieu de travail, est complètement liée à l'exploitation capitaliste (comme elle l'avait été auparavant avec les formes pré-capitalistes d'exploitation).

Destruction de l'Écologie par l'accumulation primitive

Marx et Engels ont noté la façon dont le capitalisme, à ses débuts, détruisait l'environnement biologique. Ils ont envisagé le travail humain comme la façon dont les humains interagissent avec la nature, la satisfaction des besoins humains tout en maintenant un équilibre biologique. Ils ont envisagé cela comme un « métabolisme » entre les humains et la nature. Mais à travers le capitalisme qu'ils croyaient qu'il s'était développé une « faille » dans le métabolisme.

Le facteur le plus important, pour eux, était la division entre ville et campagne, entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et les terres agricoles. Ce concept avait été soulevé par un certain nombre de « socialistes utopiques » avant eux, ainsi que par des spécialistes en agronomie issus de la classe bourgeoise. Kropotkine et les autres grands anarchistes (plusieurs d'entre eux, comme lui, étaient géologues professionnels et géographes) soulevaient également ce fait comme étant un problème, bien avant le mouvement vert moderne.

Marx et Engels ont noté qu'il était que les fermes et les villes étaient de plus en plus séparées. L'agriculture drainait le sol de nutriments, qui avaient jadis été restitués au sol par la consommation locale de nourriture, de l'utilisation du fumier animal et humain. Mais par la suite, les nutriments d'origine animale et végétale étaient expédiés, sur des distances croissantes, vers les villes. Leur éventuels déchets ne retournaient pas à la terre, mais polluaient les villes, les rivières et les lacs autour d'eux. Pendant ce temps, les déchets provenant de la production – la poussière de charbon, les colorants, la poussière de coton, etc., ont pollué l'air, l'eau et la nourriture des travailleurs et des autres. Engels, en traversant Manchester, le centre de l'industrie britannique, nota la mauvaise santé de la classe ouvrière, les conditions insalubres dans lesquelles elle vivait, et les maladies qui se propageaient dans leurs quartiers.

Bien sûr, depuis, nous en avons appris beaucoup plus sur les effets néfastes de la production capitaliste, sur l'environnement écologique et sur la santé en général. Mais Marx et Engels ont constaté cela assez tôt.

A l'époque de l'accumulation primitive, les capitalistes ont pu accumuler de la richesse en volant à la terre ses éléments nutritifs, et en ne payant pas pour garder leurs villes ou leurs propres classes

ouvrières en bonne santé. Ce ne sont pas simplement des questions liées à l'indifférence ou à l'ignorance ; il s'agissait d'une façon d'accumuler des richesses, pour augmenter les valeurs.

Trois Époques

Dans ses *Grundrisse*, Marx propose essentiellement trois époques du capitalisme:

« Tant que le capital est faible, il se repose encore sur les béquilles de modes de production passés ... Dès qu'il se sent fort, il jette ses béquilles et se déplace conformément à ses propres lois. Dès qu'il commence à se sentir comme un obstacle au développement, il cherche refuge dans des formes qui, en restreignant la libre concurrence, semblent rendre la domination du capital plus parfaite, mais sont en même temps les hérauts de sa dissolution et de la dissolution du mode de production reposant sur elle » (cité dans Daum 1990 ; p. 79).

Autrement dit, dans le premier stade, le capitalisme est faible. Il doit compter sur les forces non marchandes (accumulation primitive) pour la protection globale, afin de s'élargir. Il utilise la force, l'Etat, l'hystérie religieuse, les préjugés anti-femmes, le vol qualifié et l'esclavage, le « vol » de l'environnement naturel. On peut dire que ce processus avait commencé dès le 14^e siècle, mais il n'a atteint son apogée qu'au cours des 17^e à 18^e siècles.

Au 19^{ème} siècle, on peut dire que le capitalisme a réellement pris son envol, d'abord en Bretagne puis en tant que système mondial. Comme il s'agit de l'apogée de son bien-être en tant que système, il s'est appuyé principalement sur les forces du marché pour abattre tous les obstacles à son expansion. Ce fut le jour de gloire du capitalisme ! C'était aussi le moment où la classe ouvrière et les mouvements socialistes commencent à se développer. C'est à cette époque que Marx a écrit ses livres et a mené la Première Internationale, et dans laquelle Bakounine a démarré le mouvement anarchiste.

La dernière réside dans l'époque finale, commençant au début du 20^e siècle, quand le capitalisme atteint ses limites et que ses contradictions menaçaient de déchirer toute la société. Cette question sera abordée dans le chapitre suivant.

Il n'y a pas de profondes divisions entre les trois époques. Elles ne sont que d'abstractions pour nous aider à conceptualiser l'histoire du capitalisme. Elles se chevauchent dans leurs traits et tendances. L'accumulation primitive (non marchande), y compris la violence par l'Etat, s'est poursuivie au cours de l'apogée du capitalisme de marché et s'est élargie à nouveau à l'époque finale de déclin du capitalisme.

Il y avait, par exemple, à l'époque de l'accumulation primitive, une vaste expansion de l'esclavage des Africains dans les Amériques. Ce phénomène s'est étendu tout au long du 19^{ème} siècle et ne s'est terminé que par la violence révolutionnaire dans divers pays (Haïti, les États-Unis, des parties de l'Amérique du Sud, etc.). Cependant, l'oppression spéciale de descendants africains s'est poursuivie. Aux États-Unis, les lois Jim Crow de ségrégation (non pas les coutumes, mais les lois), ont continué jusqu'à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, et ne furent pas abolies avant la fin du 20^{ème} siècle. Même maintenant, les Afro-Américains restent opprimés, victimes de discriminations, et surtout au bas de la société. Le capitalisme ne semble pas être en mesure de mettre fin à son racisme.

Chapitre 5: L'époque du déclin capitaliste

Chacun des systèmes sociaux précédents avait atteint sa fin et il en sera de même pour le capitalisme. Comme cité précédemment, Marx a jugé que le capitalisme à un point où « il commence à se sentir comme un obstacle au développement ... ».

Dans sa Préface à la *Critique de l'économie politique*, Marx a écrit :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou – ce qui n'est que l'expression juridique de la même chose – avec les rapports de propriété au sein desquels ils ont été à l'œuvre jusqu'ici. De formes de développement des forces productives, ces relations deviennent des entraves. Commence alors une époque de révolution sociale » (cité dans Daum, 1990).

La puissante technologie du capital est devenue si largement productive qu'elle ne convient pas dans les limites d'un système fondé sur la propriété privée, la lutte des classes, la concurrence et les frontières nationales – qui a été développée pour servir une économie de pénurie. La production de la valeur retient la production de biens utiles pour tous. Le capitalisme devient moins compétitif ; il fait revivre les anciennes méthodes de non-marché, étatiste, de soutien ; il renvoie à l'accumulation primitive. Ce phénomène a été nommé « l'époque de la décadence capitaliste », « baisse », ou « parasitisme » ; l'époque du « capitalisme monopolistique », de « l'impérialisme », du « capitalisme monopolistique d'Etat », du « capitalisme financier », ou du « capitalisme tardif ».

De toutes les améliorations de la productivité, y compris l'automatisation, l'informatique, et de la nanotechnologie, la plus importante que le capitalisme a créé est la classe ouvrière internationale. Cette classe existe à travers des concentrations dans les villes et dans les industries, travaille collectivement et en collaboration (à la différence des paysans qui travaillent généralement leurs propres fermes et veulent généralement être des hommes d'affaires prospères). Cette classe, avec ses mains sur la nouvelle technologie hautement productive, pourrait conduire tous les opprimés pour créer une nouvelle société, sans classe, ni États, ni guerres, ni destruction écologique. Depuis plus d'un siècle et demi, cette classe ouvrière moderne a maintes fois lutté, sous la bannière de diverses sortes de « socialismes », pour renverser le capitalisme.

Marx et Engels n'ont pas vécu suffisamment longtemps pour de voir l'époque actuelle de déclin du capitalisme (à partir d'environ 1900 ou plus). Mais, les analyses ont été faites par divers théoriciens marxistes, y compris Hilferding, Lénine, Boukharine, Trotsky, et Rosa Luxemburg. Tous apportaient des informations importantes, bien que seule Rosa Luxemburg fut influente dans le développement des tendances marxistes libertaires-démocratiques. Cependant, je vais rester aussi près que possible des théories actuelles de Marx et Engels.

A partir de 1914, on pouvait facilement penser que Marx avait raison de décrire une époque de déclin du capitalisme. Il y eut la Première Guerre mondiale, historiquement sans précédent. Cette période fut suivie par la prospérité superficielle des années 20, puis par la Grande Dépression, qui s'étendit à l'échelle mondiale, sur une dizaine d'années. Des révolutions et des quasi-révolutions éclataient dans toute l'Europe, la révolution Russe étant la plus proche du succès. D'autres révolutions ont échoué en Allemagne, en Italie, et en Europe de l'Est. De grandes luttes ouvrières se produisaient en Europe et aux États-Unis, ainsi que des rébellions nationales en Chine et ailleurs. Finalement, toutes les luttes révolutionnaires ont été défaites et remplacées par des régimes totalitaires. En Union soviétique, le stalinisme anéantit les derniers vestiges de la révolution Russe (les anarchistes pensent que Lénine et Trotsky ont été les premiers à trahir la révolution, en établissant un état policier et un parti unique). Le fascisme est arrivé au pouvoir en Italie, en Allemagne, en Espagne et dans d'autres pays. Même l'esclavage a été relancé, comme mesure de l'État, sous le nazisme et le stalinisme. Enfin, la période a pris fin avec la dévastatrice Seconde Guerre mondiale. (Je discuterai du boom d'après-guerre ci-dessous).

Le « Capitalisme monopolistique »

Quelle était la nature sous-jacente de cette époque de déclin du capitalisme ? Les économistes ont pris pour acquis la réalité continue d'un capitalisme concurrentiel, où de nombreuses entreprises concourraient dans un marché et fixaient les prix et les taux de profit que le marché imposait. Marx était l'un des premiers à souligner la tendance à l'accroissement des entreprises capitalistes. Il prévoyait la croissance de sociétés gigantesques en raison « de la concentration et de la centralisation ». La « concentration » est l'ampleur croissante de l'accumulation du capital, dans des entreprises de plus en plus grandes. La « Centralisation » est la fusion des capitaux distincts, soit par les unions à l'amiable, soit par des prises de contrôle hostiles de l'un sur l'autre.

« Cette division du capital social total dans de nombreux capitaux individuels ou la répulsion de l'une et l'autre de ses fractions, est contrecarrée par leur attraction ... [C'] est la concentration des capitaux déjà formés ... l'expropriation des capitalistes par d'autres capitalistes, la transformation de nombreux petits capitaux dans quelques grandes capitaux ... C'est ... distincts de l'accumulation et de la concentration ... la concurrence et le crédit [sont] les deux leviers les plus puissants de la centralisation » (Le Capital I, 1906 ; pp. 686-687).

Ce qui s'est passé est bien connu. Juste à titre d'exemple, Frances Moore Lappe écrit, « Seulement quatre entreprises contrôlent au moins trois-quarts du commerce international des céréales ; et aux États-Unis, d'ici 2000, seulement dix sociétés-conseils avec un total de seulement 138 personnes – en étaient venues à représenter la moitié de la nourriture américaine et des ventes de boissons » (2011, p 11.).

La tendance était à la fusion de la totalité du capital d'un pays en un seul. Elle jettera les bases d'un capitalisme d'Etat. Dans le *Capital I*, Marx écrit: « Cette limite ne serait être atteinte dans une société donnée jusqu'à ce que la totalité du capital social soit uni, soit dans les mains d'un seul capitaliste, soit dans celles d'une seule société ».

Cependant, cette tendance a été perturbée par des contre-forces (comme d'habitude !). Si les fusions n'étaient pas dues à des besoins techniques, les capitaux géants auraient tendance à se briser en petits capitaux, car ils seraient devenus plus gros, en raison de forces concurrentielles internes – « la répulsion de l'une et l'autre de ses fractions ».

La croissance d'énormes entreprises n'abolit pas la concurrence. Les énormes entreprises restent encore en compétition les unes avec les autres. Même si elles étaient des monopoles dans leurs domaines, elles seraient en concurrence avec d'autres monopoles (par exemple, même une entreprise qui aurait monopolisé l'aluminium serait en concurrence avec le monopole de l'acier). Les entreprises géantes ont souvent trouvé utile d'utiliser les petites entreprises (comme les producteurs d'automobiles distribuent par des concessionnaires). De nouvelles inventions surgissent, qui peuvent forcer leur chemin dans l'économie politique (comme ce fut le cas pour les ordinateurs personnels). Et il y a des entreprises internationales : depuis des décennies aucune entreprise américaine ne pourrait percer la domination de l'industrie automobile par les constructeurs automobiles de GM, Ford et Chrysler. Puis les entreprises géantes en provenance du Japon, de la Corée et de l'Allemagne (avec le soutien de leurs Etats) furent en mesure de rivaliser avec succès avec l'ex-Big Three.

Ce développement a été qualifié par Lénine et d'autres de « capitalisme monopolistique ». Il serait plus juste de parler de « capitalisme oligopolistique », qui signifie « la règle de quelques-uns ». Même si un petit nombre domine un champ, ces semi-monopoles faussent les forces du marché de manière monopolistique (les économistes bourgeois appellent cela la « concurrence imparfaite »). Cela comprend la déformation de la loi de la valeur (la tendance des marchandises à être échangées selon la quantité de travail socialement nécessaire qu'elles incarnent) *Mais les marchés, même déformés sont toujours des marchés. Même les relations de valeur déformées sont encore des relations de valeur.*

Marx envisageait principalement la croissance de la grande entreprise centralisée comme une forme de progrès. Il était conscient qu'elle causerait de grandes souffrances pour les travailleurs, mais il

estimait qu'elle avait jeté les bases pour le socialisme (le communisme), la fin des classes et de la pauvreté.

Les anarchistes développaient une attitude plus critique à l'égard de la croissance de la grande entreprise. Ils ont convenu qu'elle serait rendue possible un jour à travers un système de production coopératif, à but non lucratif : le socialisme. Pourtant, la centralisation économique était seulement due à des méthodes techniquement plus efficaces de production (un point qui ne contredit pas les prémisses de Marx). Souvent, les entreprises fusionnaient uniquement pour des raisons financières, ou en vue d'accroître leur pouvoir sur les travailleurs, ou encore d'avoir un meilleur accès aux marchés. Ces raisons faibles ont souvent amenées ces semi-monopoles à se briser après un certain temps. Le « capitalisme monopolistique » a souvent causé une centralisation excessive, qui interférait avec une production et une distribution efficace, et qui retenait l'inventivité (les nouvelles inventions et la création d'emplois sont plus susceptibles de se produire dans les petites entreprises que dans les grandes). Ce point de vue était compatible avec l'objectif développé par les anarchistes, d'une économie qui serait socialisée et coopérative, mais aussi radicalement démocratique, avec un fédéralisme décentralisé.

Effets de l'oligopole sur les capitalistes

On dit parfois que Marx a prédit que la croissance du capital concentré mettrait fin à l'existence de couches intermédiaires entre la bourgeoisie possédante d'actions et la classe ouvrière. Ce n'est pas vrai. Marx s'attendrait à ce que les petits hommes d'affaires, les professionnels indépendants et les petits agriculteurs diminueraient en nombre avec la croissance de la grande entreprise. Mais il a aussi prédit que les entreprises devenant énormes provoqueraient une scission entre la propriété du capital et le travail de gestion de l'entreprise. « Une armée d'ouvriers industriels, sous le commandement d'un capitaliste, nécessite, comme une véritable armée, des officiers (cadres), et des sergents (contremaîtres, surveillants) ... Le travail de supervision devient leur place et fonction exclusive" (*Le Capital I* 1906 ; p 364). Comme les entreprises capitalistes se développent, les capitalistes eux-mêmes deviennent superflus, au moins pour les aspects productifs. Les gestionnaires gèrent. Les capitalistes investissent dans le marché boursier.

Cette nouvelle couche de gestionnaires et des superviseurs est essentiellement destinée à deux tâches. L'une est la coordination technique des différents travaux qui s'installent. Il s'agit de quelque chose qui devrait être fait dans tout système économique. Sous la démocratie socialiste, l'assemblée des travailleurs pourrait planifier le travail, les travailleurs pourraient élire un coordinateur, ou alors, effectuer cette tâche à tour de rôle. Dans la mesure où les gestionnaires capitalistes font un travail technique nécessaire, ils font partie du travail collectif qui produit les matières premières.

D'autre part, ils sont les agents des capitalistes et les personnifications du capital. Leur travail consiste à conduire les esclaves salariés à leurs travaux et à vérifier que les travailleurs ne « paressent » pas. Même si les superviseurs peuvent développer des intérêts qui entrent en conflit avec ceux des propriétaires capitalistes, en ce qui concerne les travailleurs, ils font partie de l'ennemi de classe.

Pour Marx, le remplacement des entreprises familiales et la gestion par des sociétés de capitaux toujours plus grandes mène vers la fin du capitalisme, dans sa dernière phase. Il résume : « Ceci est l'abolition du mode de production capitaliste dans le mode de production capitaliste lui-même ... Il établit un monopole dans certains domaines et nécessite donc une ingérence de l'Etat. Il reproduit une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle variété de parasites ... tout un système d'escroquerie et de fraude par le biais de la promotion de la société, l'émission d'actions, et la spéculation boursière ... » (*Le Capital III* , 1967; p 438). Il pensait que la croissance de semi-monopoles se traduirait par une plus grande implication de l'Etat dans l'économie ainsi que la croissance de la finance et de la spéculation (tout ceci s'est réalisé).

Effets de l'oligopole sur la classe ouvrière

La « théorie de la paupérisation » supposée – que la croissance des grandes entreprises se traduirait par une pauvreté croissante parmi la classe ouvrière – constitue une mésinterprétation fréquente de la

pensée de Marx. Il s'agit là d'une déformation de sa « Loi générale de l'accumulation capitaliste » (Pour le répéter: tous les « lois » de Marx sont des « tendances », qui produisent leurs effets malgré des tendances contraires). Il ne pensait pas que tous les travailleurs seraient immédiatement et en permanence poussé à l'extrême pauvreté. Il savait très bien que les travailleurs pourraient être relativement bien payés, tout en étant exploités. Il s'attendait à ce que les travailleurs gagnent un salaire plus élevé pendant les périodes de prospérité du cycle d'affaires.

Les capitalistes tentent constamment d'exercer une pression à la baisse sur le niveau de vie des travailleurs, ces derniers exerçant une pression en sens inverse. Pendant un certain temps, cette tendance évolua en une valeur relativement stable de marchandise force de travail. Mais les capitalistes continueront de pressurer les travailleurs, en particulier lorsque les taux de profit diminueront (voir plus loin), et lorsque les patrons se sentiront plus forts en raison de la centralisation accrue. L'augmentation de la productivité permet aux capitalistes de maintenir, voire de réduire, la valeur de ce qu'ils paient aux travailleurs, tout en maintenant leur niveau de vie à en juger par les valeurs d'usage. Cette tendance est au moins valable jusqu'à ce que la crise soit tellement aigue, le taux de profit tellement faible, que les capitalistes doivent attaquer les travailleurs et réduire radicalement leurs salaires.

Les travailleurs se battent pour maintenir le niveau de vie pour eux-mêmes, ainsi que leurs familles – et, si possible, pour l'améliorer. Ce qui est bon, en lui-même, mais, comme l'explique Marx, ne conteste pas directement l'exploitation capitaliste en tant que telle.

« Mais si un meilleur traitement, une nourriture plus abondante, des vêtements plus propres ... ne font pas tomber les chaînes de l'esclavage, il en est de même de celles du salariat. Le mouvement ascendant imprimé aux prix du travail... prouve, au contraire, que la chaîne d'or, à laquelle le capitaliste tient le salarié rivé et que celui-ci ne cesse de forger, s'est déjà assez allongée pour permettre un relâchement de tension... Qu'elles soient peu ou prou favorables, les conditions de la vente de la force ouvrière impliquent la nécessité de sa revente continue et la reproduction progressive de la richesse capitaliste. Il est de la nature du salaire de mettre toujours en mouvement un certain quantum de travail gratuit. L'augmentation du salaire n'indique donc au mieux qu'une diminution relative du travail gratuit que doit fournir l'ouvrier; mais cette diminution ne peut jamais aller loin pour porter préjudice au système capitaliste. ... » (Le Capital I, 1906 ; pp. 677-678).

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapl-25-1.htm>

A mesure que l'accumulation capitaliste et la centralisation augmentent, les travailleurs peuvent obtenir de meilleurs salaires pour un temps ou les voir diminuer. Néanmoins, leur domination par la puissance croissante des capitalistes s'aggrave. Pendant ce temps, l'augmentation de la productivité (de la composition organique croissante du capital) continue de réduire la proportion de la population humaine nécessaire à la production. Les gens perdent leur emploi, ce qui élargit l'armée de réserve des chômeurs, le bassin de travailleurs sans emploi. Leur pauvreté et leur misère s'approfondit au fil du temps, et menace de tirer vers le bas les normes des travailleurs organisés eux-mêmes.

« A mesure que le capital accumule, le sort de l'ouvrier, soit son paiement élevé ou bas, doit s'aggraver... Cette loi attache l'ouvrier au capital... » (Le Capital I, 1906 ; pp. 708-709; c'est moi qui souligne).

L'Oligopole et le taux de profit

De quelle manière la tendance à la baisse du taux de profit est-elle affectée par la tendance à l'oligopole, au monopole, et même à l'unification complète (le capitalisme d'Etat) ? De toute évidence, la productivité continue d'augmenter, ce qui augmente la composition organique du capital, ce qui devrait réduire le taux de profit. Mais est-ce vrai ?

L'effet immédiat du monopole/de l'oligopole sur les taux de profit est d'interférer avec le taux de profit moyen. Les entreprises géantes peuvent augmenter leurs prix et, partant, leurs profits, sans se soucier du fait que d'autres capitalistes investiront dans leur domaine et feront baisser les prix et les profits. En raison de leur position de monopole, ils peuvent tenir à l'écart d'autres concurrents

possibles (par définition, ce qui est ce qui rend c'est ce qui constitue leur position de monopole). Leur position de monopole (ou de semi-monopole) peut être due à la propriété des brevets ou de leur taille énorme. Il faut beaucoup de capitaux pour arriver à percer dans les industries de l'acier ou des automobiles américains (c'est pourquoi seules des entreprises géantes étrangères ont pu le faire).

Par conséquent, les entreprises géantes peuvent obtenir et conserver une quantité disproportionnée de la plus-value produite dans la société. Ce qui signifie que les plus petites des entreprises en prennent proportionnellement moins (la plus-value doit venir de quelque part). Toutefois, cela ne change pas le montant total de la plus-value produite par le corps collectif de la société des travailleurs.

L'autre effet de grandes entreprises concentrées et centralisées est qu'elles produisent de grandes quantités de surplus dans un seul endroit. Alors que le taux de profit ne peut pas être élevé, le montant forfaitaire de l'une quelconque société sera grand. Cela ne change pas le taux réel de profit, mais il modifie les effets de la baisse du taux de profit. Une somme d'argent importante, concentrée, peut être utilisée pour d'autres investissements d'une manière dont la même somme d'argent, dispersée autour dans les petites entreprises, ne le peut pas.

Les grandes entreprises peuvent également augmenter les profits grâce aux économies d'échelle dans la production. Cependant, comme les anarchistes et d'autres décentralisateurs (Borsodi, Schumacher, etc.) l'ont fait valoir, il existe aussi des pertes d'échelle que l'on remarque rarement. Par exemple, une usine centralisée qui produit tous les guichets dans le monde peut les produire beaucoup moins cher que ne le feraient des ateliers de fabrication de guichets locaux. Mais l'usine aurait besoin d'importer des matières premières, les machines, et des travailleurs sur de grandes distances, et ensuite d'expédier les guichets finis sur de grandes distances. Cela crée des coûts additionnels qu'une production locale n'aurait pas. Ces économies d'échelles peuvent constituer un facteur déterminant dans la scission de semi-monopoles étendus. Les avantages de la production centralisée, liés à l'équilibre produit à travers les coûts de distribution doivent être déterminés empiriquement, mais c'est rarement le cas. (Dans les années 1930 Ralph Borsodi calculé que 2/3 des biens les plus bon marché ont été fabriqués localement, avec de petites machines, plutôt qu'à l'échelle nationale. Mais la technologie a beaucoup changé depuis, et il n'a pas effectué ce calcul pour la production régionale).

En outre, les monopoles et les semi-monopoles sont soumis à moins de pression concurrentielle et sont donc peut-être moins inventifs et productifs. Les monopoles ont tendance à la stagnation. D'une part, ils produisent moins de valeur. D'autre part, en ralentissant la croissance de la productivité, ils ralentissent la croissance de la composition organique du capital et donc de la baisse du taux de profit. La manière dont ça se compense est une question empirique. Mais à long terme, la baisse du taux de profit ne peut pas vraiment être contrecarrée par d'autres causes de stagnation.

Cependant, l'effet le plus important de la croissance des grandes entreprises concentrées sur les taux de profit est son effet sur le cycle économique. Si le cycle effectue tout le chemin à travers le krach final (comme il l'a fait en 1929), sous le capitalisme oligopolistique le krach donnera un effet très mauvais. Plus les entreprises sont énormes, plus leur chute sera énorme. Elles doivent d'énormes dettes à d'autres sociétés et aux banques. Elles emploient un grand nombre de personnes. Elles achètent d'un côté et vendent de l'autre, ainsi que de nombreuses petites entreprises. Leurs conseils d'administration se chevauchent. Donc, si l'une d'elles tombe, l'effet sur l'ensemble de l'économie sera énorme. Le problème de garder une économie oligopolistique sur pieds est également énorme. Alors que les économistes bourgeois classiques affirment qu'un marasme économique pourra toujours résorber, Keynes a fait valoir le fait que ce n'était plus automatiquement vrai. A l'âge des semi-monopoles, il avait raison. La Grande Dépression a duré dix ans, et à la fin, près de 20% de la population active américaine était encore au chômage. Il a fallu une guerre mondiale pour qu'elle se termine finalement (voir ci-dessous).

Par conséquent, la classe capitaliste et ses économistes, ainsi que les politiciens, ont décidé de ne pas laisser arriver une autre Grande Dépression. Les sociétés et les banques sont « trop grandes pour faire faillite » (comme l'exprime le slogan), ou plutôt, « trop grandes » pour qu'on en *autorise* la faillite. Les gouvernements et les banques centrales feront tout leur possible pour empêcher une autre

dépression. Les méthodes habituelles sont des stimuli économiques et des subventions, les réductions d'impôts, et des manœuvres monétaires qui diminuent les taux d'intérêt.

En supposant que ces méthodes fonctionnent, pour un temps au moins, ils ne peuvent pas bannir complètement le cycle d'affaires et de ses krachs, mais ils peuvent les moduler, les rendre moins désastreux. Cependant, ce phénomène produit une conséquence involontaire. Les petits ralentissements ne peuvent pas remplir leur fonction historique d'assainissement de l'économie capitaliste. Sans les grands krachs, des entreprises inefficaces ne peuvent pas faire faillite ; les parties inefficaces des combinaisons monopolistiques peuvent rester en affaires (par opposition à devenir "épures et concentrées") ; les coûts de matériaux ne diminueront pas autant ; le niveau des salaires ne diminuera pas beaucoup non plus ; les dettes ne seront pas radiées, mais continueront à s'accumuler. Comme les coûts des affaires ne diminuent pas, le taux de profit ne peut pas obtenir un coup de pouce, afin de lutter contre sa tendance à chuter. La faible profondeur du cycle d'affaires dans les années 1950, dont les économistes bourgeois étaient si fiers, préparait la voie à de plus grandes catastrophes.

Le retour de l'accumulation primitive

Augmentant la richesse par des non-marchés, ou au moins par des non-productions de valeur, les méthodes ne sont jamais allées bien loin, même à l'apogée du développement capitaliste. Maintenant, elle est de retour avec une vengeance. Comme elle n'est plus « primitive » (ou « primaire »), d'autres termes sont parfois utilisés ; David Harvey (2010) préfère par exemple « accumulation par dépossession ». Il comprend la privatisation des industries publiques, la privatisation des ressources naturelles (comme l'eau), l'ensemble du processus de dénationalisation des anciens pays « communistes » (rendant l'économie aux capitalistes traditionnels), le décapage des actifs des sociétés les plus faibles, des efforts de breveter le matériel génétique, en continuant d'enfoncer les gens de la terre en Chine et dans le monde, etc.

Cette accumulation primitive récente vaut surtout pour le pillage de la nature. La classe dirigeante agit comme le gestionnaire capitaliste de l'entreprise qui vend ses marchandises pour l'équivalent du capital variable, du capital constant, et du profit moyen. Après la vente de ses marchandises, il doit mettre de côté de la somme d'argent équivalent au capital constant pour pouvoir éventuellement payer de nouvelles machines et des bâtiments lorsque les anciens seront usés. Mais à la place, il ne le fait pas. Il compte l'équivalent du capital constant comme une partie de son profit, créant ainsi ce qui semble être un profit plus grand que ce qu'il a vraiment gagné. Une partie de ses profits est vraiment fictive. Peut-être qu'il utilise une partie de la valeur du capital constant pour acheter les travailleurs avec des salaires plus élevés (en le comptant comme capital variable). Le jour viendra où ses machines s'useront. Cette entreprise apparemment prospère va alors échouer, car elle ne pourra pas remplacer les machines.

La bourgeoisie des États-Unis et du reste du monde devrait avoir mis de côté la richesse pour se préparer à la transition du pétrole, du charbon et du gaz naturel à l'énergie renouvelable. Elle aurait dû payer pour nettoyer l'environnement et prévenir le réchauffement climatique. Au lieu de cela, elle a compté sa richesse en tant que profit et acheté une couche de la classe ouvrière en lui offrant un niveau de vie apparemment décent.

Pendant ce temps, toute notre civilisation est bâtie sur les carburants à base de carbone (pétrole, charbon et gaz naturel). Non seulement notre système de transport, mais aussi notre nourriture (qui repose sur les engrais et les pesticides artificiels artificielles, à base d'huile). Et toutes les choses que nous utilisons sont à base de matières plastiques et de fibres artificielles (de pétrole). Mais ce sont des matières premières limitées, non renouvelables, qui, tôt ou tard, à terme deviendront de plus en plus difficile d'accès. Ils polluent nos aliments, nos terres, notre air et notre eau. Et ils sont à l'origine du réchauffement climatique, qui va provoquer une catastrophe dans le monde entier.

Parfois, lorsque les prix de l'essence montent, les libéraux prétendent que les compagnies pétrolières pratiquent volontairement une sur-tarification. Cela peut être immédiatement vrai, mais à long terme, c'est tout le contraire. Parce que les compagnies pétrolières ne comprennent pas les coûts dont ils auront éventuellement besoin pour obtenir l'huile plus difficile à atteindre, ou pour développer des

sources d'énergie nouvelles une fois que les sources actuelles de pétrole seront épuisées, ils pratiquent tous une sous-tarifcation des coûts réels de la production de pétrole ! (Les conservateurs prétendent que ce changement en faveur de l'énergie renouvelable et d'une économie écologiquement durable serait difficile et coûteux ; ils ont bien raison).

Ce pillage de la nature ne se résume pas simplement à une question de pétrole et de production d'énergie. Les forêts du monde (les « poumons de la terre ») sont détruites. La surpêche est pratiquée dans les océans jusqu'à l'extinction. D'autres espèces sont en voie de disparition. Le capitalisme traite le monde comme s'il était une mine inépuisable. Marx et Engels ne prévoyaient pas tout cela ; ils attendaient une révolution socialiste bien avant que l'humanité ne soit arrivée aussi près du gouffre. Mais leurs outils nous aident à le comprendre.

L'Impérialisme

Pour des raisons connues de lui seul, Lénine a nommé « impérialisme » l'époque du capitalisme tardif. En fait, l'impérialisme capitaliste remonte aux fondements du capitalisme, avec, entre autres, les empires Britanniques, Espagnols et Français. (Sans parler de l'existence de l'impérialisme pré-capitaliste, comme l'empire romain ou l'empire chinois.)

Marx a beaucoup écrit sur l'impérialisme de son temps dans ses écrits politiques et ses carnets de notes anthropologiques – en particulier au sujet de la domination britannique sur l'Inde, la Chine et l'Irlande, la règle néerlandaise sur l'Indonésie, la domination Russe sur la Pologne, et la tentative française de conquérir le Mexique. Mais il n'a pas écrit beaucoup sur son économie.

Marx considérait le commerce extérieur développé par les pays capitalistes industrialisés d'Europe occidentale comme une base essentielle à leur développement. Poussés par la nécessité de faire des profits, les régimes capitalistes industriels originaux se rendaient à l'étranger pour exploiter la main-d'œuvre, les matières premières et les marchés de consommation des nations les plus pauvres.

Dans le *Manifeste communiste*, Marx déclare, à propos de la bourgeoisie, que « Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle nivelle toutes les murailles de Chine vers le sol ... oblige toutes les nations à adopter le mode de production de la bourgeoisie, et si elles ne veulent pas s'y soumettre ; elle les oblige à introduire ce que l'on appelle la civilisation à la maison, soit pour devenir des bourgeois... Il l'a fait ... les nations paysannes [dépendantes] des nations bourgeoises, de l'Orient à l'Occident » (Draper, 1998; pp. 115-117). Marx a écrit que le capital, dans les pays développés, saurait profiter de la main-d'œuvre meilleur marché et des niveaux supérieurs de l'exploitation dans les pays pauvres.

Les méthodes directement capitalistes ont été ligotées avec l'accumulation primitive, le pillage des populations locales de leurs richesses, par la force et la fraude. Bien que le colonialisme formel (la propriété d'autres pays par les pays d'origines impériales) soit essentiellement terminé, le pillage se poursuit aujourd'hui, grâce à des investissements, des prêts à taux d'intérêt élevés aux gouvernements (y compris par le FMI et la Banque mondiale), aux échanges inégaux, au contrôle sur les brevets internationaux, etc.

L'attitude de Marx à propos de l'impérialisme capitaliste du début était quelque peu ambivalente. Il y voyait l'établissement de la base de l'industrialisation et de la modernisation dans les pays les plus pauvres, comme un moyen de les sortir (comme il l'a constaté) de la stagnation des sociétés pré-capitalistes. Pourtant, il était conscient de la souffrance que l'impérialisme capitaliste provoquait parmi les gens ordinaires, de la destruction des moyens inoffensifs de la vie. Il éprouvait une sympathie envers les rébellions anti-impérialistes, comme en Inde et en Chine. Il en était venu à considérer la possibilité, pour une société pré-capitaliste, de passer directement au socialisme, de sauter un « stade capitaliste », à condition qu'elle soit aidée par des révolutions prolétariennes dans les pays industrialisés. Aujourd'hui, il est clair qu'une fois que le capitalisme atteint son époque de la décadence, l'impérialisme est un phénomène tout à fait réactionnaire.

Il existe plusieurs théories marxistes de l'impérialisme actuel, que je ne vais pas revoir dans ce texte d'introduction. Il suffit de dire que les semi-monopoles géants des pays riches, qui dominent le marché

mondial, sont motivés par la nécessité de faire des profits et d'accumuler la valeur. Comme tels, ils dominent également les pays les plus pauvres, les plus opprimés, afin de les évider de leurs richesses. Pour maintenir leur pouvoir, les capitalistes des pays impérialistes peuvent utiliser les forces militaires de leurs Etats nationaux, pour envahir et occuper les pays les plus faibles. Implicitement, ils les utilisent aussi pour mettre en garde les Etats impérialistes rivaux. C'est d'autant plus vrai pour les dirigeants des États-Unis.

En concurrence avec d'autres Etats, les Etats impériaux ont besoin d'opprimer les pays les plus pauvres, les grands impérialistes se sont à plusieurs reprises fait la guerre entre eux, et avec les nations opprimées. Ils ont développés des armes d'une puissance tellement impressionnante qu'ils pourraient anéantir la civilisation et peut-être exterminer la vie sur terre. Seule la puissance de ces armes nucléaires et biologiques à empêché les États-Unis et l'URSS de mener une troisième guerre mondiale. Ils n'ont pas empêché les impérialistes de mener de nombreuses petites guerres contre les peuples opprimés. Maintenant que la guerre froide est terminée et que l'Union soviétique en tant que telle s'en est allée, les bombes nucléaires sont plus répandues que jamais. Elles sont sous le contrôle, de plus, de gouvernements souvent instables, ainsi que d'Etats impérialistes de plus en plus désespérés. Cette situation est extrêmement dangereuse pour la survie humaine.

La révolution permanente

L'époque du déclin du capitalisme a un effet politique. Lors de sa naissance, les idéologues du capitalisme ont développé le programme de la démocratie-bourgeoise. Il est basé sur la nature du capitalisme lui-même. Tous les gens étaient censés être égaux, libres, à l'image des atomes dans le marché, et de la même manière ils devraient donc être des citoyens libres et égaux de l'Etat. Lors de l'achat et de la vente sur le marché, la race, la religion, le sexe, les antécédents familiaux, le pays d'origine, etc. de la population ne comptent pas ; tout ce qui compte, c'est de savoir combien d'argent ils ont (une différence quantitative, et non pas qualitative). De même, tous les citoyens doivent être égaux, une personne adulte correspondant à un vote. « Un droit inaliénable à la vie, à la liberté, et la poursuite du bonheur ». « Liberté, égalité, fraternité » (ou « solidarité »). Cela impliquait des gouvernements représentatifs, la terre aux paysans, l'autodétermination nationale, et la liberté d'expression et d'association. Ça ne nécessitait pas l'oppression ou la discrimination fondée sur autre chose que le manque d'argent.

Bien entendu, le capitalisme n'a jamais vécu jusqu'à la réalisation des promesses de son programme promise ! Chaque extension des droits démocratiques a été remportée par le sang des personnes qui se sont battues contre les capitalistes. Pourtant, au fil du temps, il y eut une extension des droits démocratiques bourgeois et de la liberté en général. Le droit de vote a été étendu dans de nombreux pays, les uns après les autres. Les monarchies absolues ont été remplacées par des républiques, ou, au moins, par des monarchies constitutionnelles. Les droits des femmes ont été élargis. L'esclavage a été aboli. Etc.

Mais Marx s'attendait à que la croissance du capitalisme conduise le capitalisme à un déclin dans son propre programme démocratique. Le problème, comme Engels et lui-même ont pu l'observer, est que l'expansion du capitalisme signifiait l'expansion de la classe ouvrière. La bourgeoisie avait alors plus peur du prolétariat qu'elle ne l'avait des dirigeants autoritaires, non démocrates. Une révolution réussie contre l'aristocratie féodale allait inspirer les travailleurs à poursuivre la révolution en une autre contre la bourgeoisie. La démocratie accrue serait utilisée par les travailleurs à s'organiser contre la classe capitaliste. Cela menacerait la bourgeoisie.

Dans leur *Adresse du Comité central de la Ligue communiste (Mars 1850)*, Marx et Engels ont tiré les leçons de la défaite des révolutions européennes de 1848 à 1850. Ils en ont conclu que les travailleurs devraient soutenir les libéraux-démocrates contre les Etats autoritaires, mais ne jamais leur faire confiance ; ces derniers vendraient la lutte par peur de la classe ouvrière. Les travailleurs doivent s'organiser indépendamment de la bourgeoisie, même de son aile la plus libérale. Les travailleurs devraient pousser tout du long, jusqu'à la règle des travailleurs et au début du socialisme, ceci étant le seul moyen d'atteindre les exigences mêmes limitées de la démocratie bourgeoise. Ils ont conclu en disant des travailleurs que « *leur cri de guerre doit être: La révolution permanente* » [ou,

« La révolution en permanence »]. Par « permanente », ils voulaient signifier « sans interruption », « tout du long », « ne pas s'arrêter à aucun moment ».

Dans sa période de déclin, le capitalisme cesse d'être un champion de la démocratie, même bourgeoise. Pour que les droits démocratiques soient gagnés en toute sécurité, la classe ouvrière doit amener ses alliés à renverser le capitalisme totalement et créer une véritable et complète démocratie (système d'auto-décision des conseils, de la gestion de la production par les travailleurs, etc) socialiste (communiste). Pour obtenir des droits démocratiques-bourgeois stables et durables, il est nécessaire d'aller, au-delà du capitalisme, vers la démocratie socialiste. Marx et Engels ont noté que la montée de l'Etat bourgeois semi-autonome, avec un cadre bureaucratique et militaire, servait le capitalisme global, mais n'était pas directement contrôlée par la classe capitaliste. Ils ont appelé cette tendance le « bonapartisme », d'après la règle de Napoléon et plus tard celle de son neveu.

Le slogan de la « révolution permanente » est souvent, même habituellement, en lié à Léon Trotsky. Il est donc supposé faire partie du programme trotskyste (une variante du léninisme). En fait, la révolution permanente a d'abord été soulevée par Marx et Engels. Trotsky, et d'autres, plus tard, s'en emparèrent et élaborèrent à partir d'elle. Fait intéressant, dans la période où Trotsky a élaboré sa version de la révolution permanente (début des années 1900), il n'était pas un léniniste, mais un adversaire du point de vue de Lénine au sein du parti (puis en maintenant une position similaire à Rosa Luxemburg). Il a changé son point de vue à ce sujet plus tard, mais les autres léninistes n'ont jamais accepté sa théorie (ou toute autre) de la révolution permanente.

Chapitre 6: Le boom de l'après-guerre et le capital fictif

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart des économistes prévoient un retour à des conditions de dépression. Cette analyse était partagée par la plupart des économistes bourgeois ainsi que par presque tous les économistes marxistes. Mais cela n'a pas été le cas. A la place, a commencé une nouvelle période de prospérité, parfois même appelée le l' « Age d'Or » du capitalisme, qui a duré une trentaine d'années.

Le taux d'emploi était relativement élevé ; les familles (blanches) qui travaillaient possédaient des maisons et des voitures ; habituellement seulement le mari devait travailler ; les enfants avaient accès à l'enseignement supérieur ; la « paix du travail » régnait dans les grandes industries, entre la direction et les syndicats. En apparence contradiction avec la théorie de la révolution permanente, le fascisme avait été vaincu en Europe (sauf pour l'Espagne et le Portugal) et la démocratie bourgeoise avait été restaurée. Un nombre croissant de pays colonisés ont gagné leur indépendance politique. Pour la plupart des gens, il semblait que toutes les notions selon lesquelles le capitalisme était en déclin étaient absurdes. Les Etats totalitaires et les athées « communistes » demeuraient les seuls ennemis.

Pourtant, quelques problèmes persistaient. A l'échelle mondiale, le capitalisme était toujours incapable d'industrialiser les nations les plus pauvres. Même les pays d'Europe occidentale ont passé des décennies à reconstruire leur prospérité. Les révolutions nationalistes « communistes » ont continué de se produire dans les pays pauvres (en particulier en Chine, en Corée, au Vietnam, en Yougoslavie et à Cuba), et l'Italie et la France comptaient de grands partis « communistes ». Les pays impérialistes continuaient d'entrer dans des guerres coloniales (la plus grande pour les Etats-Unis étant en Corée et au Vietnam). Comme mentionné, l'existence des armes nucléaires était quelque chose que l'ont pouvait craindre.

Pendant ce temps, même aux États-Unis, il y avait des poches de pauvreté (l'« Autre Amérique »). L'ensemble du Sud était appauvri et freiné par ses lois anti-noirs vicieuses. Les syndicats avaient abandonné leurs efforts pour organiser le Sud. Des millions d'Afro-Américains vivaient sous une forme de répression totalitaire. A droite, l'hystérie anti-communiste avait balayé la nation, conduisant les gauchistes hors des syndicats et de l'emploi, attaquant la liberté d'expression et d'association. L'économie dans son ensemble subissait encore des cycles économiques d'expansion et de récession, même si elle était affectée d'une manière moins profonde, plus modérée qu'avant.

Les causes de la prospérité d'après-guerre

Si, comme je le prétends, le capitalisme était entré dans sa période de déclin, alors, il est nécessaire de se poser quelques questions : Quelle est la cause de ce boom de l'après-Seconde Guerre mondiale (même avec ses limites) ? A-t-il réfuté le concept de l'époque de la décadence du capitalisme ? Ma réponse, brièvement, est que *ce que la Grande Dépression ne pouvait pas faire pour restaurer au capitalisme sa santé apparente, la guerre mondiale pouvait le faire.*

La dépression ne pouvait pas en faire assez pour détruire les valeurs du capital constant, mais la guerre mondiale a détruit le capital constant lui-même – les usines, les machines, les routes, les bâtiments, et les matières premières sont partis en flammes dans toute l'Europe et en Asie. Ces derniers ont été reconstruits après la guerre avec une technologie plus moderne, plus productive.

De même, la valeur du capital variable – de la marchandise force de travail – descendait avec les massacres et la destruction sociale de la guerre dans le monde entier. Il a fallu des décennies aux travailleurs instruits et hautement qualifiés de l'Europe pour retrouver leur niveau de vie d'avant la Première Guerre mondiale. Dans ce cas, cependant, le capitalisme a également bénéficié de trente ans de défaites de la classe ouvrière, d'échecs des révolutions, et des contre-révolutions réussies, avec les horreurs du nazisme et du stalinisme. Cela a abouti, dans la période juste après la Seconde

Guerre mondiale, à une situation où les partis sociaux-démocrates et staliniens ont, de manière générale, freinés les luttes de la classe ouvrière.

L'économie américaine a été pompée à travers la relance massive des dépenses militaires, beaucoup plus que le New Deal ne l'avait jamais tenté. L'Etat a pris la richesse de l'ensemble de la société et l'a concentrée dans les mains de quelques semi-monopoles « centralisés et concentrés ». Des niveaux élevés de dépenses militaires ont continué après la guerre, destinées à la fois aux forces armées conventionnelles, mais aussi aux missiles et aux bombardiers dotés d'armes nucléaires. Le président Dwight Eisenhower a nommé cela le « complexe militaro-industriel », et certains marxistes l'ont appelé l'« économie d'armement permanent ». Cette politique a également été qualifiée de « keynésianisme militaire » ou de « keynésianisme armé ».

La concentration a été augmentée à l'échelle mondiale, tout comme l'impérialisme international a été réorganisé. L'empire britannique (ainsi que les Français, les Hollandais, etc.) a été essentiellement remplacé par la règle hégémonique du capital américain. Le dollar est devenu la monnaie dominante dans le monde.

Aux États-Unis, la guerre a été suivie par une expansion de la dette et de la spéculation, en particulier dans les domaines de la « FIRE » (finance, insurance, and real estate ; en français : de la finance, des assurances et de l'immobilier). Pendant ce temps, se produisait une explosion de l'industrie automobile, qui a élargi les industries de l'acier, du caoutchouc et du verre, la construction de routes, et a abouti à la construction de la banlieue.

Ces forces ont contrées les tendances à long terme de stagnation et de déclin. Elles n'étaient pas à bout de souffle jusqu'au milieu des années 1960. De 1970 jusqu'au milieu des années 70, l'économie capitaliste mondiale a commencé à glisser, de nouveau (avec des hauts et des bas), de manière plus profonde vers la stagnation.

Les limites du boom d'après-guerre

Comme l'État pouvait dépenser autant d'argent pour la guerre et la préparation à la guerre, les libéraux se sont demandé s'ils ne pourraient pas obtenir les mêmes effets économiques en dépensant des fonds pour des causes socialement utiles : la santé pour tous, de nouvelles écoles, l'environnement naturel, des maisons pour les sans-abris, etc. ? Ils en ont appelé à un « nouveau New Deal ».

Au sens le plus abstrait, cela pouvait être fait. Les pays d'Europe occidentale, au sein desquels se sont développés d'influents partis sociaux-démocrates ou « communiste », fournissaient de meilleurs services, plus sociaux que les États-Unis (en commençant par la couverture maladie universelle) – dans les limites du capitalisme. Cependant, il existe des raisons de classe pour lesquelles l'Etat capitaliste ne peut pas fournir de vastes fonds à des fins sociales. Même en Europe occidentale, les services sociaux ont subi des attaques féroces pendant un certain temps, bien qu'elles commencent à générer plus d'avantages que la population américaine n'en a jamais eu.

Tout simplement, la classe capitaliste n'a pas l'intention de laisser une grande partie de ses profits collectifs (valeur du surplus total) être remis à la classe ouvrière. Ce serait réduire le profit global, et renforcer politiquement les travailleurs. Avec plus de soutien social sur lequel se reposer, les travailleurs pourraient être plus enclins à frapper et à exiger un salaire plus élevé. Les produits socialement utiles, tels que les maisons, la nourriture, les soins médicaux, etc. seraient en concurrence sur le marché avec les mêmes marchandises fabriquées par des capitalistes privés. Idéologiquement, si la population américaine estimait que l'Etat pourrait fournir un haut niveau de prestations et produire les produits nécessaires, alors elle pourrait penser, « Pourquoi avons-nous besoin des capitalistes? ». Les travailleurs pourraient commencer à penser dans le sens d'une sorte de socialisme. Ce ne serait pas le bon, du point de vue de la bourgeoisie. Ce n'est pas la raison pour laquelle ils ont construit l'Etat bourgeois !

D'autre part, les dépenses militaires sont acceptables parce qu'elles sont une subvention directe de l'Etat aux grands capitalistes. Elles ne font pas concurrence aux autres produits sur la place du marché (personne ne fait des missiles nucléaires pour la vente privée, pas légalement). Elles canalisent la valeur de certaines des plus grandes sociétés. Elles ont leur propre justification idéologique (« défense »), de sorte qu'elles peuvent être ignorées lorsque les politiciens coupent les avantages sociaux pour les travailleurs et les pauvres.

Je me concentre sur les effets économiques des dépenses militaires, mais je ne nie pas qu'elles aient leurs usages pour l'empire. Les États-Unis ont des besoins matériels pour envahir des petits pays. Même les missiles nucléaires sont censés être utiles pour dissuader les attaques nucléaires des ennemis, bien qu'il s'agisse d'une manière de penser délirante (puisque toute utilisation de ces « armes » détruirait la fois l'attaquant et le défenseur).

Mais la base économique des dépenses militaires devient évidente chaque fois que le gouvernement considère l'ajout de nouvelles armes ou l'annulation des anciennes. Les entreprises qui les fabriquent projettent leurs lobbyistes à la vitesse supérieure. Ils attisent les travailleurs qui fabriquent ces produits afin de démontrer et d'organiser. Les politiciens des régions où elles sont fabriquées (même dans zones complètement séparées) exigent la construction de ce produit, tout comme leurs maîtres capitalistes (bailleurs de fonds pour leurs campagnes de réélection) le leur disent.

Mais les dépenses d'armement comprennent une faiblesse inhérente. Lorsque les tracteurs, par exemple, sont produits, ils peuvent être utilisés par les agriculteurs pour cultiver des choses. Si des bulldozers sont construits, ils peuvent être utilisés dans le cycle de production suivant pour construire des bâtiments. Mais que faire si le gouvernement paie les entreprises pour produire des tanks ? Une fois dans l'existence, soit les tanks restent à la maison, ne produisant rien, soit ils sont envoyés à l'étranger, où ils détruisent des choses. C'est encore plus vrai pour les missiles nucléaires intercontinentaux. Beaucoup de valeur est placée dans leur fabrication, mais ils ne doivent pas être utilisés et nous espérons qu'ils ne le seront jamais. Quelle que soit leur importance politique ou militaire, économiquement, ce sont les mêmes qui paient des gens pour creuser de grands trous et les remplir à nouveau.

Supposons que le gouvernement décide de faire quelques missiles. Il dispose d'un fonds monétaire, de certaines taxes (provenant en fin de compte de la piscine de plus-value) et de la plupart des emprunts (la vente d'obligations). Il paie une entreprise capitaliste pour les fabriquer (y compris ce que l'entreprise compte comme profit). L'entreprise achète le matériel nécessaire (capital constant), tels que l'acier et les machines. L'entreprise embauche des travailleurs (capital variable) pour fabriquer les missiles. À la fin de ce processus (1) le gouvernement s'est endetté plus profondément (2), mais les acheteurs des obligations d'État se comptent parmi ceux qui disposent de nouvelles richesses, (3) l'entreprise dispose de profits qu'elle verse à ses actionnaires et / ou enregistre de nouveaux investissements, (4) les salaires des travailleurs sont dépensés dans les biens de consommation, les soins de santé, et l'envoi de leurs enfants à l'université. Mais, alors que tout ce papier (obligations, actions de la société sur les armes, argent) a augmenté et continue à circuler, il n'y a pas de nouveaux produits sur le marché ! La richesse de papier qui circule est ce que Marx appelait la « valeur fictive » ou, lorsqu'il est utilisé en tant que capital, le « capital fictif ».

Il est assez dément de penser qu'un système économique se maintient (en grande partie) sur la base de la préparation de la mort nucléaire massive. Il est encore plus démentiel d'avoir une économie qui se maintient en ne produisant effectivement... rien. C'est l'époque de la décadence capitaliste.

Le capital fictif

Marx parle de « capital réel » (pour du capital-marchandise et du capital productif) (*Le Capital III*, 1967 ; p 476). Il le distingue du « capital fictif » ou « imaginaire » tels que les bons du Trésor. Ceux-ci représentent des prêts antérieurs d'argent à l'État, de l'argent qui a été dépensé par l'entreprise. Ce que les détenteurs d'obligations possèdent, c'est « une réclamation ferme sur une certaine partie des revenus de la taxe ... Ces billets à ordre, qui sont émis pour le capital initialement prêté et depuis longtemps passé, ceux-ci [sont] des papiers doublons de capital consommé » (idem ; pp. 476-477). Pourtant, ils peuvent être achetés et vendus comme s'ils étaient réels. Marx va plus loin :

« Les titres de propriété à des travaux publics, chemins de fer, les mines, etc., sont en effet ... des titres à capital réel ... Ils viennent pour représenter nominalement le capital inexistant. Pour le capital réel existe côte à côte avec eux et ne change pas les mains à la suite du transfert de ces doublons d'une personne à une autre ... Comme les doublons qui sont eux-mêmes des objets de transactions que les matières premières, et donc pouvoir circuler aussi capitaux valeurs, ils sont illusoire ... Ce type d'argent imaginaire, de richesse, non seulement constitue une partie très importante de la richesse de l'argent des personnes privées, mais aussi du capital de banquier ... » (idem ; pp. 477-478).

La production d'armes, ou d'autres formes de dépenses publiques, ne sont pas les seules créations de capital fictif. Lorsque les prix des maisons augmentent dans une bulle du logement (mais que rien de nouveau n'a été ajouté au boîtier, et qu'il n'y a pas de nouvelle richesse réelle), il s'agit du capital fictif. Lorsque l'huile est produite et que les profits ne tiennent pas compte de la nécessité future de payer pour obtenir difficilement du pétrole, il s'agit du capital fictif. Louer des terres qui n'ont pas été améliorées par le travail humain est du capital fictif. La richesse créée par l'accumulation primitive est du capital fictif.

Quand se produit de la spéculation sur les actions et les obligations, avec des relations de plus en plus éloignées de l'économie réelle, qu'elles représentent soi-disant, il s'agit du capital fictif. Lorsque des « instruments » financiers toujours plus complexes sont créés, si complexes que même ceux qui les conçoivent éprouvent des difficultés à comprendre ce qu'ils signifient vraiment, il s'agit du capital fictif. « Tout, ici, semble déformée, puisque dans ce monde de papier, le prix réel et sa base réelle n'apparaissent nulle part, mais seulement des lingots, des pièces de monnaie métallique, des notes, des lettres de change, des titres... L'ensemble du processus devient incompréhensible ... » (idem, p. 490).

Pendant les périodes de prospérité, il est pris pour acquis que la richesse de papier représente la richesse réelle, et peut être transformé en richesse réelle chaque fois que nécessaire. Pendant ce temps, le papier (ou les spots sur un écran d'ordinateur) est acheté et vendu, échangé et réarrangé, donnant l'impression que tout est prospère et rentable, en dépit de la stagnation de l'économie réelle.

Surtout quand les taux de l'économie réelle de profits stagnent ou baisse (en raison de la baisse du taux de profit et de la croissance des monopoles), puis il y a la pression pour faire de l'argent en investissant dans du capital de plus en plus fictif. Ce phénomène a été nommé la « financiarisation » de l'économie. Il se rapporte à la hausse des investissements dans les prêts et dérivés exotiques. (Il ne se réfère pas nécessairement à la théorie de Hilferding et Lénine, selon laquelle les banques dominent les monopoles capitalistes, ce qui était vrai pour un temps, seulement. La vérité est que les banques sont devenues des semi-monopoles et sont intégrés avec le reste du capitalisme oligopolistique-financier.)

Dans une récession, tout à coup, il y a un mouvement précipité pour transformer le papier en marchandises réelles, ou pour faire en sorte qu'ils représentent des marchandises réelles (par exemple, de l'or ou de maisons ou de machines). La nécessité pour les biens et services qui ont été produits par le travail socialement nécessaire reprend ses droits, du fait que l'économie va de valeur fictive à la valeur réelle. Il se trouve qu'il existe beaucoup moins de valeur qu'il n'existe de valeur fictive. Un peu comme dans jeu de chaises musicales, beaucoup de capitalistes n'ont nulle part où s'asseoir.

Un gros krach, à la fin d'un cycle d'affaires, permettrait de déblayer beaucoup de ce capital fictif. Mais la prospérité à long terme qui a modulé le cycle a empêché de tels krachs. Par conséquent, le montant de capital fictif – de la dette et des instruments financiers spéculatifs – a continué d'augmenter dans des proportions vertigineuses, pour les groupements et le secteur privé. Cela continue de mettre la pression sur le système pour qu'un vrai, grand, accident, re-stabilise le système.

La consommation improductive

Marx a sommairement divisé l'économie en un Département I (production de capital constant) et un Département II (production de biens de consommation). Le Département II fournit surtout la classe

ouvrière (capital variable). Les travailleurs ont besoin de nourriture, de logements, de soins, et de divertissements, afin de ré-entrer dans le cycle de production – c'est à dire de retourner au travail le lendemain.

Les capitalistes consomment également des marchandises, bien sûr. Cependant, leurs repas gastronomiques, hôtels et yachts, sont des marchandises de luxe ; ils ne ré-entrent pas dans le cycle de production, parce que les capitalistes ne sont pas nécessaires pour la production. Marx a traité cela comme un ruban du Département II, la consommation improductive. Elle est distincte de la consommation productive impliquée par l'utilisation des marchandises dans le processus de production de plus-value. La consommation improductive de marchandises de luxe des capitalistes est entièrement payée par les revenus des capitalistes (en utilisant la plus-value, mais pas en la créant). Les couches moyennes de la société travaillent surtout pour les capitalistes (directement ou indirectement) et sont payés sur des plus-values (ils ne créent pas de nouvelle plus-value).

Avec les dépenses en armements et des formes similaires de la production de gaspillage, il s'est produit une énorme expansion dans cette production « de marchandises de luxe ». Certains post-marxistes préfèrent classer les marchandises de luxe, la production d'armes, et les autres déchets, dans un Département III. Il s'agit de la *production non-reproductive*, ou de la consommation improductive.

La production gouvernementale d'armes, le capital fictif, l'accumulation primitive et la financiarisation ont permis de maintenir le capitalisme sur une longue période après la Seconde Guerre mondiale. La prospérité apparente a duré environ 30 ans. Depuis lors, il est sur une pente descendante, et la situation continue d'empirer. On constate une réaffirmation des tendances sous-jacentes de l'époque de la décadence capitaliste. Voilà la situation que nous vivons à présent et que nous continuerons à vivre, je crois, jusqu'à ce qu'il se produise soit un effondrement de la civilisation, soit une révolution dirigée par la classe ouvrière.

Ma raison de discuter du boom d'après-guerre n'était pas de conduire à une analyse de la crise économique actuelle ou de prédire l'avenir. Elle était de démontrer que la période de prospérité apparente n'a pas contredit le concept de l'époque de la décadence capitaliste. Elle consistait également à montrer que le concept de « capital fictif » de Marx est utile pour comprendre le monde d'aujourd'hui.

Chapitre 7: le capitalisme d'État

Comme cité précédemment, Marx décrit une tendance du capitalisme à développer des entreprises plus grandes et plus importantes, en dépit de contrecarrer les tendances à la rupture en unités plus petites. Les tendances à la centralisation et la concentration étaient dues, entre autres facteurs, à l'accumulation (de plus en plus grande), la concurrence (certaines entreprises battant les autres entreprises et les absorbant), la lutte des classes (devenir plus large afin de mieux dominer les travailleurs), et l'utilisation du crédit et du capital fictif. La semi-monopolisation été à la source d'une intervention croissante de l'Etat dans l'économie, pour soutenir les entreprises géantes. Marx observait que la tendance générale tendait vers la fusion une seule firme, (il ne dit pas si cette tendance devrait un jour être complétée). Par voie de conséquence, cela ne met pas fin à la concurrence, puisque même une seule entreprise nationale se retrouverait dans l'environnement du marché mondial, en concurrence avec d'autres entreprises géantes.

Dans ses « Notes sur Wagner », Marx écrit : « Lorsque l'Etat lui-même est un producteur capitaliste, comme dans l'exploitation des mines, des forêts, etc., son produit est une « marchandise » et donc possède le caractère spécifique de toute autre marchandise » (cité dans Kliman, 2012 ; p. 210).

Engels et Marx

Ce concept, d'une tendance du capitalisme vers un système unifié, étatisé, a été élaboré par Frederick Engels dans un passage de son livre, *l'Anti-Dühring* (plus précisément, *la Révolution de Herr Eugen Dühring en sciences*). Engels pensait ce passage si important, qu'il l'a répété quand il a pris les pièces sur *l'Anti-Dühring* pour réaliser son pamphlet, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*.

Mais d'abord, il est utile de dire quelque chose à propos de la relation d'Engels à Marx. Il y a ceux, notamment parmi les marxistes libertaires, qui critiquent Engels comme étant le premier des « post-marxistes », ayant dirigé le mouvement marxiste dans la mauvaise direction. Plutôt que de critiquer Marx pour des choses sur le mouvement marxiste historique qui leur déplaît, ils blâment Engels. Ils prétendent mieux comprendre Marx que ne l'a fait son partenaire politique de longue date et ami le plus cher ! Si c'était vrai, cela devrait soulever des questions a propos de Marx ; comment se fait-il qu'il ne pouvait pas expliquer ses idées, même à Engels ? Engels, après tout, était une personne très brillante, même s'il n'était pas un génie aussi imposant que Marx.

Ils reprochent à Engels, en particulier, d'avoir interprété le matérialisme dialectique de Marx d'une manière rigide et mécaniste. Ils rejettent l'idée que la dialectique devrait être totalement appliquée à la nature et à la science physique, plutôt que seulement à la société humaine. Ils rejettent en particulier *l'Anti-Dühring* d'Engels (et sa *Dialectique de la Nature*). Malheureusement pour eux, Marx est connu pour avoir lu *l'Anti-Dühring* et discuté de tout cela avec Engels avant sa publication. Marx a rédigé un de ses chapitres – ce qu'il aurait difficilement fait s'il avait été en désaccord avec les parties principales.

Les marxistes anti-Engelsiens lui reprochaient eux-aussi le développement réformiste du Parti Social-Démocrate Allemand (et des autres partis qu'il influencé). Avec la Première Guerre mondiale, le parti a appuyé la guerre impérialiste et le gouvernement monarchiste qui l'a mené. Après la guerre, il a saboté la révolution des ouvriers allemands et dirigé l'armée allemande dans l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et de beaucoup d'autres (comme l'anarchiste Gustav Landauer).

Etait-ce, dans une certaine mesure au moins, la faute d'Engels? Peut-être, mais seulement si nous tenons compte du fait qu'il ait été insatisfait depuis longtemps des tendances droitières du parti, et qu'il l'avait exprimé. Mais il n'a pas mené de bataille, en espérant que la lutte de classe arrangerait les choses.

D'autre part, c'était Marx qui avait prôné la politique de construction de partis de la classe ouvrière pour se présenter aux élections, indépendamment des partis bourgeois libéraux et conservateurs.

C'était Marx qui avait déclaré qu'il pourrait être possible pour ces partis d'arriver au pouvoir pacifiquement par la voie électorale, au moins en Grande-Bretagne ou aux États-Unis (Habituellement il ajoutait cependant qu'un tel événement serait probablement suivi par des rébellions militaires pro-capitalistes). En fait, ce fut la plus grande différence pratique entre Marx et Bakounine dans la Première Internationale. Chacune des deux tendances était pour former des syndicats, mais les marxistes voulaient travailler à la construction de partis électoraux et les anarchistes étaient contre ces derniers, en expliquant qu'ils conduiraient à la corruption du mouvement ouvrier (À mon avis, le recul historique montre que les anarchistes avaient raison).

Je ne veux pas discuter ici de matérialisme dialectique ou d'électorisme. Je ne nie pas le fait qu'Engels et Marx étaient des personnes différentes avec différents styles de pensée ou d'écriture. Mais le travail d'Engels constituait autant une partie des bases du marxisme que celui de Marx ; ils sont tous deux responsables de ses forces et ses faiblesses.

Le concept de capitalisme d'État d'Engels

Engels a été impressionné par la montée des « trusts », à travers lesquels toutes les entreprises, dans un secteur donné, au niveau national ou international, ont accepté de diviser un marché et de fixer les prix. En fait, comme les trusts étaient basés sur des compagnies distinctes qui grossissaient ou se réduisaient tout le temps, ils avaient tendance à se briser éventuellement. Ils n'avaient pas le pouvoir de stabilité des sociétés multinationales d'aujourd'hui.

« ... Le représentant officiel de la société capitaliste – l'Etat – devra finalement entreprendre la direction de la production ... La transformation des grands établissements de production et de distribution dans les sociétés par actions, les fiducies, et propriété de l'Etat montrent comment la bourgeoisie sont inutiles ... Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant effectuées par les salariés. Le capitaliste n'a pas de fonction sociale plus loin que ce que d'empocher les dividendes, arrachant coupons, et le jeu à la Bourse ... »

« Mais la transformation, soit en sociétés par actions et les fiducies, ou dans la propriété de l'État, ne fait pas disparaître la nature capitaliste des forces productives ... L'État moderne, quelle que soit sa forme, est essentiellement une machine capitaliste, l'état des capitalistes, la personnification idéale de la capitale nationale totale. Le plus il procède à la prise en charge des forces productives, plus elle devient capitaliste nationale, les plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés-prolétaires. Le rapport capitaliste ne se fait pas disparaître. Il est plutôt porté à la tête. Mais apporté à une tête, il bascule » (Engels, 1954; pp. 384-386).

Engels expliquait que le point culminant de corporations, des trusts, et des monopoles, était celui du capitalisme d'Etat (bien qu'il n'utilise jamais réellement le terme). Il n'a pas précisé s'il attendait à ce que cela se produise réellement ou s'il s'agissait simplement de décrire une tendance.

De la manière dont il a décrit le capitalisme d'Etat, l'économie serait gérée par des « salariés », des bureaucrates, des fonctionnaires, des gestionnaires, etc. Ils sont l'Etat, et, en tant que tel, la personnification du capital. Autrement dit, ils exploiteraient les travailleurs selon une modalité capitaliste (par opposition aux méthodes de la féodalité, de l'esclavage, ou de quelque nouvelle société de classe). Il s'attendait à ce que la bourgeoisie soit toujours là, vivant comme des possesseurs d'actions parasites, mais ne parvenant pas réellement à quoi que ce soit.

En revanche, Bakounine avait prédit que l'économie complètement étatisée amènerait au développement d'une nouvelle classe dirigeante, composée des couches les plus aisées et des travailleurs intellectuels socialistes. Dans leurs écrits sur le « mode de production asiatique » et d'autres aspects de la société pré-capitaliste, Marx et Engels avaient discuté des sociétés antérieures où les moyens de production, notamment la terre, avaient été détenues par l'Etat, et avaient été collectivement gouvernés par les classes bureaucratiques. Ils ne connectaient pas cela à leurs écrits sur l'étatisation capitaliste. Ils ont estimé que ces sociétés (par exemple, certains des empires « indiens » d'Amérique centrale) étaient pratiquement stagnantes, manquant d'une dynamique d'accumulation capitaliste.

Sous le capitalisme d'Etat, les prolétaires seront toujours là (pas des esclaves ou des serfs, mais des prolétaires). Ils vendront leur marchandise force de travail au capitaliste collectif, à l'Etat, et travailleront pour produire des marchandises, y compris plus de marchandises que ne le nécessite la reproduction de leur force de travail, c'est-à-dire de la plus-value. Il n'a fait aucun commentaire sur la poursuite de la concurrence à l'échelle internationale, entre le capital de l'Etat national et d'autres capitaux (soit des capitalismes d'Etat similaires, soit d'autres sortes d'entreprises monopolistiques). C'est à mon avis implicite.

Le capitalisme d'Etat en Réalité

La tendance à l'intégration de l'Etat à l'économie capitaliste est depuis longtemps observable. Les gouvernements capitalistes ont possédé des chemins de fer et d'autres entreprises de production, même des usines d'automobiles ou des mines de charbon. Même maintenant que les droites anti-keynésiennes ont remporté l'hégémonie sur le discours économique, l'étatisme ne s'est pas vraiment achevé. Malgré tous les discours sur le « marché libre » et la « liberté », les droitiers n'en ont pas appelé à la diminution de la grande subvention de l'Etat à la production d'armes. En attendant, ils sont les champions du renforcement de la police et de la puissance militaire de l'Etat.

Mais l'étatisation complète n'est pas venue de la fusion des monopoles capitalistes traditionnels. Elle est venue à travers les révolutions marxistes-léninistes conduites en Russie, en Chine, à Cuba et dans d'autres pays, et de l'expansion de la puissance militaire de l'Union soviétique en Europe de l'Est. Dans ces pays, les bourgeoisies faibles ont été renversés, mais la classe ouvrière était également trop faible pour prendre le pouvoir (ou, en Union soviétique, peut-être, pour maintenir le pouvoir).

En conséquence, les systèmes qui se sont développés différaient, de certaines façons, du modèle du capitalisme d'Etat d'Engels. Il a postulé que la bourgeoisie impuissante avait été anéantie. Et le système se recouvrait lui-même, d'un pseudo-socialisme, semi-marxiste, idéologique, lui servant à s'auto-justifier et à confondre la population.

Cependant, comme Engels (et Bakounine) l'avaient décrit, la puissance réelle résidait dans une couche de « salariés », une bureaucratie collectiviste. Ils possédaient « la propriété » de l'Etat, en ce sens que, collectivement, ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient avec (ce qui l'essence même de la propriété). Collectivement, ils ont tenu une « propriété privée », dans le sens où elle a été maintenue « privé » (séparée) de la masse de la population. Les bureaucrates individuels vivaient beaucoup mieux que les travailleurs ordinaires. Ils ne pouvaient pas transmettre directement leur propriété à leurs enfants, mais, par l'éducation et les relations, leurs enfants étaient garantis d'une place dans la bureaucratie.

L'Etat reste un Etat capitaliste, un instrument bureaucratique et militaire-centralisé de l'accumulation du capital. Quelque chose comme un Etat sans classes, neutre quant à sa nature, mais seulement dépendant de celui qui le contrôle, n'existe pas.

Les travailleurs sont restés prolétaires, vendant leur marchandise force de travail, produisant de la plus-value, des marchandises, et les achetant sur le marché de la consommation.

Non seulement le capital de l'Etat total de ces pays s'inscrivait dans la concurrence sur le marché mondial, mais il était aussi divisé intérieurement en entités concurrentes et en marchés de marchandises. Comme mentionné précédemment, les travailleurs vendaient leur force de travail pour de l'argent sur un marché du travail (il y avait beaucoup plus de chiffres d'affaires du travail que ce qui était censé être). Ils achetaient des marchandises de consommation sur un marché, comme le faisaient les bureaucrates capitalistes. Les agriculteurs travaillaient dans des fermes collectives (officiellement coopératives, pas des fermes d'Etat) qui vendaient des biens sur les marchés. De plus, ils avaient de petites parcelles privées avec lesquelles ils vendaient également de la nourriture sur les marchés. Les grandes entreprises vendaient également des moyens de production aux autres (en utilisant des contrats et des comptes bancaires) ; donc des moyens de production étaient également des marchandises. Et le tout était organisé conjointement par les marchés gris et noir, faisaient des échanges et du commerce. Il y avait un « plan », un responsable économique, mais il n'était jamais suivi – pas une seule fois.

Les économies de l'Union soviétique et de la Chine maoïste étaient des formes de capitalisme extrêmement distordues et déformées. Les lois du capitalisme opéraient d'une manière indirecte et par voie de médiation. Mais un marché déformé reste encore un marché et un capitalisme déformé reste encore le capitalisme (pensez au capitalisme sous le totalitarisme nazi ou aux « villes entreprises » historiques). Ce fut une économie capitaliste ; il serait plus approprié de qualifier cela de « capitalisme étatisé » (Daum, 1990).

Engels ne s'attendait pas à ce qu'une telle société puisse durer longtemps. « Portée à la tête, elle bascule ». Marx avait souligné la manière dont les capitaux trop centralisés pour leur haut niveau de productivité technique voleraient en éclats, se dissolvant en unités plus petites, en raison de pressions concurrentielles internes. Engels en a plutôt souligné les effets politiques. Il a écrit, A propos du pouvoir monopolistique des trusts, que « ... L'exploitation y est si palpable qu'il doivent se briser. Aucune nation ne se mettra en place avec la production réalisée par les trusts, avec une exploitation aussi éhontée de la communauté par un petit groupe de fauteurs de dividendes » (p. 384). En Union soviétique, cet effet a été contré pour un temps par l'absence d'une bourgeoisie possédante traditionnelle, et par idéologie une quasi-marxiste, pseudo-socialiste. Les gens ne voyaient pas à travers ce voile au premier abord.

Pour certaines raisons, Marx et Engels ont vu que le capitalisme d'Etat était finalement fragile. Il était incapable de résoudre les problèmes fondamentaux du capitalisme, y compris ses tendances à la stagnation, à l'augmentation des conflits entre les capitalistes et les prolétaires, et une explosion, sous forme de crise, l'économie. En fait, la forme étatique et collectivisée du capitalisme en Union soviétique et en Chine s'est brisée. Compte tenu des faiblesses de la classe ouvrière de l'époque, malheureusement, il en est revenu au capitalisme traditionnel (avec beaucoup d'implication de l'Etat). Mais il n'y a aucune garantie que les capitalismes d'Etat ne puissent pas se présenter une fois de plus, sous certaines conditions – des conditions telles que la défaite d'une révolution de la classe ouvrière.

Le capitalisme d'État et le programme socialiste

A partir des années trente jusqu'aux années quatre-vingt, il y avait de vifs débats entre les marxistes sur la nature de l'Union soviétique (et plus tard de ses descendants). Je trouve étonnant que si peu de personnes aient cherché à la comparer aux modèles de capitalisme d'Etat d'Engels. Beaucoup de théoriciens ont insisté pour que la théorie du capitalisme d'Etat contredise le marxisme – en dépit des déclarations très claires de Marx et d'Engels. Un grand nombre de marxistes considéraient, comme le modèle de base du socialisme, la condition même que Marx et Engels considéraient comme le point culminant de la décadence capitaliste.

Pour Engels, la nationalisation de toute l'industrie par un Etat capitaliste n'est pas le socialisme, mais ce que nous appellerions aujourd'hui le capitalisme d'Etat (ou étatisé). Jusqu'à présent, les anarchistes sont d'accord avec Engels et Marx. Mais Marx et Engels croyaient que si les travailleurs parvenaient à prendre le contrôle de l'économie étatisée, à travers leur propre Etat, ce serait alors, non pas le capitalisme d'Etat, mais le début du socialisme. L'économie collectivisée conduirait à la fin des classes et de l'Etat, comme l'appareil d'Etat se transformerait en institution bénigne, non coercitive. Engels a écrit:

« Le prolétariat prend le pouvoir politique et transforme les moyens de production en première instance en propriété d'Etat. Mais ce faisant, elle se supprime en tant que prolétariat, abolit toutes les distinctions de classes et ses antagonismes de classe, abolit aussi l'Etat en tant qu'Etat ... Le gouvernement des personnes est remplacé par l'administration des choses, et par la conduite du processus de production. L'Etat n'est pas « aboli ». Il dépérit ». (Engels, 1954 ; pp. 388, 389).

En revanche, Kropotkine a écrit, dans un article sur « l'anarchisme » pour l'*Encyclopaedia Britannica* de 1910 : « Les anarchistes considèrent ... que remettre à l'Etat de toutes les principales sources de la vie économique – la terre, les mines, les chemins de fer, les services bancaires, les assurances et ainsi de suite – de même que la gestion de toutes les principales branches de l'industrie, en plus de toutes les fonctions déjà accumulés dans ses mains (éducation, religions soutenus par l'État, de la défense du territoire, etc.) ne reviendrait qu'à créer un nouvel instrument de la tyrannie. Le capitalisme d'Etat ne ferait que renforcer les pouvoirs de la bureaucratie et du capitalisme ». (1975 ; pp. 109-110)

Le fait que cela implique un Etat bourgeois ou un soi-disant Etat des travailleurs ne saurait faire une différence.

Avec le bénéfice de plus d'un siècle de recul, nous pouvons juger de qui avait raison.

Chapitre 8: socialisme ou barbarie?

Comment une révolution prolétarienne pourrait-elle advenir selon la vision de Marx ? Selon la « loi générale de l'accumulation capitaliste », il y aura une polarisation économique (sociale et politique) croissante. Au sommet, une couche plus petite et plus concentrée de personnes très riches sera servie par les salariés. Il y aura des semi-monopoles, moins nombreux mais plus grands, de plus en plus intégrés aux banques, aux spéculateurs, et à l'Etat. A L'autre pôle économique il y aura des travailleurs. Leurs salaires et traitements seront constamment sous pression. En dessous d'eux, se trouvera une couche de chômeurs grandissante et un nombre croissant de personnes très pauvres, dans les pays capitalistes industrialisés et le monde entier, dans les pays les plus pauvres. Il y aura, de manière croissante, un « enchevêtrement de tous les peuples dans le filet du marché mondial ». (*Le Capital I*, 1906 ; p. 836)

Les lois du capital, même déformées dans la pratique, ne cesseront pas. Dans sa phase de déclin, le taux de profit décline. La Stagnation augmente ; même la croissance est unilatérale et déséquilibré (se développant par-ci, diminuant par là). Il y aura du chômage, du sous-emploi, de la sous-utilisation des capacités de production, des crises économiques, de l'inflation et de la déflation, du capital fictif remplaçant l'accumulation de capital réel, des piscines de pauvreté, même dans les pays les plus riches, du « sous-développement » dans les nations les plus opprimées, avec une croissance déséquilibrée pour certaines. Il y aura des guerres constantes ainsi que des catastrophes écologiques. Il s'agit de notre monde d'aujourd'hui, n'est-ce pas ?

Marx attendait une réponse de la part de la classe ouvrière. Le système lui-même pousse les travailleurs à prendre conscience de leur situation et à se rebeller. « Avec l'accumulation du capital, la lutte de classe, et, par conséquent, la conscience de classe des ouvriers [note], se développe ». (Idem ; p. 717). Il « ... pousse la révolte de la classe ouvrière, une classe augmentant toujours en nombre, et disciplinée, unie, organisée par le mécanisme même du processus de production capitaliste lui-même ... Le Capital devient une entrave au mode de production ... La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail ... devenus incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en morceaux ... engendre de la production capitaliste, avec l'inexorabilité d'une loi de la nature, sa propre négation ... Nous assistons à l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse du peuple. » (Idem ; pp. 836-837)

La classe ouvrière ?

Compte tenu des prévisions générales ci-dessus, les critiques ont soulevé diverses objections. La première consiste à mettre l'accent sur la rébellion de la classe ouvrière (sans parler des « travailleurs »). Les critiques soulignent que la classe ouvrière n'a jamais fait une révolution socialiste victorieuse (en laissant de côté le cas ambigu de la Russie 1917). Ils ajoutent que la classe ouvrière américaine, en particulier, comprend un grand nombre de personnes atteintes de conservatisme, même d'une vison d'extrême-droite, et le reste a tendance à être modéré ou, tout au plus, des libéral.

Certains soutiennent qu'il y a d'autres sources de la rébellion. Il existe des classes non-prolétariennes qui sont exploitées économiquement (en particulier les paysans ; qui représentent encore une grande classe à l'échelle mondiale, sinon en Amérique du Nord). Certaines formes d'oppression ne sont pas liées aux classes (celles des femmes, des personnes de couleur, les nationalités opprimées, les gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres, les personnes physiquement handicapées, et beaucoup d'autres). Certaines questions ne sont prétendument pas directement liées à la classe (en particulier la guerre et les cataclysmes écologiques).

Certains en tirent la conclusion que la lutte de la classe ouvrière est seulement l'une des, disons, trois ou cinq luttes clés. Dans la pratique, leurs conclusions politiques peuvent ne pas être très différentes de celles d'un marxisme sophistiqué ou d'un anarchisme lutte de classes.

D'autres en ont conclu que la lutte de la classe ouvrière devait être rejetée car elle n'était pas très importante. Peut-être que les travailleurs sont considérés comme encore moins susceptibles de se

rebeller que les autres sections opprimées de la population. Ce point de vue est en désaccord avec le noyau dur du marxisme de Marx. Il rejette également un élément clé de la révolutionnaire, la lutte des classes, le communisme libertaire. Cependant, il existe beaucoup de « marxistes » et d'anarchistes qui sont d'accord avec ce rejet de la lutte de la classe ouvrière. (les Marxistes-léninistes manifestent un intérêt formel pour la classe ouvrière, mais acceptent les armées paysannes comme base dirigée par des dictateurs staliniens, comme en Chine, comme des révolutions socialistes, et acceptent les gouvernements sans contrôle ouvrier en tant que « dictatures du prolétariat ».)

Marx et Engels n'ont jamais cru que la lutte des classes n'était qu'une lutte d'intérêts. Lorsqu'il était jeune, Marx avait été un des chefs de file de la lutte pour la démocratie bourgeoise, avant qu'il ne devienne communiste. Il n'a jamais cessé de soutenir toutes les luttes pour l'expansion de la démocratie, tels que les chartistes britanniques, qu'importe s'ils étaient directement liés à la lutte de classe. Il a lutté pour la libération nationale de la Pologne et de l'Irlande. Marx faisait partie de l'effort du mouvement ouvrier britannique pour soutenir le Nord dans la guerre civile américaine, en alliance avec les abolitionnistes les plus extrêmes. Ils se sont battus contre les vues pro-proprétaires d'esclaves d'une grande partie de la classe supérieure britannique (Proudhon, comme un suprémaciste blanc, a soutenu le Sud). Il s'agit seulement d'une partie de l'enregistrement.

Plus que les autres, Marx et Engels ont vu la nécessité pour la classe ouvrière de s'allier avec d'autres opprimés et exploités pour faire avancer leur cause. A la fin de sa vie, Engels a essayé de persuader le Parti social-démocrate allemand d'élaborer un programme avec lequel il serait possible d'attirer la masse des paysans (majoritairement conservateurs). Je ne dis pas que Marx et Engels développaient une compréhension adéquate de toutes les oppressions ; ils ne l'ont pas fait. Mais ils étaient loin de préconiser une perspective de classe uniquement ouvrière.

Cependant, Marx mettait la classe ouvrière au cœur de sa stratégie pour libérer la société. Il pensait qu'au fond de la civilisation se trouvait un système d'exploitation des travailleurs. Il provenait de la plus-value grâce à laquelle dirigeants avaient obtenu leurs richesses. Tout du moins, cette forme d'oppression économique coïncidait avec et interagissait avec toutes les autres formes d'oppression. Si les travailleurs, en particulier ceux qui sont au bas de la société, se soulevaient, ils secoueraient tout le système et soulèveraient toutes les questions.

« Tous les mouvements précédents étaient des mouvements des minorités dans l'intérêt des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement indépendant de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, la strate la plus basse de la société actuelle, ne peut se soulever lui-même, ne peut pas se tenir debout, sans éclater en morceaux toute la superstructure des couches qui composent la société officielle ... »

« La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec les rapports de propriété traditionnels ; pas étonnant que, dans le cours de son développement, il constitue la rupture la plus radicale avec les idées traditionnelles » (Manifeste communiste, pp. 133, 153).

Il ne s'agit pas du fait que les travailleurs soient moralement plus opprimés que quiconque. Mais stratégiquement, comme ils produisent de la richesse de la société, ils ont les mains sur les moyens de production et de distribution. Ils ont le pouvoir d'arrêter tout le potentiel de la société dans son élan et même de le faire redémarrer d'une manière différente. Et il est dans leur intérêt direct de le faire. Ils sont ceux qui sont immédiatement opprimés par l'exploitation capitaliste. Il est plus probable que les travailleurs se rebellent contre l'exploitation plutôt que cette rébellion ne vienne des capitalistes, des commerçants, ou de la police.

Comme tous ceux qui vendent leur force de travail pour vivre, et qui ne sont pas superviseurs, la classe ouvrière moderne (y compris les conjoints de travailleurs, enfants, chômeurs, etc.) est la grande majorité de la société. Ils incluent la plupart des autres sections de la société qui sont opprimés d'autres manières (les femmes, les Afro-Américains, les migrants, etc.). Leurs intérêts ne sont pas opposés de ceux du reste des opprimés.

À plusieurs reprises, les prolétaires ont formé des organisations qui luttent pour un monde meilleur pour eux-mêmes et pour les autres. Cela comprend les grandes fédérations syndicales, ainsi que les partis socialistes ou communistes, ou les fédérations anarchistes. À plusieurs reprises ils se sont

rebellés, par divers moyens, des grèves massives aux pré-révolutions, aux révolutions réelles. En plus d'un siècle et demi, la classe ouvrière moderne s'est révoltée plus souvent et plus complètement que toute autre classe opprimée durant des milliers d'années.

Il est vrai que la plupart des membres de la classe ouvrière américaine sont pro-capitalistes, comme le sont de nombreux travailleurs dans d'autres pays (bien que les États-Unis aient leur propre histoire de luttes syndicales massives). Mais cela signifie simplement que la plupart de la population est pro-capitaliste. Nous ne sommes pas sur le point d'assister à une révolution ! Si la majorité de la classe ouvrière n'est pas prête pour une révolution socialiste, il n'y aura pas (encore) de révolution socialiste. Et quand ils seront prêts ...

Le socialisme est-il inévitable?

Ceci nous amène à un autre problème dans la perspective révolutionnaire de Marx. Expliquait-il que la révolution prolétarienne devait se produire ou seulement qu'elle pouvait advenir ? Que voulait-il dire par la phrase citée ci-dessus, « La production capitaliste engendre, avec l'inexorabilité d'une loi de la nature, sa propre négation ? » Cette inexorabilité semble présenter le processus révolutionnaire comme un processus automatique, comme un produit chimique ou une « loi de la nature » biologique. Il se réfère également à la notion de « négation » de la dialectique hégélienne. Hegel a présenté l'histoire (comme partie de la nature) se déplaçant automatiquement à travers les zigzags de la dialectique jusqu'à son objectif final, mais pré-déterminé. Ce concept est appelé « Téléologie ». Pour Hegel l'objectif final de l'histoire était son système philosophique, et – plus concrètement - la monarchie prussienne bureaucratique. Que ce soit par la science ou par la dialectique, la conscience humaine et le choix ne semblent pas avoir grand chose à voir avec le changement !

Dans le *Manifeste communiste*, Marx a exprimé la même idée, « Ce que la bourgeoisie produit, par-dessus tout, ce sont ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables » (Draper, 1998 ; p. 135 ; plus grammaticalement : « sont semblablement inévitables »)

Ceci implique que l'histoire est un mécanisme automatique, quelque chose qui arrive aux gens plutôt que quelque chose que les gens font. Le plus que la classe ouvrière puisse faire, c'est d'accélérer les processus inévitables, mais pas pour les faire se produire en premier lieu. Ce fut la principale interprétation du marxisme parmi les partis sociaux-démocrates et parmi les marxistes-léninistes.

Cette inévitabilisme se combinait avec l'approche non-morale de Marx. Nulle part dans tout son travail il n'a écrit ce que les gens devraient être pour le socialisme, qu'il y avait un droit moral de lutter pour le socialisme, ou que l'éthique était au cœur de la vision d'une bonne société. Le soi-disant socialisme serait le produit de processus naturels. En fait, ses écrits – comme sa vie – sont remplis d'une passion morale, mais elle ne fait pas partie de la partie reconnue de sa théorie.

L'anarchiste italien Errico Malatesta se plaignait du fait que son professeur, Pierre Kropotkine, développait une orientation quelque peu similaire : optimiste et irréaliste, mécaniste et fataliste, un peu comme les marxistes. « Puisque, selon sa philosophie, ce qui se produit doit nécessairement se produire, de même aussi l'anarcho-communisme qu'il désirait devait inévitablement triompher comme le ferait une loi de la nature ... Le monde bourgeois était destiné à s'effriter ; il s'était déjà brisé et l'action révolutionnaire n'a servi qu'à accélérer le processus » (Malatesta, 1984 ; p. 265). Sauf que Kropotkine, contrairement à Marx, a aussi cru en une cause morale de la révolution, et a cherché à développer une éthique naturaliste.

L'interprétation inévitabiliste peut avoir des conséquences politiques fâcheuses. Elle peut justifier de limiter la lutte au réformisme, car toute lutte conduira (soi-disant) inévitablement à la révolution. Elle peut justifier l'absence de lutte (Malatesta cite divers anarchistes qui ont pris leur retraite dans la vie privée, confiant que le monde devrait atteindre l'anarcho-communisme sans avoir à faire le moindre effort). Elle peut conduire à la répression léniniste et au meurtre de masse, car en découlera directement à la fin, la liberté socialiste, ou alors ils croient qu'ils savent. Le non-moralisme et l'inévitabilisme deviennent un problème lorsque « l'histoire » produit quelque chose qui se fait appeler « socialiste » et qui est en fait un totalitarisme meurtrier de masse. La plupart des marxistes

révolutionnaires ont été amenés à accepter ces régimes ignobles comme étant le « socialisme réellement existant ».

Elle peut aussi conduire dans la direction opposée. Marx est interprété comme prédisant que la classe ouvrière va inévitablement faire une révolution socialiste. Comme elle n'a pas effectuée depuis, alors toute la théorie doit être erronée et le programme de la révolution socialiste doit être rejeté. Beaucoup ont raisonné de cette manière.

Le choix moral

Cependant, Marx et Engels ont parfois utilisé une formulation différente. Vers le début du *Manifeste communiste*, ils écrivent que : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes ... un combat qui finissait, soit dans une re-constitution révolutionnaire de la société au sens large, ou dans la ruine commune des classes en lutte » (Draper, 1998 ; p. 105-107). Draper l'explique ainsi : « soit une révolution qui refait la société ou bien l'effondrement de l'ordre ancien à un niveau inférieur » (1998 ; p. 200). Marx avait peut-être le sort de la Rome antique à l'esprit.

Engels l'a réaffirmé à plusieurs reprises tout au long de son *Anti-Dühring*. Il a écrit que la classe ouvrière moderne devait faire la révolution socialiste ou autre visage «... couler au niveau d'un coolie chinois » alors que la bourgeoisie est « une classe sous laquelle la société de leadership est la course à la ruine comme une locomotive [avec une] soupape de sécurité coincée » (1954; pp. 217–218) Pour la classe capitaliste : « ... ses propres forces productives ont grandi sous son contrôle, et... conduisent l'ensemble de la société bourgeoise à sa ruine, ou à la révolution ». (p. 228) Quand le système capitaliste transforme la plupart des gens en prolétaires, « ... il crée le pouvoir qui, sous la pénalité de sa propre destruction, est forcé d'accomplir la révolution ». (p. 388)

Engels expliquait ici que la révolution socialiste n'est pas inévitable. C'est un choix possible. Mais si elle n'est pas choisie, à l'époque de la décadence capitaliste, la société fera face à la destruction, à la classe ouvrière réduite au niveau des travailleurs chinois affamés, surexploités, de cette époque. Par conséquent, la classe ouvrière et ses alliés doivent consciemment et délibérément décider de faire la révolution (comme nous, la minorité révolutionnaire, le voulons).

Engels n'a pas spécifié qu'il s'agissait d'un choix moral. C'était pour lui implicite. Il n'y a pas grand raisonnement éthique impliquée quant à la préférence pour la révolution socialiste par rapport à la ruine de la classe ouvrière et de toute la société. La question principale est de savoir si nous sommes d'accord avec l'analyse politico-économique, comme je le fais. Pourtant, je considère comme une faiblesse le fait que les questions éthiques ne soient pas portées plus en avant et de manière centrale.

Là où Engels a déclaré que les solutions de rechange étaient « la ruine ou la révolution », le grande marxiste révolutionnaire démocratique, Rosa Luxemburg, a déclaré que l'alternative résidait entre « socialisme ou barbarie » (Geras, 1976). Elle croyait que le capitalisme était dans son époque finale, se soutenant lui-même par l'impérialisme, ce qui conduirait à de plus grandes crises et des guerres mondiales dévastatrices. Elle prévoyait que le capitalisme, si libre, détruirait la culture et les populations, créerait des déserts là où il avait eu des villes et des nations. Elle a été accusée de croire que l'effondrement économique du capitalisme était inévitable. Elle croyait que si le capitalisme était laissé seul, en poursuivant ses propres lois dynamiques de développement, il finirait par s'effondrer, et produirait « la barbarie ». Ce fut « inévitable ». Mais elle faisait valoir le fait que, si la classe ouvrière décide d'intervenir dans l'histoire, elle sera en mesure d'empêcher la barbarie et l'effondrement ; elle sera en mesure de sauver l'humanité en effectuant la révolution socialiste.

L'anarchiste Murray Bookchin a noté que les structures hiérarchiques du capitalisme moderne menacent la survie humaine par la guerre nucléaire ou la catastrophe écologique (il a écrit cela avant que le réchauffement climatique ne soit devenu si évident). « Nous ne sommes plus confrontés au célèbre choix de Marx entre socialisme ou barbarie ; nous sommes confrontés à des alternatives plus radicales entre anarchisme ou annihilation. Les problèmes de la nécessité et de la survie sont entrés en harmonie avec les problèmes de la liberté et de la vie » (1986 ; p.62).

Dans son époque de la décadence, le capitalisme menace l'humanité avec de terribles destructions. Voilà pourquoi une révolution est nécessaire. S'il n'en était pas ainsi, alors le socialisme (en quelque sorte) pourrait n'être qu'un bel idéal, un but moralement attrayant, mais il ne serait pas nécessaire. Il ne serait pas nécessaire de demander aux travailleurs et aux autres de se livrer à de grandes luttes, de tout risquer dans une révolution, si la société capitaliste pouvait continuer sur la voie d'une amélioration progressive, avec des hauts et des bas de l'économie. En effet, il serait erroné de préconiser une révolution, avec tous ses coûts, en richesse et en sang, et en incertitudes risquées.

Tout en menaçant de destruction, l'industrialisme capitaliste a également rendu possible une nouvelle société, non-oppressive et sans classes. Sa technologie est si immensément productive qu'elle pourrait fournir beaucoup pour tout le monde, avec beaucoup de loisirs et seulement un minimum de travail. Sans nul doute, la technologie devrait être repensée pour tenir une écologie durable et une économie autogérée, mais les potentiels sont là pour le faire.

La classe ouvrière relèvera-t-elle le défi ? L'industrialisme capitaliste la pousse vers la conscience de classe et la révolution. Mais certains travailleurs sont (relativement) mieux lotis que la majorité des travailleurs dans le monde. Marx et Engels appelaient parfois cette couche de prolétaires, « l'aristocratie ouvrière ». Ces travailleurs peuvent être achetés, corrompus, ou tout simplement se sentir satisfaits de la façon dont les choses se passent. Au pôle opposé, il y a une masse de travailleurs très pauvres, y compris une partie sur-exploitée (payée moins chère que la norme de la société pour leur marchandise force de travail) et les chômeurs. Ils peuvent être épuisés, démoralisés, et submergés, se sentir indifférent à la lutte économique ou politique. Il ne peut y avoir aucune garantie que, soit la couche de la classe ouvrière, soit une tout autre couche de la société, va s'engager dans la lutte à tout moment et dans un lieu particulier.

Marx croyait que le socialisme n'était seulement possible que lorsque la technologie serait devenue assez potentiellement productive. Seulement cela rendrait possible le fait de revenir à l'égalité et la liberté du début des sociétés de chasseurs-cueilleurs de l'homme («communisme primitif»), mais avec un niveau de vie beaucoup plus élevé. Dans le passé, le socialisme (le communisme), n'était tout simplement pas possible. Il n'y avait pas assez pour tout le monde. Après les révolutions précédentes, la plupart des gens ont dû revenir à la routine quotidienne afin de nourrir tout le monde, tandis qu'une minorité fut capable de consacrer tout son temps à être des dirigeants, mais aussi des artistes ou des scientifiques. Diverses luttes de masse auraient pu produire plus de liberté si elles avaient gagné, mais elles ne pouvaient pas sauter d'un faible niveau de productivité à la libération socialiste.

Cependant, la productivité a considérablement augmenté. Par exemple, jusqu'à une période très récente de l'histoire, 95% de la population était engagée dans l'accroissement de la nourriture, de sorte que 5% ou moins pouvait vivre dans les villes et avoir une culture urbaine. Aujourd'hui, dans les pays industrialisés, les proportions sont inversées. Moins de 5% de la population produit suffisamment de nourriture pour nourrir le reste de la nation. Même si nous sommes orientés vers des méthodes entièrement organiques de l'agriculture, la proportion de ceux qui ont à effectuer les travaux de la ferme sera beaucoup plus petite que ce qu'elle a été durant la plus grande partie de l'histoire. Il est enfin devenu possible d'avoir une société qui satisfait les besoins et les désirs de tous ses membres, sous le socialisme.

« La production par des hommes librement associés [ndlr] ... », écrivait Marx, « exige de la société un certain terrassement de matériaux ou un ensemble de conditions d'existence qui, à leur tour, sont le produit spontané d'un long et douloureux processus de développement ». (p. 92)

De même Kropotkine écrivait que dans le passé, «... le pouvoir de la production de denrées alimentaires et de toutes les marchandises industrielles n'avait pas encore atteint la perfection qu'ils ont atteint maintenant ... le communisme a été vraiment considéré comme équivalent à la pauvreté et la misère générale, et le bien-être ... était accessible à un très petit nombre seulement. Mais cet obstacle bien réel et très important pour le communisme n'existe plus à présent. En raison de l'immense productivité du travail humain ... un très haut degré de bien-être peut facilement être obtenu en quelques années par le travail communiste » (2002 ; p. 172).

Ce concept de Marx et Kropotkine ne peut être prouvé ou réfuté (sans accès à un univers alternatif). J'espère qu'il est vrai. S'il n'est pas vrai – s'il était possible de réaliser le socialisme à tout moment,

puisque les gens ont commencé l'agriculture il y a dix mille ans – alors les humains ont échoué à créer le socialisme durant 10 mille ans. Cela ne rend pas nos futures chances très bonnes. Mais si la liberté socialiste n'est possible que depuis un siècle ou deux, tout au plus, en raison du développement final du nécessaire « fondement matériel », alors l'histoire ne remonte pas à longtemps. Cela suggère que nous avons encore une chance de créer une société libre et coopérative – avant que la catastrophe ne nous rattrape.

Selon le philosophe Martin Buber, Marx écrivait à Engels, en 1865, que « La question difficile pour nous est la suivante. Sur le continent, la révolution est imminente et sera immédiatement prendre une forme socialiste. Mais faut-il nécessairement ne pas être écrasé dans ce petit coin de la terre, pour voir que, sur une aire beaucoup plus vaste, le mouvement de la société bourgeoise est encore dans une phase ascendante ? » (Dans Buber, 1958; pp. 84-85). Suivant l'expression, « ce petit coin de la terre », Buber met entre parenthèses, « [ce qui signifie le continent Européen !] ». Mais alors Buber était un sioniste et Marx était un internationaliste. Marx exprimait une crainte réaliste selon laquelle la révolution socialiste européenne pourrait-être freinée par le manque de développement économique à l'échelle mondiale. Et il en fut ainsi. Marx n'avait pas réalisé que le capitalisme n'était pas encore parvenu à son époque finale, mais qu'il avait seulement atteint la hauteur de son développement. Aujourd'hui, le capitalisme industriel est entré dans sa période de déclin. L'humanité a atteint et dépassé le point où elle est capable d'industrialiser le monde entier.

Les alternatives sont donc « une re-constitution révolutionnaire de la société au sens large, ou la ruine commune des classes rivales » (Marx), « la ruine ou la révolution » (Engels), « socialisme ou barbarie » (Luxembourg), « anarchisme ou annihilation » (Bookchin). Avec cette interprétation, ce que Marx et d'autres disaient que le capitalisme produisait « avec l'inexorabilité d'une loi de la nature » la fin de la prospérité capitaliste et la stabilité, d'une façon ou d'une autre. Les bons moments, tels qu'ils étaient, ne durent pas.

Il peut sembler encore déterministe et téléologique de dire que, pas une seule, mais une possibilité sur deux, est susceptible de se produire. Cependant, à la fois « une re-constitution révolutionnaire de la société » (une révolution communiste) et la « ruine commune » (« la barbarie », « l'annihilation ») pourraient prendre de nombreuses formes possibles. La « reconstitution » pourrait comporter une des diverses méthodes de la révolution et l'une des diverses formes de socialisme. La « ruine commune » pourrait inclure l'une des diverses formes de destruction, y compris les guerres, la dégradation économique, et / ou une gamme de catastrophes écologiques.

Du mieux que nous puissions prédire, le capitalisme crée inévitablement la possibilité d'une société alternative, construite par la classe ouvrière collective et son travail socialisé. Sa situation dans la vie pousse la classe ouvrière à lutter contre l'oppression. Cela tend à créer une conscience de l'exploitation et le désir d'une nouvelle société. La belle vision du socialisme, le point culminant des valeurs morales de l'humanité à travers les âges, est devenue une possibilité réelle et même une nécessité.

Mais il s'agit d'un choix. Il n'est pas inévitable, pas inévitable du tout ; que les travailleurs, ou toutes autres personnes, choisiront la révolution avant que nous ne soyons confrontés à l'effondrement économique, la guerre nucléaire, ou un cataclysme environnemental. C'est possible, mais pas inévitable. La question n'est pas de prédire, mais de s'engager. Quelle que soit l'interprétation « correcte » de Marx concernant la question de l'« inéluctabilité », la réponse se décidera dans la lutte.

Chapitre 9: Ce que Marx entendait par socialisme / communisme

Les premiers « socialistes utopiques », tels que Charles Fourier, Robert Owen, et Etienne Cabet, ont laissé des instructions très détaillées quant à la manière dont une nouvelle société devait être organisée. Marx a délibérément rejeté cette approche. Ses descriptions concernant la façon dont une économie socialiste (communiste) pourrait fonctionner étaient peu nombreuses et espacées. (Marx utilisait à la fois « socialisme » et « communisme » pour désigner son but, bien qu'il préférât le terme « communisme » ; la plupart des anarchistes révolutionnaires se sont également nommés « socialistes » et « communistes », tout en préférant ce dernier – cela se passait avant que le terme ne se trouve associé aux dictatures des partis communistes). On disait de Marx qu'il était un économiste du capitalisme, mais pas un économiste du socialisme. Même ce qu'il a écrit sur le sujet a tendance à être limité.

Dans *Le Capital*, vol. I, il se réfère à « une communauté d'individus libres, organisant leur travail en mettant leurs moyens de production en commun, dans lequel la force de travail des différents individus serait consciemment appliquée en tant que puissance de travail combinée de la communauté ... La production par les hommes librement associés [note] ... est consciemment réglementée par eux conformément à un plan arrêté. » (pp. 90, 92)

Plutôt que de présenter un nouveau système social, Marx s'est focalisé sur la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir collectivement, pour remplacer (temporairement) la bourgeoisie en tant que nouvelle classe dirigeante. Les travailleurs et leurs alliés devaient se débarrasser de l'Etat actuel pour le remplacer par un Etat radicalement démocratique, similaire à la Commune de Paris. Ce devrait être essentiellement le fait de la classe ouvrière auto-organisée. Ce nouvel Etat exproprierait la classe capitaliste. Les travailleurs devraient construire une nouvelle économie basée sur la centralisation, la collectivisation, la socialisation du travail et de l'économie capitaliste existante, monopolisée et Etatisée. Les moyens de production seraient détenus en commun (mais pas les biens de consommation individuels). Un plan économique commun serait créé (la manière de procéder n'a jamais été précisée).

Il n'y aurait plus de loi de la valeur, parce que les biens ne seraient pas achetés et vendus sur le marché. Il n'y aurait plus de marchandises. Le travail humain serait réparti entre les différentes industries, selon les besoins, tel que déterminé par le plan. Mis en place par la révolution, l'Etat des travailleurs, en tant que machine sociale coercitive, serait voué à « dépérir » ou à « mourir ». Il évoluerait vers une institution publique non-violente qui coordonnerait l'économie. Les classes, en tant que couches distinctes de la société, spécialisées pour être soit des travailleurs salariés soit des patrons, seraient également dissoutes dans une société sans classes.

L'aliénation et le fétichisme (tels que discutés dans le chapitre 2) disparaîtraient. Le travail serait desaliéné, car il ne serait plus effectué pour le compte de quelqu'un d'autre. Il serait effectué pour la communauté, dont chaque personne serait un membre libre. La nature sociale de toutes les interactions serait transparente plutôt que fétichisée, dont la perception serait ouverte à tous. La nature même du travail changerait, mettant fin aux divisions du travail déterminée par la classe, tout comme aux relations entre les villes et les campagnes.

Programme du Manifeste communiste

La Section II de 1848 *Manifeste communiste* est intitulé, « Prolétaires et communistes ». A son extrémité, Marx énonce un bref programme. Il ne s'agit pas d'une description complète du communisme, mais d'une série d'étapes vers le communisme, d'un programme de transition. Tout d'abord, écrit-il, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir. Ensuite, « le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, à savoir, du prolétariat organisé en classe

dominante ... au moyen d'incursions despotiques sur les droits de propriété ... » (A. Draper, 1998 ; p. 155).

S'ensuit un programme en 10 points, qui comprend, « ... 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat ... 6. Centralisation des moyens de communication et de transport dans les mains de l'Etat. 7. Extension des usines et des instruments de production appartenant à l'Etat ... 8. Égalité de la responsabilité de tous au travail. Mise en place d'armées industrielles, en particulier pour l'agriculture ... » (idem)

Marx revendiquait le fait que cela conduirait à la fin des classes distinctes, spécialisées. cela conduirait à la fin de l'Etat, qui est la fin d'un instrument coercitif d'une classe sur les autres classes. « Lorsque, dans le cours du développement ... toute la production a été concentrée dans les mains d'individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique ... En lieu et place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se développe une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». (idem ; p. 157)

Les Anarchistes se méfiaient des chances d'un tel développement de l'individu libre, si la « puissance publique » avait centralisée sous son contrôle toute l'industrie et l'agriculture, et si tout le monde était obligé de (« avait la responsabilité de ») travailler dans les armées industrielles.

En tout cas, en 1872, Engels lui-même estimait que « ce programme, dans certains détails, est devenu désuet ». Il n'a pas discuté de points spécifiques, mais à la place, il a écrit, « Une chose, en particulier, a été prouvée par la commune [de Paris], à savoir, que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat prêt à l'emploi et de l'exercer pour ses propres fins » » (Draper, 1998 ; p.262).

Le point, souligné par Engels, était qu'il ne suffisait pas de démocratiser radicalement l'Etat bourgeois. Au lieu de cela, il était nécessaire de se débarrasser complètement de l'Etat capitaliste et le remplacer par une institution comme la Commune de Paris, « le prolétariat organisé en classe dominante ». Ensuite, elle deviendrait l'Etat de ces travailleurs, qui évoluerait au niveau de son « caractère politique ». Engels citait les écrits de Marx à propos de la Commune de Paris. Il estimait que ce point était tellement important qu'il l'a répété dans son introduction de 1888 du *Manifeste* – tout en n'apportant pas d'autres changements par rapport à l'original.

Dans leurs écrits, Marx et d'Engel présentent la Commune de Paris de 1871 comme un soulèvement extrêmement démocratique. En particulier, les membres du conseil municipal étaient élus directement par les sections de la ville et faisaient l'objet de rappels si leurs sections n'étaient plus d'accord avec eux. Les représentants n'étaient pas payés plus chère que la moyenne des travailleurs. Tous les fonctionnaires, comme les juges et la police locale, étaient élus de façon similaire et contrôlable. L'armée régulière avait été remplacée par un peuple armé (une milice de volontaires). Marx prévoyait que si la Commune avait duré, elle aurait fédéré à elle des villes similaires, ainsi que des communes villageoises à travers toute la France.

Ce fut l'image d'une démocratie représentative très démocratique. Mais elle ne comportait rien de la démocratie directe, des membres de sections qui se réunissent et décident de comment ils vont gérer leur quartier, ou de réunions de travailleurs, en face-à-face dans l'usine, le magasin ou au bureau, chaque matin, pour décider ce qu'ils vont faire ce jour-là. En général, les anarchistes ne sont pas contre un certain degré de représentation ou de délégation, dans le cadre de sociétés grandes et complexes. Mais les anarchistes cherchent à l'ancrer dans une démocratie directe dynamique, animée, décentralisée, où les communautés contrôlent directement leur vie. Même à leur niveau le plus démocratique-libertaire, Marx et Engels n'ont montré aucune compréhension de ce fait.

Critique du programme de Gotha

Dans *la Critique du programme de Gotha*, Marx décrit le communisme comme une « société coopérative fondée sur la propriété commune des moyens de production » (1974, p. 345). Il a soulevé la notion des deux « phases » du communisme. Dans la première phase, « nous avons affaire ici à

une société communiste ... telle qu'elle ressort de la société capitaliste ... portant encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est apparue. » (CGP, 1992 ; p. 346)

Pour quelque raison, Lénine a rebaptisé « première phase de la société communiste » ce que Marx appelait « socialisme » et « phase plus avancée de la société communiste » ce que Marx qualifiait à proprement parler de « communisme ». Pour Marx, il s'agissait de deux de phases du communisme. (Elles n'ont aucun rapport avec les différences entre les partis socialistes et communistes).

De toutes les différences possibles entre la phase inférieure et supérieure du communisme, Marx s'est focalisé sur la question de la rémunération des travailleurs (une question très controversée). Dans la première phase, les travailleurs individuels se remettraient l'équivalent de la quantité de travail à laquelle ils auraient contribué (moins les déductions pour un fonds global consacré à l'entretien et à l'accumulation des capacités de production, et pour prendre soin des enfants, des malades et des personnes âgées). Les travailleurs valides seraient – selon ce que prédit Marx – payés par des certificats qui enregistraient combien d'heures ils auraient travaillé ou le degré de pénibilité (la « durée » ou « l'intensité ») du travail ; ils ne devraient pas être récompensés en fonction de la quantité produite. Marx n'a pas proposé que les travailleurs les plus qualifiés ou hautement qualifiés soient être payés à un taux supérieur, il n'a même pas du tout abordé cette question. Les certificats ne seraient pas de la monnaie ; ils ne pourraient pas être accumulés ou échangés contre des biens sur un marché. Au lieu de cela, ils seraient amenés à l'entrepôt commun pour être échangés contre des biens dont la production contient une quantité équivalente de travail (ceux qui ont effectué 10 heures de travail ont gagné le droit à un t-shirt qui a nécessité une moyenne de 10 heures de fabrication). Seuls les biens de consommation pourraient être retirés, pas les moyens de production.

Pour Marx, il s'agit d'une situation meilleure que celle du capitalisme, mais encore limitée. Il ne s'agissait que de la première phase du communisme. La réception de biens équivalant à la quantité de travail effectuée par un travailleur est encore « en principe un droit bourgeois », bien que le capitalisme n'en ait jamais été à la hauteur. Les travailleurs disposent de quantités différentes de force et de capacités – certains peuvent travailler beaucoup plus d'heures ou dans des conditions plus difficiles que d'autres. Les travailleurs ont différents besoins et désirs, indépendamment de la pénibilité de leur travail. Par conséquent, cette égalité reste inégale et injuste. La société n'est pas encore complètement desaliénée.

« Dans une phase plus avancée de la société communiste, ... lorsque le travail n'est plus simplement un moyen de se maintenir en vie mais qu'il est lui-même devenu un besoin vital ; lorsque le développement tous azimuts des individus a également augmenté leurs forces productives et que tous les ressorts de richesse coopérative fluctuent plus abondamment – alors seulement la société peut entièrement traverser l'horizon étroit du droit bourgeois et inscrire sur sa bannière : De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (idem ; p. 347)

Dans la *Critique du programme de Gotha*, Marx a fait des prédictions plus politiques. Il s'est demandé : « Dans une société communiste ... quelles fonctions sociales analogues aux fonctions actuelles de l'Etat seront conservées ? » (idem ; p. 355). Il n'a pas répondu à sa question; il a laissé entendre qu'il y aurait peut-être encore besoin de coordination sociale et d'autres tâches dans une société apatride. Puis il a écrit,

« Entre la société capitaliste et communiste s'étend une période de transformation révolutionnaire de l'une à l'autre. Il y a une période correspondante de transition dans la sphère politique et durant cette période l'Etat ne peut que prendre la forme d'une dictature révolutionnaire du prolétariat. » (idem)

Ce que Marx et Engels entendent exactement par « dictature révolutionnaire du prolétariat » est sujet à controverse. Avec le développement du marxisme-léninisme, il en est venu à signifier la dictature d'une seule personne ou d'un petit groupe, ou, tout au plus, d'un seul parti politique. Les idées de Marx concernant la transition entre le capitalisme et le communisme, et la phase inférieure du communisme, etc., ont été utilisées comme excuses pour le totalitarisme stalinien. Elles ont été utilisées comme des rationalisations pour justifier des régimes qui ne se dirigeaient pas, en fait, vers une société apatride, sans classes, vers des associations d'individus libres, mais s'en éloignaient.

Aucune de ces significations n'aurait été acceptable au regard des principes démocratiques de Marx ou d'Engels. En leur temps, « dictature » était parfois utilisée pour désigner la domination par le parlement ou par une classe populaire. Pour autant qu'on puisse le déterminer, ce qu'ils entendaient par « dictature du prolétariat », n'était ni plus ni moins que « la règle de la classe ouvrière ». Ils ont souligné l'ultra-démocratique Commune de Paris comme un exemple de la dictature du prolétariat. Certains marxistes libertaires l'ont utilisé pour signifier la règle apatride de la classe ouvrière auto-organisée. Lénine, dans son *Etat et la Révolution*, a affirmé que Marx et Engels avaient signifié qu'il s'agissait d'un « semi-Etat » qui, à partir du moment de sa création, commencerait « immédiatement » à se faner à mesure qu'augmenterait la participation populaire (c'était avant qu'il n'installe sa propre dictature du parti unique). Aujourd'hui, nous ne pouvons plus utiliser l'expression étant donné ce qu'elle en est venue à signifier.

Il n'est pas clair pour moi si, pour Marx, la « période de transformation révolutionnaire ... dans la sphère politique » a lieu avant la phase inférieure du communisme ou si elle comprend la phase inférieure. On peut supposer que la classe ouvrière doit d'abord prendre le pouvoir avant de pouvoir même commencer à créer la phase inférieure ! (Pour les anarchistes, la « prise du pouvoir » n'est pas nécessairement la même chose que « la prise du pouvoir d'Etat », qui est la création d'une nouvelle machine d'Etat bureaucratique et militaire). C'est devenu une question pertinente pour les nations du monde les plus pauvres, les plus opprimés. Comme à l'époque de Marx, la plupart des pays du monde sont trop pauvres pour atteindre même la phase inférieure du communisme par leurs propres moyens. Mais, contrairement à l'époque de Marx, le monde dans son ensemble est prêt, et plus que prêt, pour établir un communisme international prospère.

Quelles sont donc les options pour une nation opprimée en Afrique, en Asie ou en Amérique latine ? Il est possible, pour les travailleurs, les paysans et d'autres sections opprimées des différents pays, de prendre le pouvoir et de mettre en place leur propre fédération de conseils de travailleurs et de paysans (je laisse de côté pour le moment la question de savoir s'il s'agit d'un Etat). La fédération peut prendre des mesures vers le communisme, mais celles-ci seront limitées à l'interne. Les marchés et la loi de la valeur ne pourraient pas être immédiatement supprimés. Mais la fédération peut faire tout ce qu'elle peut pour étendre la révolution à d'autres nations opprimées et aux nations impérialistes. Ces dernières nations disposent de la richesse nécessaire pour aider les pays pauvres à se développer à leur manière, vers le communisme libérateur. Telle est la stratégie de la révolution permanente, appliquée à l'échelle internationale.

La révolution permanente n'est pas une stratégie à deux étapes (tel que le préconisaient les maoïstes ou les mencheviks) : d'abord la révolution capitaliste, ensuite la révolution prolétarienne. Elle affirme que les travailleurs et leurs alliés devraient prendre le pouvoir et réaliser, dans le même temps, les tâches à la fois de la révolution bourgeoise-démocratique et de la révolution socialiste prolétarienne. La première comprend les terres aux paysans qui l'utilisent, la liberté de parole, l'élection des dirigeants, l'autodétermination nationale, etc., et la seconde comprend également la propriété publique de la terre et de l'industrie, la gestion des travailleurs, la planification de l'industrie, et la révolution internationale, etc.

Une révolution technologique

Beaucoup de personnes interprètent le marxisme pour signifier que la technologie moderne et l'organisation sociale, de la manière dont elle est organisée sous le capitalisme semi-monopolistique, se poursuivra sous le socialisme –, sauf qu'au sommet, au lieu de conseils d'administration des entreprises et de l'Etat bourgeois, il y aura un Etat ouvrier centralisé. Mais Marx et Engels étaient conscients qu'une grande partie de la technologie n'a été développée pour nulle autre raison que pour l'accroissement de l'exploitation des travailleurs. Engels écrivait :

« La société ne peut pas se libérer à moins que chaque individu soit libéré. L'ancien mode de production doit donc être révolutionné de haut en bas, et l'ancienne division du travail, en particulier, doit disparaître. Sa place doit être prise par une organisation de la production dans laquelle ... le travail productif, au lieu d'être un moyen d'asservir les hommes [note], deviendra le moyen de leur émancipation, en offrant à chacun la possibilité de développer tous ses [note] facultés, physiques et

mentales, dans toutes les directions et de les exercer pleinement - dans laquelle, par conséquent, le travail productif deviendra un plaisir au lieu d'être un fardeau » (Anti-Dühring, 1954 ; p. 408.).

Marx avait aussi décrit la « phase la plus avancée de la société communiste, lorsque l'asservissement des individus à la division du travail, et ainsi, l'antithèse du travail intellectuel et physique ... » s'achèvera (CGP ; p. 347).

La division la plus aliénante du travail, alors, était celle entre le travail intellectuel et physique, entre la prise de décision et l'application des décisions, entre l'ordre et l'exécution des ordres. Les « utopistes » avaient développé l'idée d'intégrer la main-d'œuvre, et les anarchistes de la développer davantage, mais c'était important pour Marx et Engels.

Ce concept de l'intégration technique inclut la synthèse de l'agriculture et de l'industrie, de la ville et de la campagne. Il s'agissait d'un besoin social, mais aussi nécessaire pour la santé écologique. Engels écrivait : « Il peut être mis fin au présent empoisonnement de l'air, de l'eau et de la terre, seulement par la fusion de la ville et du pays (de la campagne) » (Anti-Dühring, p. 411)

Le programme en 10 points du *Manifeste communiste* incluait, « 9. Combinaison de l'agriculture avec les industries de fabrication : Abolition progressive de la distinction entre ville et campagne, par une répartition plus égale de la population à travers le pays ... » (. P 155)

Engels s'est référé aux idées, développées par les « utopistes », de cantons collectifs qui intègrent l'agriculture et l'industrie. Elles ne devenaient réalisables, croyait-il, qu'avec un plan centralisé. « Seule une société qui permet à ses forces productives de se raccorder harmonieusement l'une à l'autre, sur la base d'un vaste plan unique, peut permettre à l'industrie d'être répartie sur l'ensemble du pays » (Anti-Dühring, p. 411)

Les comparaisons entre le Communisme de Marx et le Communisme Anarchiste

Marx et Engels ne donnent délibérément pas de détails sur ce à quoi ressemblerait une société socialiste/communiste. Nous disposons de quelques idées à partir ce qu'ils ont écrit. Ils se sont engagés vers une société démocratique, auto-gérée par les producteurs librement associés. Ils l'ont vue comme étant une économie centralement planifiée, avec l'industrie et l'agriculture intégrées et détenues par l'Etat démocratique des travailleurs. Cette forme d'organisation sociale remplacerait l'Etat bourgeois. L'Etat des travailleurs commencerait à mourir dès qu'il aurait été établi. Ce dépérissement serait dû à l'augmentation de la participation des travailleurs et l'augmentation du travail non aliéné.

L'ancien Etat évoluerait vers la forme d'un établissement public non coercitif de coordination et de planification.

Vraisemblablement, il resterait centralisé. Le problème avec la centralisation est qu'il s'agit de quelque chose de plus important que l'unification ou la coordination. Cela signifie qu'il existe un centre et une périphérie. Même si les responsables du centre sont élus par le peuple, le centre est géré par quelques personnes qui obtiennent des informations émanant du plus grand nombre à la périphérie, qui à son tour mènera à bien les indications qui leur sont données à partir du centre.

Cette vision peut être comparée à celle de Kropotkine. Sa vision anarchiste réside dans un fédéralisme pluraliste et décentralisé. Pierre Kropotkine n'a pas non plus élaboré un programme détaillé, mais il a discuté, dans plusieurs livres, de la manière dont les travailleurs libres pourraient réorganiser une ville et sa région après une révolution (par exemple *Champs, usines et ateliers* et *La Conquête du pain*). Il écrivait :

« Les associations bénévoles ... seraient ... se substituer à l'État dans toutes ses fonctions. Ils représenteraient un réseau entrelacé, composé d'une variété infinie de groupes et de fédérations de toutes tailles et de tout degrés, locaux, régionaux, nationaux, et internationaux – temporaires ou plus ou moins permanents – à toutes fins possibles : la production, la consommation, et l'échange, les communications, les installations sanitaires, l'éducation, la protection mutuelle, la défense du territoire,

et ainsi de suite ... pour la satisfaction d'un nombre toujours croissant de besoins scientifiques, artistiques, littéraires et sociables ... »

« Le véritable progrès réside dans la direction de la décentralisation, à la fois territoriale et fonctionnelle, dans le développement de ... la libre fédération du simple au composé » (2002 ; pp. 284, 286)

Kropotkine ne croyait pas à l'Etat ouvrier, à une institution qui représente en quelque sorte la classe ouvrière, mais qui – comme un Etat – serait séparée d'elle et s'érigerait en surplomb. Comme dans la citation ci-dessus, il a proposé qu'il se développe des associations fédérées pour « la protection mutuelle [et] la défense du territoire » ; il croyait que ces tâches seraient encore nécessaires pendant une période, mais qu'elles ne nécessiteraient pas un Etat.

Kropotkine rejetait le concept des deux phases du communisme. Il pensait que la révolution devait être immédiatement suivie du communisme intégral, mais que les adultes valides seraient censés travailler une demi-journée, peut-être cinq heures, pour gagner le minimum garanti en nourriture, vêtements et abris. Ils seraient libres de faire du bénévolat pour les marchandises de luxe. Selon son ami James Guillaume, Bakounine, qui avait précédé Kropotkine, avait cru en deux phases. La phase supérieure serait celle du communisme intégral, « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », basée sur un haut niveau de productivité. « Dans le même temps, chaque communauté déciderait pour elle-même pendant la période de transition, de la méthode qu'elle juge la meilleure pour la distribution des produits du travail associé. » (in *Bakounine*, 1980 ; p. 362)

Les visions anarchistes et marxistes ne sont pas des alternatives absolues. Les associations fédérées de Kropotkine pourraient démocratiquement travailler sur un plan économique global. D'autre part, dans *La Guerre civile en France*, Marx a, pour une fois, décrit une vision non-étatique des industries autonomes (il faisait un point, mais ne préconisait pas un programme). Il a remarqué que certains idéologues bourgeois déclaraient que le communisme était « impossible », mais qu'ils préconisaient également des coopératives de producteurs (autogérées). A l'image d'un anarcho-syndicaliste, Marx a répondu :

« La Commune [de Paris] ... visait à ... transformer les moyens de production ... en simples instruments de travail libre et associé. Mais il s'agit du communisme, de l'« impossible » communisme !... Si la production coopérative réside dans le fait de ... remplacer le système capitaliste ! ; si les sociétés coopératives sont unies pour réguler la production nationale sur un plan commun, la plaçant ainsi, sous leur propre contrôle ... de quoi s'agirait-il d'autre, messieurs, que du communisme, du « possible » communisme ? » (1971 ; pp.75-76).

De quoi s'agirait-il d'autre en effet ?

Chapitre 10: une critique anarchiste de l'économie politique de Marx

La théorie économique de Marx se distingue de plusieurs manières. Il a commencé à partir de la question de savoir comment le travail était utilisé et organisé pour produire et distribuer des biens et des services. Pour consommer des choses, les gens doivent d'abord travailler pour les produire et les distribuer, et organiser leur travail à cet effet. L'accent mis sur le travail permet de comprendre la manière dont les travailleurs modernes sont exploitées, et même comment l'étaient les serfs et les esclaves d'autrefois. Certains travaillent et d'autres vivent de ce travail (même s'ils dépensent de l'énergie dans l'organisation de ceux qui travaillent et pour faire en sorte qu'ils ne se révoltent pas). Les théories alternatives ne font pas clairement apparaître cette réalité, ou, plutôt, l'obscurcissent.

Marx voyait le capitalisme comme un système *historique* dynamique, entraîné par les conflits internes. Il avait une origine, il a atteint son apogée, maintenant il décline, et il se terminera. En cela, il ne diffère pas des systèmes socio-économiques précédents. (Si l'humanité se rend au communisme libertaire, elle évoluera également, mais la manière dont elle évoluera se situe au-delà de notre capacité de prédiction). Les économistes bourgeois écrivent comme si les catégories du capitalisme pouvaient s'appliquer de tous temps, ou tout au moins comme s'ils s'attendaient à ce que le « marché libre » puisse durer éternellement, en tant que système économique parfait, que « fin de l'histoire ».

D'une manière générale, l'analyse de Marx a bien résisté. Contrairement aux économistes classiques, il a prédit la poursuite du cycle des affaires, avec ses conclusions dans les crises. De même, il a prédit la croissance d'entreprises capitalistes toujours plus grandes, en semi-monopoles. Il s'attendait à ce que le capitalisme développe des conflits de classe, des guerres, de la pollution écologique, et un marché mondial en pleine expansion.

La critique de l'économie politique développée par Marx consiste en un ensemble d'outils théoriques utiles pour comprendre les conditions actuelles de l'économie capitaliste et ses probables développements futurs. Mais les outils ne sont pas meilleurs que leurs utilisateurs. Il a été dit que les économistes marxistes avaient prédit 20 des 5 dernières récessions. Plus précisément, quelques marxistes ont prédit que la Seconde Guerre mondiale serait suivie d'une longue période de prospérité. Pas plus que ce que n'ont fait de nombreux économistes libéraux ou conservateurs, mais le marxisme était censé être supérieur. Une fois que la prospérité d'après-guerre était installée, la plupart des théoriciens marxistes de renommée ont déclaré que l'époque de la décadence capitaliste n'était plus d'actualité. Ils ont dit que la prospérité allait durer indéfiniment (presque tous les économistes bourgeois avaient affirmé la même chose).

La plupart des économistes marxistes n'ont pas appliqué à l'Union soviétique ou la Chine maoïste le concept de capitalisme d'État de Marx et d'Engels. La plupart étaient des partisans politiques de ces régimes ! Même les quelques uns qui ne l'étaient pas ne se sont pas attendus à ce qu'ils se transforment en capitalisme traditionnel. Même maintenant, peu nombreux sont ceux qui disposent d'une véritable explication de la manière dont c'est arrivé.

Pour être juste, la compréhension des structures sociales (c'est-à-dire les actes, les pensées, et les sentiments communs des gens) est difficile. Marx essayait d'être aussi scientifique que les sciences dures ou naturelles, mais c'est probablement impossible. Depuis plus de 30 ans, peu d'entre nous ont prédit l'effondrement final de la prospérité de l'après-guerre, sur la base de notre compréhension de l'économie politique marxiste. Au lieu de cela, l'économie mondiale a continué de glisser progressivement sur une pente descendante, avec des hauts et des bas. Je crois, avec d'autres, que 2008 a été le début d'une nouvelle période de crise et de déclin. Nous verrons bien. (Voir les références.)

Prédisant cela, je me suis souvent senti comme un géologue en Californie, en disant: « Ne continuons pas à construire des maisons ; à un certain moment, il y aura un énorme tremblement de terre qui va aplatiser villes ». Les gens demandent à ce géologue, « Quand ce grand tremblement de terre se produira-t-il? » Le géologue répond qu'il ne sait pas. « Peut-être cette année. Peut-être dans une

décennie ou deux. Peut-être dans un siècle. » (Tout cela est vrai.) « Oubliez ça ! Nous tentons nos chances de construire nos maisons. ». L'économie politique est beaucoup plus complexe que la géologie. Contrairement aux strates géologiques, les classes et les groupes sociaux ont une conscience et font des choix (les gens ont un « libre arbitre »). Il est donc difficile de faire des prédictions et plus difficile encore de persuader les gens quand nous les faisons.

Les critiques de Kropotkine

Malgré une rivalité politique et personnelle amère, Bakounine avait une très haute opinion de la théorie économique de Marx. Dans la même période, l'anarchiste Carlo Cafiero a publié son propre résumé du *Capital*. Au fil des années, de nombreux autres anarchistes partageaient la même opinion positive. Mais pas Kropotkine, l'anarchiste le plus influent après Bakounine. Il a toujours eu une opinion négative à propos de Marx et de ses théories. Il a expressément rejeté le point de vue de Marx sur l'économie.

Peut-être que le meilleur exposé des opinions de Kropotkine sur l'économie politique se trouve dans son pamphlet, « La science moderne et l'anarchisme » (à mon avis, il ne s'agit pas de l'un de ses meilleurs travaux). Il y explique sa vision générale du monde : « L'anarchisme est un concept du monde fondé sur une explication mécanique de tous les phénomènes, embrassant l'ensemble de la nature – qui comprend, y compris ... les problèmes économiques, politiques et moraux. Sa méthode d'investigation est celui des sciences exactes et naturelles ... ». (2002 ; p. 150).

Kropotkine rejeté la dialectique en tant que mysticisme scientifique. Cependant, il développait, en réalité, une approche similaire à celle de Marx, visant à créer une vision globale de l'univers, des atomes aux mouvements sociaux, le tout dans un système théorique. L'anarchiste Errico Malatesta a cité la déclaration de Kropotkine ci-dessus et a répondu : « Il s'agit d'une philosophie, plus ou moins acceptable, mais il ne s'agit certainement ni de la science, ni de l'anarchisme ... Il s'agit d'un concept purement mécanique ... Avec un tel concept, quel sens les mots, « volonté, liberté, responsabilité » peuvent-ils avoir ? ... On ne peut plus transformer le cours des affaires humaines prédestinée que l'on peut changer le cours des astres. Et ensuite? Qu'est-ce que l'anarchie a à voir avec cela ? » (1984; pp. 41, 44)? (C'est précisément pour contourner cette rigidité du matérialisme mécanique que Marx utilise la dialectique matérialiste ; le succès qui en résulte est une autre question).

Dans cet essai, Kropotkine développe une section sur « les lois économiques ». Il y a présenté sa compréhension de ce que l'économie était. « ... L'économie politique ... doit occuper par rapport aux sociétés humaines une place dans la science semblable à celle tenue par la physiologie en relation avec les plantes et les animaux ... Elle devrait viser à étudier les besoins de la société et les différents moyens ... pour leur satisfaction ... Il devrait se préoccuper avec la découverte de moyens pour la satisfaction de ces besoins ... » (p. 180)

Il s'agit là d'une définition particulière. Encore une fois, comme Marx et Engels, Kropotkine nie une différence fondamentale entre les sciences physiques et les sciences sociales (le rôle de la conscience). Même ainsi, il laisse de côté un aspect fondamental de la science, à savoir l'étude objective de la manière dont fonctionnent les choses. En particulier, il ne mentionne pas ce qui est d'une grande importance pour Marx, à savoir, l'examen de la façon dont le capitalisme fonctionne. Au lieu de cela, il saute à la question de savoir comment organiser une économie qui puisse satisfaire les besoins des gens. (Voir la comparaison effectuée par Bakounine entre Proudhon et Marx, citée dans le chapitre 1). Il s'agit d'un bon sujet sur lequel travailler, et Marx peut à juste titre être critiqué pour ne pas l'avoir suffisamment fait. Mais il ne se substitue toujours pas à un examen de la façon dont le capitalisme fonctionne et de ce que sont ses tendances.

Kropotkine continue de critiquer « les économistes, à la fois la classe moyenne et des camps sociaux-démocrates ... l'économie politique socialiste » (p. 179). Il est clair qu'il signifie, par ces derniers, qu'il s'agit des marxistes. Il les critique spécifiquement pour leur théorie de la valeur travail. Il affirme qu'ils maintiennent que, « dans un marché parfaitement libre, le prix des marchandises est mesuré par la quantité de travail socialement nécessaire à leur production » (p. 177). Il affirme qu'elle « ... est présentée avec une merveilleuse naïveté « comme une loi invariable » » (p. 178). En fait, il fait remarquer que la relation entre le temps de travail, la valeur d'échange, et de prix, comme les autres

lois scientifiques, « ... est très complexe ... chaque loi de la nature a un caractère conditionnel » (pp. 178-179), ce qui est vrai. Cependant, comme je l'ai souligné à maintes reprises, Marx a expliqué que tous ses « lois » politico-économiques sont fortement modifiées dans la pratique et affectées par des forces agissant en sens inverse. Elles apparaissent toujours, a-t-il déclaré, que comme des « tendances ». Toute cette critique est fondée sur l'ignorance de la méthode de Marx.

Les critiques de Kropotkine, à propos de la théorie économique de Marx, sont ainsi résumées, « ... Kropotkine croyait que l'utilité subjective et la valeur d'échange fixaient toutes deux les prix, mais il a ajouté que les relations de pouvoir jouaient également un rôle important. [Alexander] Berkman a développé ce point, affirmant que les prix ne sont pas simplement le reflet de choix subjectifs individuels ou des valeurs d'échange objectives. Les prix ont été affectés par le temps de travail, par les niveaux de l'offre et de la demande, et ont également été manipulés par des monopoles puissants et par l'Etat. » (Van der Walt & Schmidt, 2009 ; p. 90).

Le problème avec cette « critique » de la théorie de Marx est qu'elle est tout à fait correcte – et fait déjà partie de la théorie. Je l'ai expliqué dans le chapitre 2. La « transformation » des valeurs (du temps de travail socialement nécessaire) en prix monétaires, est affectée par un certain nombre de choses. En particulier, Kropotkine et Berkman abandonnent le taux de profit moyen, ce qui modifie la composition de la valeur de la marchandise – à partir de la valeur du capital constant + de la valeur du capital variable + de la valeur de plus-value dans les valeurs des capitaux constant + variable + de la valeur du taux moyen de profit (la nouvelle forme étant le « prix de production »).

J'ai déjà discuté des points de vue de Marx sur la croissance des sociétés géantes et la tendance à l'étatisation, toutes deux affectant la croissance de la valeur fictive – et des prix. « Les choix individuels subjectifs » sont également déjà inclus dans la théorie, en ce que (1) la marchandise doit avoir une valeur d'usage afin d'avoir une valeur d'échange, c'est-à-dire qu'il faut que quelqu'un veuille l'acheter, et que (2) les prix sont postulés comme fluctuants (autour du coût de production) selon la loi de l'offre et de la demande – la demande étant la somme des « choix subjectifs ».

Les Micro-économistes, étudiant la manière dont une entreprise crée les prix, peuvent sauter les calculs concernant le temps de travail et la valeur. Certes, un businessman ne traitera pas de cela. Ils visent à récupérer ce qu'il leur en coûte pour produire les matières premières à un montant plus ou moins proche du taux de profit moyen ; ils cherchent à obtenir autant de travail que possible de leurs travailleurs et à les payer aussi peu que possible. Ils en savent beaucoup, mais, fondamentalement, ils en restent à la surface de la fixation des prix, ce qui est approprié pour ce qu'ils font.

Mais Marx n'était pas intéressé par les prix individuels. Il a étudié le fonctionnement global d'une société, la manière dont elle générerait des profits, ce qui causait ses crises, la façon dont ses entreprises pourraient évoluer ensemble, et comment on pourrait s'attendre à ce que ses travailleurs soient traités. Ses objectifs étaient de sensibiliser les travailleurs quant à ce que le capitalisme faisait, pour les avertir de ses dangers, et de les aider à renverser le capitalisme (tous ces objectifs sont communs à ceux de l'anarchisme révolutionnaire). À ces fins, la valeur travail est très utile. La théorie multi-causale de la création des prix de Kropotkine et Berkman, cité ci-dessus, tandis qu'elle est superficiellement vraie, ne nous dit pas-même d'où les profits proviennent ou si les travailleurs sont exploités.

Le problème avec le marxisme

La critique de Kropotkine de l'économie de Marx était un échec. Cependant, il nous reste encore un problème. Le marxisme est sorti des mêmes mouvements socialiste de la classe ouvrière que l'anarchisme, et il partageait, pour beaucoup, les mêmes valeurs et les mêmes objectifs. Sa critique de l'économie politique est utile pour comprendre l'économie et la lutte contre le capitalisme. Voilà ce que je viens de dire dans ce livre.

Pourtant, l'histoire du marxisme, en tant que mouvement, a été horrible. Pour le répéter, les partis sociaux-démocrates, directement influencés par Marx et Engels, sont devenus réformistes, étatistes, contre-révolutionnaires, et pro-impérialistes. Ils ont soutenu leurs Etats impérialistes en guerre dans la Première Guerre mondiale et se sont ensuite battus contre les révolutions Russe et Allemande. Ils ont

échoué à lutter contre la montée du fascisme. Pendant la guerre froide ils ont soutenu l'impérialisme occidental et abandonnés toutes les revendications favorables à un nouveau type de société.

Lénine, Trotsky, et d'autres, ont essayé de faire revivre le marxisme révolutionnaire pendant la Première Guerre mondiale et après, avec la révolution Russe. Au lieu de cela, ils ont établi un Etat policier dirigé par un parti unique. Sous Staline, les choses ont évolué vers des formes de capitalisme totalitaires d'Etat qui ont assassiné des dizaines de millions de travailleurs et de paysans dans le monde entier. Enfin, ces économies se sont effondrées dans le capitalisme traditionnel.

Le marxisme n'était pas censé être une foi religieuse, mais une praxis matérialiste. Comme Engels aimait à le dire, « la preuve du pudding est dans l'alimentation ». Comment se fait-il que quelque chose qui semblait avoir de si bons objectifs, de bonnes valeurs, et une bonne théorie, se termine si mal ? Qu'est-ce que cela nous dit à propos de la théorie ?

Il peut être soutenu que l'anarchisme a aussi subi ses échecs. Pas plus que le marxisme, il n'a jamais conduit les travailleurs à la révolution socialiste. Il y avait des aspects racistes et autoritaires dans les vues de Proudhon et Bakounine. Kropotkine a trahi l'anarchisme en soutenant les alliés impérialistes dans la Première Guerre mondiale. Dans la révolution espagnole de 1936 à 1939, les anarchistes traditionnels ont abandonné leur programme et ont trahi la classe ouvrière en rejoignant le gouvernement libéral bourgeois. Ils retenaient la révolution ouvrière, entraînant la victoire du fascisme espagnol. C'est un fait avéré. Il reste beaucoup à faire pour améliorer la théorie et la pratique anarchiste. (Ce travail est une petite contribution en vue de cet objectif). Au moins, l'anarchisme n'a pas tué des dizaines de millions de personnes travaillant au nom du communisme.

Dans ce travail, je viens de parler des problèmes avec la théorie de Marx. Le premier est celui de son centralisme. Sa vision du socialisme, à certains égards, donne l'impression d'un capitalisme purifié. Il serait construit sur la collectivisation et la socialisation du travail, qui sont créés par les semi-monopolisations et étatisations capitalistes. Ils seront retirés ensemble dans une agence centralisée (vraisemblablement dirigée par une minorité dans un centre) qui va développer un vaste plan global couvrant l'ensemble de l'économie. Dans tous ses écrits à propos des « individus librement associés », il n'a jamais considéré la possibilité d'une décentralisation, de bas en haut, en ce qui concerne la forme de la planification économique démocratique. Tout au plus, il a préconisé une amélioration de la démocratie représentative, au travail et dans la communauté. Mais il n'a jamais conçu d'enracinement dans la démocratie directe en face-à-face.

Le problème ne réside pas dans un étatismisme brut en tant que tel. Marx ne développait pas le culte de l'Etat et ne se faisait pas l'avocat du totalitarisme. Mais il a été influencé par la tradition jacobine présente dans le gauchisme européen. L'Etat lui semblait être l'institution naturelle capable d'intégrer l'ensemble de l'économie, car il avait tendance à le faire, même sous le capitalisme. Il était donc judicieux de l'utiliser (ou de créer un nouvel Etat), qui pourrait ensuite évoluer vers un non-Etat, une structure publique non-coercitive. Ce point de vue a été attaché à la principale différence tactique entre Marx et les anarchistes dans la Première Internationale, à savoir que le premier voulait parrainer des partis ouvriers dans toute l'Europe, afin de fonctionner pour les bureaux du gouvernement, et que les seconds s'y opposèrent. Je pense que les vues pro-centralisation, pro-Etat, de Marx, ont joué un rôle majeur dans le développement des visions autoritaires du socialisme des continuateurs de Marx, et des politiques autoritaires en général.

L'autre facteur principal de la dégénérescence du marxisme après Marx est un peu plus philosophique et subtil. Il s'agit du concept selon lequel le capitalisme tendrait « inévitablement » et « inexorablement » vers le socialisme. Là où les roues patinent ; l'acquisition par les travailleurs de la conscience de classe y constitue une sorte de sous-produit, le capitalisme se déplaçant dans ses crises, et la révolte ouvrière créant la phase inférieure du communisme. (Cela a été critiquée par Ron Tabor ; 2004.). Cet automatisme est liée au non-moralisme de Marx, à son échec à relier le mouvement marxiste à toutes sortes de valeurs idéales, de sorte que les travailleurs vont se battre pour le socialisme parce que les travailleurs vont se battre pour le socialisme, non pas parce qu'il s'agit, moralement, de la bonne chose à faire. Il n'y a donc pas besoin d'en dire beaucoup sur ce à quoi une société socialiste pourrait ressembler, en tant que but à atteindre, car il lui suffit d'être invoqué pour parvenir à se dérouler.

Comme je l'ai montré, il y avait des solutions de rechange à ce point de vue dans le marxisme de Marx, la croyance qu'il n'y avait pas un, mais (au moins) deux possibilités, ce qui nécessitait un choix moral. Mais cela n'a pas été souligné dans l'ensemble de leur travail, et il était ainsi facile de passer à côté. De même, en parcourant leurs écrits, il est possible de trouver des éléments de la vision d'une société communiste libérée. Elle serait sans division entre travail manuel et intellectuel, écologiquement équilibrée, sans Etat, etc. Mais cela a été trop rarement soulevé. Il n'y avait pas non plus d'effort pour se référer à une norme morale et les objectifs éthiques.

Qu'arrive-t-il donc lorsque l'histoire produit un capitaliste d'État prenant la forme d'un cauchemar de masse meurtrier et totalitaire, qui s'auto-désigne comme « socialiste » ? La plupart des marxistes révolutionnaires décidèrent que, puisque ce fut la résultante du processus historique, il devait s'agir du « socialisme réellement existant ». Il devait donc être accepté. L'idée de le comparer à une vision d'une libre association des individus coopérants n'est pas venue ; pour la plupart des marxistes, une telle vision n'existait pas.

Marx a présenté sa pensée comme un tout. Le « Marxisme » (ou « socialisme scientifique ») comprenait la critique de l'économie politique (mon sujet ici). Il comprenait une méthode de fond plus large pour l'étude de la société : le matérialisme historique. Il comprenait une approche philosophique : le matérialisme dialectique. Il comprenait des stratégies pratiques et politiques : les partis électoraux de travailleurs du bâtiment, ainsi que les syndicats.

Ce fut une vision du monde totale, justifiée parce qu'elle allait être la vision du monde d'une nouvelle classe montante, le prolétariat. (En fait, la bourgeoisie, la classe dirigeante actuelle, avait plus d'une philosophie, plus d'une théorie économique, et plus d'une stratégie politique, de sorte qu'il devrait être possible pour les travailleurs d'avoir également plusieurs points de vue). C'est parce que je ne peux pas accepter la totalité de cette vision du monde que je ne me considère pas comme un marxiste. (Je me désigne comme un « anarchiste informé du marxisme ».)

En fait, le marxisme, ou ce qui se fait appeler le « marxisme », est bien devenue l'idéologie d'une nouvelle classe montante de droit : la bureaucratie collective de l'Etat capitaliste.

Dans la couche montante des gestionnaires et de la bureaucratie du capitalisme, une section se radicalise, rejetant la règle de la bourgeoisie traditionnelle. Au contraire, ils se considéraient comme les nouveaux dirigeants (bénévoles). Pour eux, une variante du marxisme est devenue une idéologie justificatrice et un programme politique qui mène au pouvoir. Dans les pays « communistes », le marxisme est devenu une rationalisation pour garder le pouvoir. Cette évolution avait été prédite par Bakounine et Kropotkine.

Je ne nie pas du tout la sincérité de vues libertaires-démocratiques, humanistes et prolétariennes de Marx et Engels. Ce fut – et demeure – un aspect réel et précieux de Marx et du marxisme d'Engels. Mais tout au long de l'histoire de la société de classe, les mouvements de libération ont été corrompus, les transformant en outils des élites qui luttent pour remplacer les anciens dirigeants par eux-mêmes, en utilisant les gens comme un bélier contre les anciens dirigeants. Compte tenu du faible niveau de productivité, il devait en être ainsi. Mais maintenant, il est possible de gagner de la libération humaine. Il existe une technologie qui pourrait fournir beaucoup pour tous – mais qui menace de destruction totale si elle n'est pas prise des mains de la classe dirigeante. Et il existe une classe ouvrière, internationale et socialisée, qui est capable – potentiellement – de parvenir à une société vraiment désaliénée.

Mais les vieilles pressions sont toujours là. Tout ce qui rend un mouvement vulnérable à l'élitisme, le rend autoritaire et antidémocratique, affaiblit les aspects libertaires révolutionnaires du mouvement. Ce fut donc prouvé avec le marxisme, en dépit de ses contributions. Ensuite, même les aspects véritablement libérateurs de la théorie, y compris sa critique scientifique de l'économie politique, peuvent être utilisés à mauvais escient par la nouvelle élite. Les bureaucrates peuvent utiliser y compris les aspects véritablement démocratiques-libertaires du marxisme pour couvrir la réalité de la tyrannie capitaliste d'État. Le « Marxisme » a servi à des fins de distraction et de rationalisation.

Le Marxisme Libertaire

Il existe tout un éventail de personnes qui acceptent les idées de Marx et sont généralement d'accord avec sa stratégie de la révolution prolétarienne internationale, mais qui sont aussi anti-étatistes et proche de l'anarchisme de plusieurs façons. Ils sont considérés comme des marxistes libertaires, ou marxistes autonomes, ou communistes de gauche, ou encore communistes libertaires (ces deux derniers termes ne distinguent pas clairement entre les anarchistes-communistes et les marxistes d'extrême-gauche). Ils rejettent à la fois le léninisme et la social-démocratie. Ces groupes comprennent les communistes de conseils, la tendance Johnson-Forrest (CLR James, Raya Dunayevskaya, Grace Lee Boggs), opéraïstes italiens, autonomes, les débuts de Socialisme ou Barbarie (Castoriadis), le Groupe Solidarité Britannique, et d'autres.

Je n'ai pas le temps ou la place ici pour examiner de près ces tendances. Leur principale vertu, pour moi, doit être claire : c'est qu'ils utilisent la critique de Marx de l'économie politique tout en rejetant les interprétations étatistes.

D'autre part, tout en restant marxistes, ils ne parviennent pas à analyser de façon satisfaisante comment le marxisme a développé ces tendances totalitaires. Ils manquent d'une critique du marxisme. Certains sont, en quelque sorte, léninistes (Lénine était à un moment, mais les conditions ont changé : le point de vue de la tendance Johnson-Forest, toujours détenu par les adeptes de Dunayevskaya). D'autres ne le sont pas, mais tiennent toujours à centraliser ou à un déterminisme non moralisateur. Certains sont à proximité de la tendance Bordiguiste, qui a été très à gauche, mais aussi centralisatrice et opposée à la démocratie.

Dans le temps, beaucoup de ces marxistes autonomes font les mêmes erreurs que beaucoup d'anarchistes. Ils opposent souvent la construction d'organisations spécifiques des révolutionnaires aux vues similaires pour participer à des regroupements plus larges. Beaucoup s'opposent, par principe, au fait de participer à des syndicats (même en s'opposant aux bureaucrates), aux luttes de libération nationale (même en s'opposant au programme du nationalisme), ou à tout type de fronts uniques. (Mais je pense qu'ils ont raison de s'opposer à l'électorisme). Ce sont, bien évidemment selon moi, des problématiques politiques ; beaucoup d'anarchistes sont d'accord avec une telle politique.

Aujourd'hui, beaucoup, peut-être la plupart, de radicaux qui se considèrent comme anarchistes n'acceptent pas une stratégie révolutionnaire prolétarienne. Ils croient en la construction progressive et pacifique de contre-institutions qui finiront par remplacer l'Etat et le capitalisme – essentiellement la vieille stratégie de Proudhon. Il est décevant pour moi que même ceux qui s'identifient avec la tendance autonome (libertaire) dans le marxisme, en soient venus, de manière similaire, à rejeter la révolution prolétarienne. Certainement pas tous, mais beaucoup ont remplacé la classe ouvrière par le concept de la « multitude », ou ont dilué le « prolétariat » pour y inclure presque tout le monde. Ils rejettent la révolution (l'insurrection populaire visant à renverser l'Etat – qui peut être plus ou moins violente dans l'auto-défense) en faveur du retrait du capitalisme, en quelque sorte, d'une stratégie qu'ils appellent « l'exode ».

Quels que soient les défauts et les limites de Marx et d'Engels, de Bakounine et Kropotkine, ils ont eu raison de défendre la révolution de la classe ouvrière. En dépit de leurs désaccords et leurs défauts, nous nous tenons sur leurs épaules. Nous misons sur leur travail. La révolution ouvrière est la seule voie pour une société apatride et sans classes, non oppressive, démocratique et coopérative, des individus librement associés, « dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Lectures complémentaires

Les ouvrages qui suivent sont des suggestions de lecture. Ils comprennent, (1) pour une étude plus approfondie, des livres d'introduction de la théorie économique de Marx. Un ou plusieurs d'entre eux pourraient être lus conjointement à la lecture du *Capital* de Marx, de préférence dans un groupe d'étude. (2) Des livres sur des sujets controversés dans la théorie de Marx, des sujets à propos desquels je ne suis pas allé bien loin dans ce texte d'introduction. (3) Les applications de la théorie de Marx à la situation économique actuelle – la Grande Récession et par la suite.

Ce sont des livres que j'ai sur mes étagères et qui font appel à moi, même si je ne partage pas toujours toutes les théories des auteurs. Les livres d'introduction sont évalués pour être clairement écrits et couvrant les questions fondamentales.

Lectures préliminaires

- Leontiev, A. (undated). *Political Economy: a Beginners' Course*. San Francisco: Proletarian Publishers. [Un stalinien de la « troisième période » avec une présentation exceptionnellement claire des bases de la théorie économique de Marx]
- Cleaver, Harry (2000). *Reading Capital Politically*. San Francisco: AK Press/ AntiTheses. [Un petit livre qui tire entièrement l'économie marxiste du chapitre 1 du *Capital I*]
- Fine, Ben, & Saad-Filho, Alfredo (2010). *Marx's "Capital"*; (5th Ed.), London/ NY: Pluto Press.
- Harvey, David (2010). *A Companion to Marx's Capital*. London/ NY: Verso.

Sujets contestés dans la théorie économique de Marx

Le domaine majeur de controverse dans la théorie de la critique de l'économie politique de Marx tourne autour de la question de la valeur : la valeur travail, le « problème de la transformation » (de la valeur en prix), la tendance à la baisse du taux de profit, les cycles d'affaires et leurs krachs. Le premier livre, ci-dessous, qui est une mise à jour sur des arguments actuels, est le seul meilleur livre.

- Kliman, Andrew (2007). *Reclaiming Marx's "Capital": A Refutation of the Myth of Inconsistency*. Lanham MD: Lexington Books/ Rowman & Littlefield.
- Mattick, Paul (1969). *Marx and Keynes: the Limits of the Mixed Economy*. Boston MA: Extending Horizons/ Porter Sargent. [Les autres livres de Paul Mattick, Sr., valent bien la lecture; c'était un éminent économiste marxiste « communiste de conseil » tendance libertaire]
- Grossman, Henryk (1992). *The Law of Accumulation and Breakdown of the Capitalist System, Being also a Theory of Crises* (J. Banaji, trans.). London: Pluto Press. [Bien que stalinien non conventionnel, sa brillante théorie économique a grandement influencée le libertaire Mattick]

L'autre sujet de controverse est celui du capitalisme d'Etat. Dites-moi où vous vous tenez par rapport au capitalisme d'Etat et je saurais ce que vous entendez par «socialisme».

- Price, Wayne (2010). *Anarchism & Socialism: Reformism or Revolution?* Edmonton, Alberta Canada: thoughtcrime.ink. [Part III is on "The Nature of 'Communist' Countries and the Russian Revolution"]
- Hobson, Christopher Z., & Tabor, Ronald D. (1988). *Trotskyism and the Dilemma of Socialism*. NY/ Westport CT: Greenwood Press. [Comprend une section sur « La « question russe » et une autre sur « La loi de la valeur et la manière dont elle fonctionne en Russie ». Je suis d'accord avec cette version du capitalisme d'Etat et aussi généralement avec la version dans le prochain livre]
- Daum, Walter (1990). *The Life and Death of Stalinism: a Resurrection of Marxist Theory*. NY: Socialist Voice. [Bien que d'un point de vue trotskyste orthodoxe, il a des discussions très utiles sur plusieurs sujets, y compris l'époque de la décadence capitaliste]

Pour la stratégie de la « révolution permanente » de Marx:

- Draper, Hal (1978). *Karl Marx's Theory of Revolution: Vol II; The Politics of Social Classes*. NY/ London: Monthly Review Press.

Pour ce que Marx et Engels entendaient vraiment par « dictature du prolétariat » :

- Draper, Hal (1986). *Karl Marx's Theory of Revolution: Vol. III: The "Dictatorship of the Proletariat."* NY/ London: Monthly Review Press.
- Draper, Hal (1987). *The "Dictatorship of the Proletariat": from Marx to Lenin*. NY: Monthly Review Press.
- Price, Wayne (2007). *The Abolition of the State: Anarchist and Marxist Perspectives*. Bloomington IN: Authorhouse. [Chapter 4: "The Marxist transitional state"]

Pour les vues de Marx et d'Engels sur l'écologie :

- Foster, John Bellamy (2000). *Marx's Ecology: Materialism and Nature*. NY: Monthly Review Press. [Foster has written several books on Marxism and ecology]

Crise : La Grande Récession et depuis :

- Daum, Walter, & Richardson, Matthew (Winter 2010). "Marxist Analysis of the Capitalist Crisis: Bankrupt System Drives Toward Depression." *Proletarian Revolution*, No. 82; pp. 48, 35–45. <http://lrp-cofi.org/pdf.html> [Perhaps the single best statement]
- Goldner, Loren (2008). "The Biggest 'October Surprise' of All: a World Capitalist Crash." <http://home.earthlink.net/%7EElrgoldner/october.html>
- Mattick, Paul, Jr. (2011). *Business as Usual: The Economic Crisis and the Failure of Capitalism*. London: Reaktion Books.
- Kliman, Andrew (2012). *The Failure of Capitalist Production: Underlying Causes of the Great Recession*. NY: Pluto Press.
- Foster, John Bellamy, & Magdoff, Fred ((2009). *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*. NY: Monthly Review Press.

Bibliographie

- Bakunin, Michael (1980). *Bakunin on Anarchism* (S. Dolgoff, ed.). Montreal: Black Rose Books.
- Buber, Martin (1958). *Paths in Utopia* (R.F.C. Hull, trans.). Boston: Beacon Press.
- Daum, Walter (1990). *The Life and Death of Stalinism: a Resurrection of Marxist theory*. NY: Socialist Voice.
- Draper, Hal (1998). *The Adventures of The Communist Manifesto*. Berkeley CA: Centre for Socialist History.
- Engels, Frederick (1954). *Anti-Duhring: Herr Eugen Duhring's Revolution in Science*. Moscow: Foreign Languages Publishing.
- Federici, Silvia (2004). *Caliban and the Witch: Women, the Body, and Primitive Accumulation*. Brooklyn NY: Automeia.
- Geras, Norman (1976). *The Legacy of Rosa Luxemburg*. London: Verso.
- Harvey, David (2010). *A Companion to Marx's Capital*. London/ NY: Verso.
- Jackson, J. Hampden (1962). *Marx, Proudhon, and European Socialism*. NY: Collier Books.
- Kliman, (2012). *The Failure of Capitalist Production: Underlying Causes of the Great Recession*. London: Pluto Press.
- Kropotkin, Peter (2002). *Anarchism: a Collection of Revolutionary Writings* (R. Baldwin, ed.). Mineola NY: Dover Publications.
- Lappe, Frances Moore (October 2011). "The Food Movement: Its Power and Possibilities." *The Nation*; 293, 14; pp. 11–15.

- Leier, Mark (2006). *Bakunin: the Creative Passion*. NY: Thomas Dunne Books/St. Martin's Press.
- Malatesta, Errico (1984). *Errico Malatesta: His Life and Ideas* (V. Richards, ed.). London: Freedom Press.
- Marx, Karl (1906). *Capital: a Critique of Political Economy; Vol. I: The Process of Capitalist Production* (F. Engels, ed.). NY: Modern Library.
- Marx, Karl (1967). *Capital: a Critique of Political Economy; Vol. II: The Process of Circulation of Capital* (F. Engels, ed.). NY International Publishers.
- Marx, Karl (1967). *Capital: a Critique of Political Economy; Vol. III: The Process of Capitalist Production as a Whole* (F. Engels, ed.). NY International Publishers.
- Marx, Karl (1992). *The First International and After: Political Writings; Vol. I* (D. Fernbach, ed.). London: Penguin Books.
- Marx, Karl, & Engels, Frederick (1971). *On the Paris Commune*. Moscow: Progress Publishers.
- Marx, Karl, & Engels, Frederick (1998). *The Communist Manifesto*. In H. Draper, *The Adventures of The Communist Manifesto*. Pp. 99–185.
- Milstein, Cindy (2010). *Anarchism and its Aspirations*. Oakland CA: AK Press/Institute for Anarchist Studies.
- Schmidt, Michael, & van der Walt, Lucien (2009). *Black Flame; the Revolutionary Class Politics of Anarchism and Syndicalism; Vol. I: Counter-Power*. Edinburgh UK: AK Press.
- Tabor, Ron (August 2004). "The Dialectics of Ambiguity: the Marxist Theory of History." *The Utopian: A Journal of Anarchism and Libertarian Socialism*. Vol. 4. <http://utopianmag.com/archives/the-dialectics-of-ambiguity>